



DERNIÈRE ÉDITION -

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11923

4,80 F

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 MAI 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

### MM. Mitterrand et Reagan veulent éviter un duel franco-américain

C'est ce samedi 28 mai que s'ouvre le sommet de Williamsburg. Il se terminera lundi, sans que l'on ait assisté, pense-t-on, à un duel franco-américain. Ni M. Mitterrand ni M. Reagan ne veulent en effet d'un affrontement. Le chef de la Maison Blanche l'a réaffirmé vendredi, ajoutant que M. Mitterrand ne perdra pas son temps aux Etats-Unis.



PLANTU.

#### De notre envoyé spécial

Williamsburg (Etats-Unis). - Historique, la petite ville de Williamsburg l'est déjà puisqu'elle fut la capitale de la colonie britannique de Virginie qui s'étendait alors jusqu'au Canada et au Mississippi avant de la rester pendant les premières années de l'indépendance américaine. Elle l'est aussi parce qu'elle cultive son passé avec une touchante sollicitude : bâtiments anciens, grands et petits, de brique et de bois, soigneusement restaurés ou reconstruits, artisanat réactif, voitures à cheval et chars à bœufs remis en circulation, le tout avec du personnel en costume du dix-huitième siècle.

Historique, Williamsburg espère l'être plus encore avec le sommet annuel des sept plus grands pays industrialisés, qui se tient ici de ce samedi soir 28 mai

à lundi. Mais, à la vérité, seule la presse locale à l'air d'y croire en citant à plaisir des chiffres impressionnants : 30 kilomètres de câbles téléphoniques supplémentaires, mille cinq cents officiels et policiers mobilisés, plus de trois mille journalistes attendus, deux tonnes de poulet froid, etc.

Le reste de la presse américaine est plutôt sceptique, en donnant à M. Mitterrand, sans d'ailleurs lui en faire le reproche, une place de vedette dont il se passerait volontiers. A en croire les journaux d'outre-Atlantique, lui seul met en avant la nécessité de reconstruire un système monétaire international stable, les autres chefs d'Etat et de gouvernement, en particulier M. Reagan, donnant la priorité à la lutte intérieure contre l'inflation.

(Lire la suite page 4.)

MAURICE DELARUE.

## EN RÉPONSE AUX PERSHING

### Moscou menace d'installer chez ses alliés des missiles nucléaires

Dans la Pravda du 28 mai, Moscou met une nouvelle fois en garde les pays de l'OTAN contre l'installation des euromissiles américains en cas d'échec des négociations de Genève. Sa riposte comporterait entre autres mesures l'installation de « moyens nucléaires supplémentaires » chez ses alliés du pacte de Varsovie.

La déclaration du gouvernement soviétique donne une tournure plus solennelle et plus catégorique aux avertissements formulés antérieurement par le Kremlin sur ce que sera sa riposte dans le cas, maintenant très probable, où l'installation des missiles américains commencerait en Europe occidentale. Cette riposte s'articule en trois volets dont il faut noter qu'ils ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais s'ajoutent sans impliquer un choix :

1) Une nouvelle extension de la construction de missiles SS-20. Le déploiement occidental, indique la déclaration, « obligera l'Union soviétique à revenir sur sa décision, prise l'année dernière, concernant un moratoire unilatéral sur le déploiement des armements à moyenne portée dans la zone européenne » de l'U.R.S.S. Ce moratoire avait été annoncé par Brejnev le 16 mars 1982 : il impliquait la « suspension » du remplacement des SS-4 et 5 par des SS-20 dans la partie européenne de l'U.R.S.S. et n'était valable qu'aussi longtemps que l'OTAN n'aurait pas commencé la « préparation pratique » de son déploiement. Le geste avait été en fait très vite dénoncé comme une manœuvre par les Américains et leurs alliés, toutes les observations ayant montré que l'installation des SS-20 s'était poursuivie sans changement : on en comptait 207 en mars 1982, 234 en décembre et environ 250 en avril dernier, sans parler de la centaine de ces missiles déployés en Asie.

En fait, il semble aujourd'hui que M. Brejnev ait compris comme déjà opérationnels en mars 1982 des sites de lancement encore en projet, et dont la construction s'est achevée depuis : dès octobre 1981, il avait communiqué aux Allemands un chiffre de 243 SS-20 « anti-européens »,

soit à peu près celui que l'on constate aujourd'hui.

MICHEL TATU.  
(Lire la suite page 3.)

## M. Mauroy invite le P.S. à l'enthousiasme

Devant la convention nationale du parti socialiste, réunie samedi 28 mai au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), M. Pierre Mauroy a invité ses amis à soutenir sa politique avec « enthousiasme » et à mettre fin, pour certains d'entre eux, à leurs hésitations. « Rien ne serait pire, a-t-il dit, qu'une politique faite à moitié. (...) Il n'y a pas de motion nègre-blanc qui tienne en économie. »

L'inflation va trop vite, les salaires vont trop fort et le taux artificiellement élevé du dollar risque de passer à la moulinette le plan d'austérité du gouvernement, axé sur la réduction du déficit extérieur. Là est l'essentiel, pour la gauche, puisqu'elle cherche encore à acquiescer cette « légitimité de gestion » chère à M. Pierre Mauroy, qui doit prolonger la légitimité institutionnelle que lui ont accordée les Français.

D'avoir fait mentir M. Jacques Chirac en franchissant le cap des deux ans d'exercice du pouvoir ne suffit pas au bonheur du premier ministre. Encore faut-il que la présence de la gauche au pouvoir soit « banalisée ». Et cette banalisation passe par la démonstration de ses capacités de gestion.

Le reste, dès lors, apparaît presque dérisoire aux yeux de M. Mauroy. Malgré la crainte d'un « mai 1968 à l'envers » mai 1983 n'a laissé, pense-t-il, pour l'instant, d'autres traces que quelques pleurs et bosses, quelques voitures brûlées. Certes, les représentants de l'Etat auraient tort de se priver d'utiliser ces troubles :

## AFRIQUE AUSTRALE

### Les dents de l'apartheid

(Pages 6 et 7)

## GRANDE-BRETAGNE

### Le « bâtard » modéré de la gauche anglaise

(Page 9)

## ÉTATS-UNIS

### Le mythe de la famille

(Page 8)

## JAPON

### Les requins du crédit

(Page 8)

## FRANCE

### Giscard et l'édredon U.D.F.

(Page 10)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

## Les riches heures de Roland-Garros

Ah ! Dieu ! que la vie était belle à Roland-Garros dans les années 50 !...

Au lendemain de la guerre, nous n'étions pas « quatre de l'infanterie » mais sept chevaliers du stylo à hanter Roland-Garros : en dehors du signataire de ces lignes, Kléber et Paul Hagedorn, Max Corre, le colosse de Paris-Presse, l'athlétique Marcel Haedrich de Samedi Soir, Jacques Bex, notre doyen, et Jean Samazeuilh, tous deux de l'Equipe, le dernier nommé ancien champion de France de tennis aux dépens d'André Gobert en 1921, mais ne faisant jamais état de ce titre et le plus enthousiaste pour nous entraîner dans des matches marathoniens sur les courts les plus reculeés du stade.

Peu après midi, notre petit commando se retrouvait dans la tribune de presse, la même qu'aujourd'hui, mais plus étroite et rigoureusement déserte en cette heure caniculaire.

Durant la semaine inaugurale, les plus grands joueurs de simple passaient leur premier tour devant les banquettes vides du central. Le silence était religieux et l'on n'entendait à la ronde que le chapelet du score égrené par l'arbitre, le « divin chauve » KermaDEC, qu'aucun rebelle à l'image de McEnroe n'aurait jamais été en droit de contester. Entre deux bouffées de cigare, nous étions les seuls à vibrer ; il nous arrivait même de manifester notre sympathie au serveur hors d'haleine que nous surplombions - car, en ce temps-là, les amateurs trempaient leur chemise sans aucun répit sous la chaise d'arbitre, où ils

n'avaient pas le droit de s'asseoir, étant tout juste autorisés à s'éponger au passage... Heureusement pour nous, la suspension des débats était alors de rigueur sur terre battue - une bonne vingtaine de minutes à l'abri des vestiaires, - ce qui nous permettait de gagner le « deux » ou le « trois », où l'on prenait au vol les parties de déblayage de l'après-midi. En nous serrant les coudes, nous tournions ainsi le dos aux voyeurs de l'avenue d'Auteuil, qui se tordaient le col entre deux échancrures de tailleur.

La position ne devenait intenable que sur le tard, lorsque les contrôleurs avaient quitté leur poste et que les échappés du bureau, mêlés à un flot anonyme, se pressaient d'envahir les encintes.

OLIVIER MERLIN.

(Lire la suite page 16.)

## AU JOUR LE JOUR

### Bavures

On s'est bien étonné, vendredi, à l'émission « Apostrophes », à propos de stalinisme et de maoïsme.

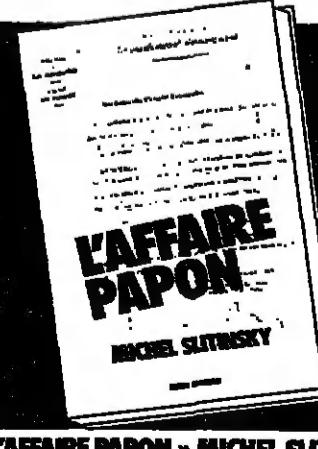
M<sup>me</sup> Macciochi, qui fut communiste au temps de Staline et maoïste quand Mao régna, a subi de rudes assauts pour ses écrits d'antan. M. Jean Jérôme, qui fut et restera - lui - communiste jusqu'à la fin des temps, a dû résister aux évocations du passé.

Les accusateurs, M. Simon Leys, pour le côté chinois, M<sup>me</sup> Jeanine Verdès-Leroux, pour le côté stalinien, se sont régalés.

Ainsi va la vie pour qui prête sa plume agile aux combats et aux certitudes du moment, qui devient, au fil des ans, des erreurs peu réparables. Il y a des bavures d'écrivain.

BRUNO FRAPPAT.

## Un dossier à suivre : « L'Affaire Papon » de nouveau menacé de saisie...



... devant le Tribunal de Grande Instance de Paris, le 7 Juin 1983 à 14 h 30.

« L'AFFAIRE PAPON » MICHEL SLITRSKY - ÉDITIONS A. MOREAU



## Dates

### RENDEZ-VOUS

- 28 mai. Début du sommet de Williamsburg (jusqu'au 30).  
29 mai. Cameroun : Elections législatives.  
Manifestations des communautés d'expatriés soutenant les Sikhs de l'Inde.  
30 mai. Baden-Baden : Visite du président de la République fédérale aux forces françaises d'Allemagne.  
Paris : Première émission quotidienne en langue russe de Radio-France internationale (R.F.I.).  
31 mai. Colombie : Premier voyage officiel du prince héritier Felipe d'Espagne.  
Berlin-Est : Audition des témoins français du procès Heinz Barth.  
1<sup>er</sup> juin. Genève : Ouverture de la session de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) (jusqu'au 22).  
2 juin. Belgrade : Sixième conférence de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (jusqu'au 30).  
Luxembourg : Conseil des ministres européens des affaires sociales et conseil des ministres européens de l'éducation.  
3 juin. Luxembourg : Conseil conjoint des ministres européens des affaires sociales et de l'éducation.  
Vingtème anniversaire de la mort de Jean XXIII.  
4 juin. Manifestation de la Confédération européenne des syndicats à Stuttgart (R.F.A.).

### SPORTS

- De lundi 30 mai à dimanche 5 juin : Tennis, fin des Internationaux à Roland-Garros.  
Mardi 31 mai : Football, Belgique-France à Luxembourg.  
De vendredi 3 juin à dimanche 5 juin : Athlétisme, championnats de France scolaires et universitaires à Strasbourg.  
Samedi 4 juin : Rugby, finale du Challenge Du Manoir.  
Dimanche 5 juin : Automobile, Grand Prix de formule 1 de Detroit.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
341 F 554 F 767 F 900 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1074 F 1547 F 2028 F  
ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
351 F 634 F 857 F 1140 F  
II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1105 F 1430 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces à l'impératrice.

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; États-Unis, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 50 p. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Pays-Bas, 600 flor. ; Pays-Bas, 1,75 \$ ; Portugal, 60 esc. ; Singapour, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d. ; 5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

## TRENTE ANS DE RÈGNE D'ELIZABETH II

# L'art d'être un symbole

Être britannique n'est pas plus difficile que la plupart des autres choses que l'homme est capable d'accomplir sur cette terre, mais cela prend un peu plus de temps. Au moins un siècle de présence en Inde pour savoir faire correctement le thé, environ trois cents ans pour qu'un gazon mérite le beau nom de *lawn*, et pas moins d'un millénaire pour qu'une monarchie acquiesce cette patine inimitable, ce poli à nul autre pareil dont lui-même, dans l'ombre de la cour de Saint-James, la couronne royale d'une Majesté que la tradition, tendrement et respectueusement indulgente, qualifie sans autre examen de gracieuse.

Lorsqu'elle se posa, le 2 juin 1953, sur la tête de celle qui n'était encore que la princesse Elizabeth, le sacre avait, en fait, commencé durant l'hiver de l'année précédente. Début février, le roi George VI, dont la santé chancelante paraissait pourtant s'être stabilisée, mourut durant son sommeil au château de Sandringham. Elizabeth-Alexandra-Mary, sa fille aînée, qui avait vu le jour le 20 avril 1926 dans le « séisme » londonien, à Mayfair, est appelée à lui succéder. Mais, en vertu du statut non écrit qui régit la vie des membres de la famille royale britannique, elle était partie — passant outre à ses inquiétudes — représenter la couronne au Kenya. C'est déjà l'ère de l'avion, certes ; mais pas encore celle du jet. Revenir de Nairobi à Londres reste une petite expédition : Dakota jusqu'à Entebbe, en Ouganda, puis long vol à bord de l'*Argonaut* jusqu'au cher vieux pays, partagé, selon la meilleure tradition, entre le deuil et l'allégresse, entre *Le roi est mort* et *Vive la reine* ! Rien ne manque à ce retour pour le faire entrer dans la légende, pas même l'hommage des populations africaines précipitamment quittées : les chefs coutumiers des Zoulous proclament incontinent Elizabeth II « *Ndlovokazi* », autrement dit « *Éléphante* », titre hautement honorifique qu'elle avait déjà reçu avec plaisir la reine Victoria.

Le 8 février 1952, à 11 h 15 du matin, Elizabeth II est proclamée souveraine et chef du Commonwealth — un ensemble auquel appartient un homme sur quatre dans le monde — par le « *Je salue l'exemple de mon père, assure-t-elle. Dieu m'aide à remplir dignement cette lourde tâche, qui m'échoit si tôt dans ma vie.* » Le couronnement solennel est renvoyé à l'année suivante : une monarchie qui vient du fond des âges peut prendre son temps.

Une fois éteints les derniers lambeaux de la fête et les accents lyriques des commentateurs de la « monodivision », commence à Buckingham le cours à la fois exceptionnel et banal des travaux et des jours. Entrecoupé de voyages officiels, certes, comme celui de

En mai 1953, on prépare enfin le sacre de Westminster. Deux répétitions de la cérémonie, l'une plus ou moins secrète, l'autre publique, ont lieu. L'année passée, la nouvelle souveraine avait déjà prêté serment devant les « lords spirituels et temporels ». Cette fois, il s'agit pour la jeune reine de recevoir la triple onction de l'Eglise d'Angleterre dont elle est devenue le chef, du peuple britannique qui lui fait fête, et de la tradition hors laquelle rien de vraiment important ne saurait se passer outre-Manche. Une foule immense acclame, sur le passage du cortège de carrosses, au-delà d'une jeune femme, une certaine idée de l'Angleterre éternelle : la certitude serinée de cette nation viscéralement démocrate que la monarchie est encore la meilleure des républiques. Pour assurer le respect de la tradition, il y a le duc de Norfolk.

### Une fête grandiose

C'est lui en effet qui, en tant que *Earl Marshall*, est le grand ordonnateur d'une cérémonie bien davantage fondée sur le respect du rituel que sur les concessions au siècle. Le petit prince Charles — il a tout juste quatre ans — assiste à la cérémonie, contrairement à ce que l'on avait tout d'abord indiqué, parce que, « à son âge, il est déjà en mesure d'en retirer des impressions durables ». Pendant plusieurs semaines, Londres vit ébranlée d'échafaudages et d'estrades, partout où doit passer le cortège. Le Mail lui-même n'est plus qu'un alignement de tubes métalliques et de planches érigés pour permettre à la marée humaine qui va se presser le long du parcours de ne pas perdre de vue le défilé des attelages royaux et princiers, les parades militaires, les escortes criantes au vent, les gardes à pied et à cheval, bref tout cet appareil de garde d'honneur où, comme pour les bus et les boîtes aux lettres, le rouge vit domine. La fièvre du *Coronation Day* s'est emparée de Londres, qui grouille d'une foule bigarrée. En tant que chef d'un groupe de nations liées à des degrés divers à la couronne, la reine Elizabeth II recevra l'hommage de cinquante-deux présidents de Parlement.

Une fois éteints les derniers lambeaux de la fête et les accents lyriques des commentateurs de la « monodivision », commence à Buckingham le cours à la fois exceptionnel et banal des travaux et des jours. Entrecoupé de voyages officiels, certes, comme celui de

Paris, en avril 1957. Le « *clou* » en sera une promenade en bateau sur la Seine dont les rives ont été illuminées pour la circonstance, au cœur d'une France qui oublie pour quelques jours, l'espace de cette illustre visite, et son républicanisme de principe, et les soucis de la IV<sup>e</sup> République agonisante, emportée dans la guerre d'Algérie et l'instabilité chronique. Elizabeth devait revenir en France quinze ans plus tard, accueillie non plus par René Coty, mais par Georges Pompidou, avec une égale cordialité.

La reine n'a pas cessé de courir le monde, en particulier les pays du Commonwealth, y compris lorsque cela n'allait pas sans risque d'impopularité, comme au Canada francophone ou dans certaines anciennes colonies. Elle ne s'est pas dérobée à des fonctions assez ardues et parfois dangereuses, comme lorsque, en août 1977, elle se rendit en Irlande du Nord.

D'où vient qu'une reine à laquelle le système britannique accorde si peu de pouvoir politique réel ait conservé un tel ascendant sur son peuple ? D'abord, précisément et paradoxalement, de la modicité de ses pouvoirs institutionnels. L'état d'une voix égale les « discours du trône » préparés par son premier ministre, se pliant respectueusement au rituel par lequel les Communes manifestent leur suprématie sur la couronne tout en n'en faisant le fidèle défenseur, la reine a su rester au-dessus de toute mêlée.

### Un côté kitsch

En outre, il n'est pas jusqu'à ses petits amours familiaux qui ne l'aient grandie. Les fresques de sa sœur Margaret, beaucoup moins exotisme qu'elle, lui ont servi d'inspiration pour sa vie privée, loin de ternir son image, l'ont servie, par contraste. Quant aux amours tumultueuses, et fort peu respectueuses du protocole, de son troisième enfant, le séduisant prince Andrew, qui n'est sorti de l'épreuve redoublée des Médailles que pour se jeter dans de beaucoup plus tendres corps-à-corps, elles ont finalement ajouté une touche humaine à une destinée royale pourtant si glorieuse : au fond, Elizabeth n'est qu'une maman comme les autres, à qui son grand garçon donne un peu de souci bien que l'ainé ait fait un beau mariage et que la cadette, en bonne Anglaise, mette manifestement au-dessus de tout les joies saines de l'équitation au grand air. Il n'est jusqu'à cet importun veau, un matin, s'assoier



Dessin de Valérie LAGUERRE

sur le lit royal pour demander une cigarette à la souveraine, au grand dam des services de sécurité de Buckingham, qui n'ont pas pu empêcher la reine de se rapprocher de la couronne de ses sujets, en prouvant que « ces choses-là » n'arrivent qu'aux autres.

Sous ce règne sans trop d'histoires, mais non sans Histoire, la Grande-Bretagne a pourtant considérablement changé. Des valeurs qui paraissent établies depuis toujours et pour toujours ont volé en éclats, sans parler d'une certaine pudibonderie anglaise qui n'aurait pas résisté longtemps à la minijurte, à la pille et aux Beatles. Mais les « Quatre garçons dans le vent » ont été repus avec les honneurs à Buckingham, et le « *jabili* » des vingt-cinq ans de règne d'Elizabeth a été célébré, en 1976, par les « *celebs* », les quelques des quinquantes images de la capitale, autant que par les fanfares échevées de Saint-James, même si, entre-temps, l'arrivée de millions de « *subjects of colour* » avait changé la physionomie de Londres et parfois donné lieu à des tensions dramatiques.

Un certain côté kitsch permet à l'ensemble des Britanniques, même et surtout les plus modestes, de s'identifier à la jeune femme au maintien modeste couronné voilà trente ans, devenue

au fil des années cette « première dame », aux cheveux d'un beau gris doré très sûr, mais tout de même arbitre des élégances au passage d'Ascot, qui monte à cheval quand il le faut et incarne une certaine qualité de courage bien britannique. Dans les carrosses des grandes circonstances, comme dans sa Rolls de tous les jours, agacée comme une vitrine qui peut s'écarter la nuit, il lui manque parfois, semble-t-il, une certaine chaleur du sourire, un peu plus de spontanéité dans le petit salut de la main qu'elle sait répéter sans se lasser tout le long d'un parcours officiel.

Vieillesse, même la popularité est, à ses yeux, un attribut du non-pouvoir qui caractérise la monarchie britannique, et il n'est pas question de badiner avec elle. La vérité intime de la reine d'Angleterre reste un mystère. C'est l'apparence — on le fardait — des grands de ce monde, même et surtout s'ils se savent tenus de jouer un rôle symbolique, adjectif qu'aucun Britannique ne tiendrait pour restrictif. La jeune femme gaie de 1953 est devenue une souveraine stricte, pour ne pas dire plus. Mais « la vraie grandeur est triste ». Ce n'est pas précisément un ami de la couronne britannique qui le disait : c'est Napoléon.

BERNARD BRIGOULEUX.

20 MAI 1973

## Le premier raid du Front Polisario

Le 20 mai 1973, un groupe de sept combattants effectue un raid contre El-Khanga, avant-poste du nord-est du Sahara occidental : la petite garnison, composée de soldats sahraouis, est commandée par un officier espagnol qui, ce jour-là, est absent. C'est la première attaque armée du Front populaire pour la libération de Saguiet-el-Hamra et du rio de Oro (provinces nord et sud du Sahara espagnol), puis connu sous les initiales de Polisario.

L'expédition aurait pu tourner au désastre : Moussatah Seyed el Ouali, secrétaire général du Front, et un autre sahraoui ont, en effet, été interceptés par une patrouille alors qu'ils cherchaient de l'eau. Ne les voyant pas revenir, leurs camarades, armés de vieux fusils, attaquent à la tombée de la nuit. Profitant de l'effet de surprise, principal atout des nomades, ils libèrent les prisonniers, s'emparent des armes et, après avoir expliqué aux soldats les objectifs de leur mouvement, ils les libèrent pour qu'ils s'en retournent.

Depuis, les Sahraouis parlent de la « révolution du 20 mai ».

En fait, le congrès constitutif du Front Polisario s'était tenu clandestinement le 10 mai, « *quelque part dans le désert* », près de la frontière mauritanienne, et avait adopté une proclamation. Elle affirme que le Front est « l'unique expression des masses, optant pour la violence révolutionnaire et la lutte armée, seuls moyens par lesquels le peuple sahraoui, arabe et africain, pourra recouvrer sa totale liberté et dé-

jouer les manœuvres du colonialisme espagnol ». C'est le deuxième congrès, réuni du 25 au 31 août 1974, qui proclamera l'objectif de l'indépendance totale après avoir rejeté la formule de l'autonomie interne proposée par Madrid un mois plus tôt. Il adressera aussi une lettre au roi Hassan II, affirmant : « Toute tentative marocaine pour annexer le Sahara se heurtera à une farouche résistance ».

### Un premier échec

Ce n'est pas une farfouillade : résister est une constante chez les tribus sahraouis. Entamé au début du siècle, la conquête du Sahara espagnol ne s'est achevée qu'en 1934, et celle de la Mauritanie en 1935. Mais, comme dans tous les déserts — c'est vrai aussi de la Libye et de l'Arabie Saoudite — les nomades savent esquiver l'ennemi supérieur en nombre, puis l'attaquer à l'improviste et se remettre à l'abri dans leur sanctuaire. Une acalmie plus ou moins longue suit avant qu'ils ne frappent à nouveau, et ainsi de suite jusqu'à ce que le coup soit décisif.

C'est ainsi qu'en 1957-1958 l'Armée de libération (marocaine), formée essentiellement de Sahraouis, avait attaqué les Français en Mauritanie et s'était efforcée d'expulser les Espagnols assignés dans les enclaves côtières. C'est alors que la France, embourbée dans la guerre d'Algérie, proposa à l'Espagne de

monter l'opération *Ouragan* (février 1958). L'intensité française, baptisée « opération *Escoufflon* », permit de restaurer l'autorité de Madrid mais provoqua l'exode des combattants sahraouis, qui se réfugièrent au Maroc pour échapper aux représailles.

Dix ans plus tard, c'est un Régiment né dans les années 40 près de Tan-Tan, alors territoire espagnol, Mohamed Sidi Ibrahim Bassiri, qui, après des études en Égypte et en Syrie, revient au Maroc en 1968 et y crée un journal ronéoté, *Al Chahab* (le flambeau), dans lequel il défend la culture sahraouie. Déjà du peu de soutien qu'il trouve dans le royaume, il gagne Smara, capitale religieuse du Sahara espagnol, et fonde, en décembre 1967, le Mouvement de libération du Sahara (M.L.S.), appelé parfois Front de libération du Sahara (F.L.S.), ou encore *Hizb al Moudjahidin* (le parti musulman). Il réclame l'autonomie, première étape avant l'indépendance. Le 17 juin 1970, une manifestation pacifique de masses à El-Aïoun est durement réprimée : plusieurs dizaines de morts et de blessés, cinq cents arrestations, dont celle de Bassiri. Les Espagnols affirment l'avoir déporté au Maroc, où il aurait disparu, mais, selon une autre version, il l'aurait exécuté en prison.

Cet échec incite des militants du M.L.S. et des étudiants sahraouis, dont certains ont été formés au Maroc, à créer, en 1971, le Mouvement embryonnaire pour la libération du Sahara. Parmi eux figurent

la plupart des futurs chefs du Front Polisario : El Ouali, Mohamed Lamine, Bachir Mustapha Seyed, Mohamed Ould Sidi. Abandonnant ses études à l'université Mohamed V, El Ouali fait la tournée des Sahraouis réfugiés dans la région de Zouerate et de Tindouf pour les rallier. En 1972, le mouvement adresse des lettres aux gouvernements libyen, algérien, mauritanien et irakien pour leur demander de l'aide. Alger refuse, Tripoli accorde quelques armes, Nouakchott offre un refuge aux militants, Bagdad se tait. Rabat n'est pas pressenti, car Hassan II est plus préoccupé de rétablir son pouvoir après deux tentatives de régence que de soutenir de jeunes agitateurs.

### La réaction marocaine

Ce travail de réflexion et d'organisation permet au mouvement, au départ peu structuré, de rallier d'autres groupes, dont celui de Mohamed Ould Zou, vétérans de la campagne de 57-58 installés à Zouerate. Il pousse à la création du Front Polisario ce qui lui vaut d'être élu président du Conseil national provisoire (Parlement) sahraoui (28 novembre 1975), puis ministre de la justice de la République sahraouie démocratique, proclamée le 27 février 1976.

L'Espagne fut, sans doute, la première à percevoir le danger que représentait ce mouvement de libération, que la proclamation de la R.A.S.D. empêcha l'O.U.A. de re-

construire à quelques heures près. Aussi lui opposa-t-elle l'éphémère Parti révolutionnaire progressiste (octobre 1974), dont l'objectif était la formation, un mois plus tard, du Parti de l'union nationale sahraouie (P.U.N.S.). Mais ses militants, autorisés à défilier à El-Aïoun devant une mission d'enquête de l'O.N.U. en mai 1975, arborèrent la dernière minute le drapeau du Polisario et scandèrent ses mots d'ordre, tandis que leur chef, M. Khali Hanna Ould Rachid, allait faire allégeance à Hassan II.

A son tour, le trône suscita divers mouvements, dont le Front de libération et de l'unité (F.L.U.), le 21 mars 1975, et récupéra le *Mouvement* (Mouvement de résistance des hommes bleus), fondé en 1972 par M. Bachir Fiquigui sous le nom surprenant d'Eduardo Moha. Il assurait maintenant la présidence de l'Association des originaires du Sahara, incluant sous son drapeau espagnol-espagnol (A.O.S.A.R.I.O.), fondée au Maroc en 1975-1976, sous le pseudonyme plus adapté de Ahmed Rachid Ould.

La situation est bien connue : le soutien de l'Algérie à partir de 1975, un conflit qui rime le Maroc en « *stérilisation* », la crise de l'O.U.A., après l'admission de la R.A.S.D. comme observateur et l'absence de la R.A.S.D. à l'Assemblée générale de l'Algérie, les espoirs sahraouis par le biais de Magreb et... toujours l'absence de solution pour l'inextricable conflit saharien.

PAUL BALTA.



# Etranger

## BULLETIN

### Lueur d'espoir pour l'Erythrée

Près de neuf ans après le début d'une révolution qui devait, dans un premier temps, provoquer la chute de l'empire et, par la suite, déboucher sur une alliance de plus en plus étroite avec les Etats du bloc soviétique, l'Ethiopie est toujours aux prises avec d'immenses difficultés, sans pour autant qu'une lame de fond puisse venir engloutir le régime.

Avec la Somalie, qui compte sur la protection américaine après avoir été longtemps très proche de Moscou, les problèmes de frontière sont loin d'être réglés. De graves incidents ont lieu régulièrement, en dépit de la défaite subie par Mengistu en 1978 en Ogaden, notamment en raison de l'intervention d'unités cubaines aux côtés des Ethiopiens. En fait, tout se passe, aujourd'hui, comme si Addis-Abeba, où le colonel Mengistu a bien assis son autorité, tablait sur l'assise du régime du général Siyad Barre pour tenter de trouver un « modes vivendi » avec d'éventuels successeurs somaliens.

A l'autre extrémité de l'ancien empire, où les Erythréens se battent depuis plus de vingt ans pour faire valoir leurs droits, une faible lueur d'espoir semble, en revanche, se dessiner avec la confirmation à Rome, depuis le début de l'année, de négociations secrètes et si délicates que les deux parties continuent d'en nier l'existence. Compte tenu des échecs répétés, par le passé, de telles initiatives, il faut les accueillir avec les plus grandes réserves. Mais près de quatre mois de discussions paraissent avoir déjà permis l'ouverture d'un débat sur une consultation de la population érythréenne dans des conditions qui resteraient encore à définir.

Le contexte s'y prête sans doute. Après plusieurs offensives très coûteuses, la junte d'Addis-Abeba pourrait être enfin disposée à admettre qu'une solution militaire est hors de portée et qu'il faut négocier avec le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée), seul mouvement inségré encore bien organisé et dont les repaires semblent imprenables. Les contacts pris à Rome peuvent à cet égard traduire le début de la sagesse.

Il reste que le pouvoir marxiste d'Addis-Abeba demeure confronté, ailleurs qu'en Erythrée, aux réserves de nationalités qui ne revendiquent pas l'indépendance, mais exigent une réelle autonomie et sont prêtes à se battre pour l'obtenir. C'est notamment le cas du Tigré, où la résistance armée du F.P.L.T. (Front populaire de libération du Tigré), qui coopère étroitement avec le F.P.L.E. voisin, contrôle de larges secteurs, ainsi que l'a démontré le récent enlèvement de huit volontaires d'organisations caritatives internationales venus secourir les victimes de la sécheresse.

Déjà, l'un des pays les plus pauvres de la planète, l'Ethiopie doit aussi faire face, cette année, à ce fléau cyclique qui s'est abattu sur des millions de paysans, notamment dans les provinces du Tigré et du Wollo. Mais l'analogie avec la famine de 1973-1974 s'arrête là. A l'époque, l'empire de Haïlé Sélassié était à bout de souffle et avait manifesté une insolente indifférence à la tragédie. Le régime militaire en place aujourd'hui, qui s'est consolidé au fil des ans, a pris la mesure du risque politique de la famine. Bien ancrée au camp socialiste, qui tire avantage de sa situation stratégique en bordure de la mer Rouge, l'Ethiopie serait-elle, enfin, en mesure de régler la question des nationalités, qui conditionne toutes les autres ?

### Pékin s'inquiète de la détérioration de la situation financière à Hongkong

De notre correspondant

Pékin. — La détérioration de la position du dollar de Hongkong ces derniers jours vient d'amener la Banque de Chine à faire connaître, haut et fort, son point de vue sur les moyens de remédier à la crise. Dans une déclaration à la presse, M. Jiang Wengui, vice-président du conseil des directeurs de la banque et directeur général de sa filiale de Hongkong, a en même temps exhorté vivement les autorités de la colonie britannique à agir pour « stabiliser la devise ».

Depuis le début de l'année, l'index du taux de change du Hongkong dollar, établi à partir d'une corbeille de quinze devises étrangères, a baissé de 6,56 %. Le seuil de sept dollars de Hongkong pour un dollar américain a été franchi, pour la première fois dans l'histoire, le 18 mai. Malgré un relèvement, le 20 mai, des taux d'intérêt bancaires de 2 % (qui faisait suite à une première hausse de 1 % fin avril), la chute s'est poursuivie au cours de la semaine écoulée.

Le 25 mai, la parité s'établissait à un dollar américain pour 7,20 dollars de Hongkong. Une telle baisse, a estimé M. Jiang, est « nuisible à la prospérité économique » du territoire.

Parmi les causes de la faiblesse actuelle du dollar de Hongkong, M. Jiang a mentionné la hausse générale sur toutes les places financières du dollar américain, l'inflation élevée dans le territoire (environ 10 %).

Manuel Lucbert.

L'incertitude quant au futur statut de la colonie à l'expiration, en 1997, du bail cédant la majeure partie du territoire aux Anglais pèse pourtant depuis l'an dernier sur le climat des affaires. En un an, l'index des valeurs industrielles et commerciales (Hang Seng index) a baissé de 24 %. Depuis quelques mois, Britanniques et Chinois ont engagé des négociations en vue de définir un nouveau statut de Hongkong. Mais l'épais secret qui les entoure ne contribue pas à rassurer les esprits.

Rejoignant une idée à laquelle le gouvernement de Hongkong paraît enclin, M. Jiang Wengui a suggéré de supprimer la taxe de 10 % qui frappe, dans la colonie, les dépôts bancaires en dollars de Hongkong et dont sont exemptés depuis l'an dernier les dépôts en devises étrangères. Il a critiqué, en revanche, le relèvement des taux d'intérêt, mesure qui, a-t-il dit, portera « un coup sévère » à l'industrie locale.

Cette intervention d'un des plus importants responsables chinois du monde des affaires à Hongkong est remarquable, car elle traduit le désir de Pékin de se manifester davantage dans les orientations de la politique économique de la colonie. Sur le plan politique, la Chine populaire avait déjà montré l'intérêt accru qu'elle porte à la question de Hongkong en annonçant, le 19 mai, la nomination, pour la première fois, comme directeur de l'agence Xinhua dans le territoire, d'un membre du comité central du P.C., M. Xu Jiatun, qui était jusqu'ici y a quelques semaines premier secrétaire de la province du Jiangsu (est de la Chine). Le directeur de Xinhua à Hongkong joue le rôle d'un ambassadeur occulte de Pékin.

Manuel Lucbert.

## LA TENSION ENTRE JÉRUSALEM ET DAMAS

### « Nous ne nous laisserons entraîner à aucun acte d'hostilité »

déclare le ministre israélien de la défense

Les affrontements entre miliciens chrétiens et musulmans druzes ont repris, ce samedi matin 28 mai, dans la montagne du Chouf, surplombant Beyrouth. Plusieurs secourus de la capitale, dont le quartier d'Achrafieh et la route côtière menant au port de Jounieh ont été touchés. Le secteur de Baabda,

où se trouve le palais présidentiel, a été atteint par des roquettes.

Vendredi soir, le département d'Etat américain avait lancé un appel à Damas et à Jérusalem les invitant « à faire preuve de la plus grande modération afin de réduire les risques d'un éventuel conflit ».

De notre correspondant

Jérusalem. — « Si le général Mustapha Tlass est sincère, voilà une bonne nouvelle », a déclaré le 27 mai le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, en se référant aux propos tenus la veille par son homologue syrien, qui affirmait que les dispositions actuellement prises par la Syrie étaient purement « défensives ».

M. Arens, qui s'adressait aux membres du Herout, le parti de M. Begin, principale composante du Likoud, a ajouté : « Nous sommes dans une période de tension au cours de laquelle les Syriens vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher l'application de l'accord israélo-libanais. Cependant, ils ne parviendront pas à nous intimider. Nous prendrons, de notre côté, toutes les mesures nécessaires, mais nous ne nous laisserons entraîner à aucun acte d'hostilité et ne perdrons pas notre sang-froid ».

Ces mots ont été prononcés à point pour tendre un peu l'atmosphère en Israël au moment où se multipliaient les signes d'une sensible aggravation de la situation, comme la décision prise quelques

heures plus tôt par M. Begin de réunir les chefs de l'opposition travailliste pour les tenir informés des derniers développements. Une pareille initiative est certes « de routine en pareil cas », mais elle n'en a pas moins été interprétée comme la confirmation d'un danger qui semble de plus en plus évident aux Israéliens depuis l'incident sérieux du 25 mai.

Il est clair, d'autre part, que l'armée israélienne a pris des « dispositions », selon le terme pudique toléré par la censure militaire. Selon les dirigeants militaires israéliens, la situation est « fluide » et l'armée doit être prête « à parer à toute éventualité », bien que le mot d'ordre soit toujours d'éviter le moindre incident pour ne pas tomber dans « le jeu des Syriens ». Les experts militaires continuent de penser que, pour l'instant, l'activité de l'armée syrienne et ses divers mouvements, au Liban comme sur le Golan, ont seulement pour but de faire « monter la tension », parce qu'ils correspondent d'abord à une volonté politique et à des calculs faits aussi bien à Damas qu'à Moscou. Ils ajoutent qu'en général les préparatifs de l'armée syrienne sont « défensifs », mais que « ces post-

tions défensives peuvent en quelques heures devenir offensives ».

De l'avis de la plupart des observateurs, les précautions que prend Israël sont surtout dictées par le souci de ne pas raviver « le traumatisme du Kippour ». Les autorités israéliennes veulent rassurer la population afin de ne pas être accusés d'« incurie », comme l'avait été le gouvernement de Golda Meir.

Sur le plateau du Golan, où ont lieu d'importantes manœuvres du côté syrien, tout est apparemment calme du côté israélien. Dans le nord de la Galilée, la vie suit son cours normal. Si, par endroits, les habitants ont pris soin de « préparer les abris », l'armée tient à souligner qu'elle n'en a pas donné la consigne.

Le mouvement Yesh Gvoul (« Il y a une limite »), composé de soldats et d'officiers de réserve, qui depuis quelques semaines anime au sein de l'armée la contestation de la campagne au Liban, a adressé le 27 mai un message à M. Begin pour le mettre en garde contre les risques d'un conflit avec la Syrie, en soulignant qu'il le tiendrait pour « responsable » de cette nouvelle guerre du fait qu'il a déclenché l'intervention au Liban et qu'il n'a pas su y mettre fin.

Francis Cornu.

## Moscou menace d'installer des missiles nucléaires chez ses alliés

(Suite de la première page.)

Ce parc correspondait à un palier que les militaires soviétiques entendent aujourd'hui dépasser. Dès octobre 1982 d'ailleurs, dans son dernier discours, Brejnev avait noté que les « préparatifs » du déploiement des missiles américains étaient « en cours » à l'Ouest, ce qui levait la clause suspensive du moratoire formulé quelques mois plus tôt.

2) L'installation de nouveaux engins dans les pays du « glacis » avait, en revanche, été beaucoup moins évoquée en public. « Il deviendrait par ailleurs nécessaire, poursuit la déclaration de Moscou, d'appliquer, de concert avec les autres Etats membres du pacte de Varsovie, d'autres mesures en vue du déploiement de moyens supplémentaires pour créer un contre-poids indispensable aux groupements croissants de moyens nucléaires de stationnement avancés des Etats-Unis en Europe et des armements nucléaires des autres pays de l'OTAN ».

On ne voit pas très bien pourquoi les « autres pays de l'OTAN » sont mentionnés ici, puisqu'aucun changement qualitatif n'est prévu dans l'immédiat dans leur armement, mais la réponse aux Pershing est plus claire : en substance, cette nouvelle menace serait contre-pesée par des fusées à courte portée de type SS-20 ou 23 installées en R.D.A. ou en Tchécoslovaquie, et qui menaceraient le dispositif de l'OTAN d'un tir à « préavis » égal ou inférieur aux fameuses six minutes du temps de vol du Pershing.

Jusqu'à présent, les spécialistes occidentaux n'ont que mollement contesté les assurances soviétiques selon lesquelles aucune arme nucléaire n'est déployée sur le territoire des satellites européens de l'U.R.S.S. Certains estiment que des armes y sont stockées en dépôt, à la disposition de vecteurs, qui pourraient être amenés d'U.R.S.S., ou encore que les avions — déjà sur place, peuvent très rapidement être équipés d'armes nucléaires venues d'ailleurs. Mais personne n'a fait état de la présence en R.D.A., par exemple, de

missiles SS-20 ou SS-23 en position de tir. C'est cette situation qui pourrait être modifiée à partir de l'an prochain, encore que les gouvernements d'Europe centrale semblaient, jusqu'à tout récemment, être peu tentés par cette perspective. Ainsi, M. Pujar, ministre hongrois des affaires étrangères, nous avait indiqué lors de sa visite à Paris en février qu'il ne « croyait pas nécessaire » d'installer des armes nucléaires en Hongrie ou dans d'autres pays du pacte, même après l'apparition des euro-missiles à l'Ouest (le Monde du 12 février). Mais il est bien évident que cet avis sera de peu de poids auprès de celui du haut commandement soviétique.

### Pas de fusées au Nicaragua

3) La dernière réplique soviétique est moins nouvelle et reste vaguement formulée : « On serait amené également, conclut la déclaration, à appliquer en réponse les mesures requises ayant en vue le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». Brejnev avait déjà formulé dans le même discours de mars 1982 cet avertissement qui a fait l'objet d'extrêmes officieuses : installations de missiles sous-marins à courte portée au large des côtes américaines, déploiement de SS-20 au Kamtchatka ou sur les Kouriles visant l'Alaska et une partie de la Californie, telles sont les variantes évoquées. Les porte-parole soviétiques ont en revanche exclu tout déploiement nucléaire à Cuba, afin de ne pas violer l'accord conclu en 1962 avec Kennedy, et en fait aussi au Nicaragua : deux membres du gouvernement sandiniste, MM. Ramirez et Borge, viennent d'ailleurs de le réaffirmer par écrit à un représentant démocrate américain, M. Torricelli, le second ajoutant que les Soviétiques ne lui ont jamais proposé d'installer des missiles dans son pays.

Les experts militaires occidentaux risquent d'être divisés dans leurs appréciations de ces diverses mesures. Les Américains ne se sentent pas sûrs de ne pas savoir visés par de nouveaux moyens nucléaires, encore que la menace sous-marine n'est nulle-

ment nouvelle pour eux. Les contestataires allemands verront sans doute dans l'installation de missiles chez leurs frères de l'Est une nouvelle aggravation de la confrontation nucléaire et un accroissement du « risque de déclenchement de la guerre », comme le souligne, d'ailleurs, complaisamment, la déclaration soviétique elle-même. D'autres, enfin, feront valoir que cette nouvelle course aux armements, à l'Est, ne changera pas grand-chose au risque qui existe déjà, et que l'essentiel est de renforcer qualitativement la dissuasion par l'installation des missiles de l'OTAN. En particulier, l'arsenal de SS-20 actuel est déjà bien assez redondant, avec sept cent cinquante têtes affectées aux seuls objectifs occidentaux. On ne voit pas ce que des dizaines de lanceurs supplémentaires apporteraient de plus au commandement soviétique.

Il reste que celui-ci tire parti de la décision de l'OTAN pour réclamer et obtenir de nouveaux crédits du Politburo et relancer son effort d'armement, déjà considérable, des quinze dernières années. Dans le domaine stratégique (intercontinental) également, la déclaration gouvernementale annonce le « déploiement de nouveaux systèmes stratégiques appropriés » pour faire pièce aux « importants programmes de moyens sophistiqués » lancés par M. Reagan, notamment aux missiles de croisière installés en mer et dans l'air.

A propos des armements européens en tout cas, le document soviétique confirme qu'aucun accord n'est possible à Genève sur la base des propositions occidentales actuelles, qui sont « inacceptables d'avance » le représentant soviétique, M. Kvitsinsky, l'a confirmé en refusant, purement et simplement, de prendre connaissance du projet d'accord que lui soumettait récemment son homologue américain. Il faudrait donc un miracle pour que la négociation souhaitée par les auteurs de la décision de l'OTAN, en 1979, aboutisse à quelque progrès avant le début du déploiement occidental.

Michel Tatu.

## LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE LATINE

### Les tenants de la ligne dure confirment leur influence

Williamsburg. — Une annonce inattendue a été faite, vendredi 27 mai, dans l'avion qui amenait le président Reagan de Washington à Williamsburg : le remplacement de M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, par l'ambassadeur au Brésil, M. Langhorne Motley. Il a été précisé, d'autre part, que le nombre des conseillers militaires américains au Honduras serait augmenté de façon à entraîner davantage de soldats salvadoriens à proximité de leur territoire.

### De notre envoyé spécial

Depuis le début du mandat de M. Reagan, M. Enders était chargé de l'Amérique latine. Il dirigeait cet important secteur du département d'Etat et exposait régulièrement la politique officielle du gouvernement devant la presse et le Congrès.

Cet ancien d'Indochine défendait cependant, en privé, des thèses plus modérées. Dans une note confidentielle, établie en février dernier, M. Enders suggérait notamment une « politique à deux volets » : les Etats-Unis continueraient à soutenir le gouvernement du Salvador, mais engageraient parallèlement des négociations avec les forces révolutionnaires. Cette proposition fut rejetée. Le conflit s'accroît peu à peu avec plusieurs représentants de la ligne « dure », comme M. William Clark, le responsable du Conseil national de sécurité, et M. Jeane Kirkpatrick, l'ambassadeur à l'ONU.

Selon l'usage, M. Enders est couvert de compliments. On présente son départ comme « une rotation normale » sans aucune signification politique. Mais nul n'ignore que le véritable maître d'œuvre de la politique centre-américaine depuis quelques mois est M. William Clark. Le départ de M. Enders ne ferait que confirmer une durcissement.

Agé de quarante-quatre ans, son successeur n'est pas un diplomate de carrière. Rien ne le prédestinait à devenir ambassadeur au Brésil, puis à diriger la politique latino-américaine des Etats-Unis, sinon le fait d'être né à Rio-de-Janeiro et d'y avoir vécu quelques temps. Ce républicain servait comme officier dans

l'armée de l'air de 1960 à 1970, avant de devenir agent immobilier à Anchorage (Alaska). Il se spécialisa ensuite dans l'aménagement du territoire de cet Etat et présida une entreprise privée. Sous M. Carter, M. Motley avait pris la défense des compagnies pétrolières à propos d'un projet de loi sur l'environnement en Alaska. Il apporta un soutien actif à la candidature du vice-président Bush en 1980. L'année suivante, il était nommé ambassadeur à Brasilia.

Malgré l'assassinat de l'un d'entre eux le 25 mai, Washington n'a nullement l'intention de retirer ses conseillers militaires du Salvador. Leur nombre restera inférieur à cinquante-cinq — plafond fixé par le Congrès — et ils ne seront toujours pas autorisés à participer aux combats. En revanche, le nombre des instructeurs américains au Honduras (soixante-deux actuellement) sera augmenté pour entraîner des soldats salvadoriens.

Dépassera-t-on la centaine, comme l'affirmait vendredi le New York Times ? Le secrétaire d'Etat a refusé de répondre, ne voulant pas « retomber dans un autre jeu de chiffres ». Le Congrès n'a fixé aucune limite au nombre des conseillers militaires au Honduras. Mais plusieurs sénateurs et représentants voient dans la nouvelle initiative de l'administration une façon de tourner l'accord tacite qu'elle avait conclu avec eux à propos du Salvador et d'une dangereuse escalade.

M. Shultz affirme que c'est « le moyen le moins coûteux et le plus simple » de développer l'entraînement des soldats salvadoriens. Les transférer aux Etats-Unis reviendrait, en effet, beaucoup moins cher. « Il n'y a là aucun changement de politique », a affirmé le secrétaire d'Etat. On se demande si Washington ne voit pas un autre avantage dans cette initiative : rapprocher les Honduriens et les Salvadoriens qui ne s'aiment pas et qui s'étaient fait la guerre en 1969.

Le Honduras a donné son accord à l'augmentation du nombre des conseillers, à condition que ses propres troupes bénéficient de leur enseignement. On n'exclut pas que d'autres pays « amis » d'Amérique centrale en profitent aussi.

Robert Solé.



## AVIS D'ENQUÊTE

### ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DU PROJET DE DESSERTE DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST DE LA FRANCE PAR TRAIN A GRANDE VITESSE DIT T.G.V. ATLANTIQUE

Le Préfet, Commissaire de la République du Département d'EURE-ET-LOIR.  
Le Préfet, Commissaire de la République de la Région ÎLE-DE-FRANCE, Commissaire de la République du Département de PARIS.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département des HAUTS-DE-SEINE.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département de L'ESSONNE.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département des YVELINES.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département de LOIR-ET-CHER.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département d'INDRE-ET-LOIRE.  
Le Préfet, Commissaire de la République du Département de LA SARTHE.

ont l'honneur de rappeler au public que, conformément à un arrêté interpréfectoral du 2 Mai 1983, il est actuellement procédé conjointement à une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de desserte de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France par à train grande vitesse dit T.G.V. ATLANTIQUE et à une enquête publique sur la modification des plans d'occupation des sols des communes d'AUNAY-SOUS-AUNEAU et BONNEVAL dans l'EURE-ET-LOIR ; de BAGNEUX, FONTENAY-AUX-ROSES, SCEAUX, CHATENAY-MALABRY et ANTONY dans les HAUTS-DE-SEINE ; de VERRIERES-LE-BUISSON, MASSY, PALAISEAU, JANVRY, BRIIS-SOUS-FORGES, VAUGRIGNÈSE, FORGES-LES-BAINS, ANGERVILLIERS et SAINT-CYR-SOUS-DORVILLE dans l'ESSONNE ; de LONGVILLIERS, SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES, SAINTE-MESME, SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT, BOINVILLE-LE-GAILLARD, PARAY-DOUAVILLE et ORSONVILLE dans les YVELINES ; de NAVEIL dans le LOIR-ET-CHER ; de SAUNAY, AUZOUER, REUGNY, CHANCAY, VERNOU-SUR-BRENNE, VOUVRAY, MONTLOUIS-SUR-LOIRE, LA VILLE-AUX-DAMES, LARCAZ, CHAMBRAY-LES-TOURS, JOUE-LES-TOURS et MONTS dans l'INDRE-ET-LOIRE ; de THORIGNE-SUR-DUE, LOMBRON, PONT-DE-GENNES, SAINT-CORNEILLE, SAVIGNY-LE-VEQUE, JOUE-L'ABBE, NEUVILLE-SUR-SARTHE, LA BAZOGE et la MILESSE dans la SARTHE.

Les dossiers d'enquêtes sont déposés depuis le 25 Mai 1983 dans les Préfectures d'EURE-ET-LOIR à CHARTRES, de PARIS, des HAUTS-DE-SEINE à NANTERRE, de L'ESSONNE à EVRY, des YVELINES à VERSAILLES, de LOIR-ET-CHER à BLOIS, d'INDRE-ET-LOIRE à TOURS et de LA SARTHE au MANS, ainsi que dans les Sous-Préfectures de CHATEAUDUN, ANTONY, PALAISEAU, ETAMPES, RAMBOUILLET, VENDÔME et MAMERS et le resteront jusqu'au 6 Juillet 1983, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures suivants :

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, ainsi que les samedis 28 Mai et 25 Juin aux mêmes heures.

Pendant le même délai un dossier peut être consulté aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public dans chacune des mairies suivantes :

#### Pour le département d'EURE-ET-LOIR :

AUNAY-SOUS-AUNEAU, AUNEAU, ROINVILLE, SAINT-LEGER-DES-AUBERTS, VOISE, SANTEUIL, MOINVILLE-LA-JEULIN, BOISVILLE-LA-SAINT-PERE, ALLONNES, BEAUVILLIERS, VOVES, VILLEAU, ROUVRAY-SAINT-FLORENTIN, VILLARS, LE GAULT-SAINT-DENIS, PRE-SAINT-MARTIN, MORIERS, BONNEVAL, MONTBOISSIER, ALLUYES, TRIZAY-LES-BONNEVAL, MONTMARVILLE, DANGEAU, LOGNON, YEVRES, GORHAY, CHATILLON-EN-DUNOIS, ARROU, COURTALAIN, SAINT-PELLERIN.

#### Pour le département de PARIS :

Mairies des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements.  
Pour le département des HAUTS-DE-SEINE : VANVES, MALAKOFF, MONTRouGE, CHATILLON, BAGNEUX, FONTENAY-AUX-ROSES, SCEAUX, CHATENAY-MALABRY, ANTONY.

#### Pour le département de L'ESSONNE :

VERRIERES-LE-BUISSON, MASSY, PALAISEAU, VILLEBON-SUR-YVETTE, VILLEJUST, LES ULIS, SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD, MARCOUSSIS, JANVRY, BRIIS-SOUS-FORGES, VAUGRIGNÈSE, FORGES-LES-BAINS, ANGERVILLIERS, SAINT-CYR-SOUS-DORVILLE, DOURDAN.

#### Pour le département des YVELINES :

LONGVILLIERS, SAINT-ARNOULT, SAINTE-MESME, PONTHEVRARD, SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT, BOINVILLE-LE-GAILLARD, PARAY-DOUAVILLE, ORSONVILLE.

#### Pour le département de LOIR-ET-CHER :

LE POISSAY, LE GAULT-DU-PERCHÉ, ARVILLE, OIGNY, SAINT-AVIT, LE PLESSIS-DORIN, SOUDAY, LA FONTENELLE, DROUE, BOURSAY, BOLEFFRY, LA CHAPELLE-VICOMTESSE, CHAUVIGNY-DU-PERCHÉ, ROMILLY, LA VILLE-AUX-CLERCS, DANZE, RAHART, AZE, SAINT-OUEN, VENDÔME, VILLIERS-SUR-LOIR, THORE-LA-ROCHETTE, NAVEIL, MARCILLY-EN-BEAUCHE, VILLIERSFAUX, HOUSSAY, VILLERABLE, HUISSEAU-EN-BEAUCHE, AMBLOY, SAINT-AMAND-LONGPRE, SAINT-GOURGON, VILLEPORCHER, SAINT-CYR-DU-GAULT.

#### Pour le département de L'INDRE-ET-LOIRE :

SAUNAY, MORAND, AUZOUER-EN-TOURAINE, AUTRECHÉ, NEUILLE-LE-LIERRE, MONTREUIL-EN-TOURAINE, REUGNY, NAZELLES-NEGRON, CHANCAY, VERNOU-SUR-BRENNE, VOUVRAY, MONTLOUIS-SUR-LOIRE, LA VILLE-AUX-DAMES, LARCAZ, VERTZ, SAINT-AVERTIN, CHAMBRAY-LES-TOURS, JOUE-LES-TOURS, VEIGNE, MONT.

#### Pour le département de LA SARTHE :

MELLERAY, MONTMIRAIL, CHAMPRON, LAMNAY, VIBRAYE, LAVARE, SAINT-MAIXENT, BOUVER, LE LUART, DOLLON, THORIGNE-SUR-DUE, DUNEAU, CONNERRE, LOMBRON, PONT-DE-GENNES, MONTFORT-LE-ROUROT, SAINT-MARS-LA-BRIERE, SAINT-CORNEILLE, SILLE-LE-PHILIPPE, SAVIGNY-LE-VEQUE, COURCEBEURS, JOUE-L'ABBE, LA GUIERCE, NEUVILLE-SUR-SARTHE, LA BAZOGE, LA MILESSE.

Pendant la période d'enquête, chacun peut, aux heures prévues pour la consultation des dossiers dans les Préfectures, Sous-Préfectures et Mairies concernées, consigner ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Sont nommés membres de la Commission d'enquête :

- M. André DOUMENC, Conseiller d'Etat Honoraire, Président de la Commission.
- M. Simone GUILLEMINAULT, Vice-Présidente du bureau de liaison des Associations de Défense de l'environnement de la Région Île-de-France.
- M. René BOURNAY, Vice-Président de l'Association des Droits des Pêcheurs.
- M. Jean MARTIN, Directeur de la Coopérative Agricole du Dunois, en retraite.
- M. Pierre HENRY, Inspecteur Général honoraire de la construction.
- M. Pierre CUISINIER, Directeur Départemental des P.T.T. en retraite.
- M. Michel HUBERT, Architecte D.P.L.G.
- M. Marcel DESMARTIN, Directeur Départemental des Services de la Défense et de la Protection Civile en retraite.
- M. Jacques de VERGNETTE, Conservateur des Eaux et Forêts en retraite.
- M. Ludovic POIROTTÉ, Ingénieur des T.P.E. en retraite.
- M. Jacques BOILLE, Architecte D.P.L.G.
- M. Lucien CHASERANT, Délégué Général des Organisations Agricoles de la Sarthe.
- M. Honoré BRUTSCHY, chef de Service Administratif à la Direction Départementale de l'Équipement de la Sarthe en retraite.

Le siège de l'enquête est fixé à la Préfecture d'Eure-et-Loir à CHARTRES où toutes observations peuvent être adressées par écrit au Président de la Commission d'enquête à l'adresse suivante : Préfecture d'Eure-et-Loir, Place de la République, 28019 CHARTRES CEDEX.

Par ailleurs, les 27, 28 et 29 Juin 1983 un membre de la Commission d'enquête recevra en personne les observations du public dans les conditions suivantes :

- les 27, 28 et 29 Juin 1983, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 à la Préfecture d'Eure-et-Loir à CHARTRES, à la Préfecture de PARIS, à la Sous-Préfecture d'ANTONY, à la Sous-Préfecture de RAMBOUILLET, à la Sous-Préfecture de VENDÔME, à la Préfecture d'Indre-et-Loire à TOURS et à la Préfecture de la Sarthe au MANS.
- le 27 Juin 1983, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 à la Sous-Préfecture d'ETAMPES.
- les 28 et 29 Juin 1983, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h à la Sous-Préfecture de PALAISEAU.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport de la Commission d'enquête sur l'Utilité Publique de l'opération sera déposée dans chacune des Préfectures, Sous-Préfectures et Mairies où l'enquête aura eu lieu afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance.

CHARTRES, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR  
Yves MOURES

NANTERRE, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE  
Jean TERRADE

VERSAILLES, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DES YVELINES  
Charles-Jean GOSSELIN

TOURS, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE-ET-LOIRE  
Pierre BLONDEL

PARIS, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE PARIS  
Lucien VOCHET

EVRY, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
Michel L'HUIER

BLOIS, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER  
Albert UHRICH

LE MANS, LE 2 MAI 1983  
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE  
Paul BERNARD

## Etranger

### Le sommet de Williamsburg

(Suite de la première page.)

Ainsi, M. Mitterrand est placé dans la tradition du cavalier seul, chère aux anciens présidents de la V<sup>e</sup> République.

Comme le veut le protocole, le président français, seul chef d'Etat étranger, sera accueilli le dernier par M. Reagan sur la pelouse de l'ancien palais des gouverneurs britanniques de Virginie. Il occupera la résidence la plus imposante, la seule en dur, construite pour un riche planteur vers 1750. Les cinq chefs de gouvernement habiteront des maisons de bois, d'allures charmantes, peintes en blanc, avec de luxueux ameublements passant pour authentiques. Le président américain lui-même se contentera d'une ancienne forge, deux fois centenaire et confortablement aménagée.

Les deux seules séances plénières, dimanche après-midi et lundi matin, réunissant à la fois les chefs d'Etat et de gouvernement et les deux ministres qui les accompagnent (affaires étrangères et économie) se tiendront dans un hôtel, lui aussi monument historique. Tous les repas et les autres rencontres, multi ou bilatérales, auront lieu, pour le plus part, dans un endroit différent, ce qui multiplie les déplacements à pied ou en calèche, à l'ombre des chênes et des catalpas, dans une ville dont tout le quartier central est, depuis samedi midi, interdit aux touristes et même aux journalistes - sauf ceux, surtout photographes et cameramen, constitués en « pool ». Les charmes de l'architecture coloniale américaine, d'une nature exubérante et en pleine fraîcheur, devraient faire de Williamsburg un succès idéologique. C'est d'ailleurs,

en période pré-électorale, américain, une de ses raisons d'être.

Le sommet se terminera lundi soir sur un régal de la cantatrice Leonie Price, seul sacrifice aux divertissements, mais d'un goût plus discret. Il faut le reconnaître, que le feu d'artifice de Versailles.

#### Retour à Rambouillet

Un point sur lequel MM. Mitterrand et Reagan sont d'accord, c'est qu'il faut en revenir à la simplicité des origines qui marqua, en 1975, le sommet de Rambouillet. Mais, le style mis à part, la seule innovation véritable est que les chefs d'Etat et de gouvernement qui, comme précédemment, prendront leurs trois premiers repas seul à seul pour parler de la situation internationale, auront également, dimanche matin, une discussion économique restreinte sans l'assistance de leurs ministres.

MM. Mitterrand et Reagan revendiquent chacun le mérite de cette initiative, qui inquiète quelque peu les fonctionnaires de la Maison Blanche. Le président des Etats-Unis ne passe pas en effet pour un économiste émérite : l'an dernier, à Versailles, il avait quelque peu surpris les autres participants en lisant, lors de ses interventions économiques les plus importantes, des textes préparés par ses experts. D'après le correspondant du New York Times à la Maison Blanche, Hedrick Smith, le président aurait pris chaque

vendredi, depuis six mois, une heure de leçon particulière d'économie politique avec le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, le secrétaire d'Etat, M. Shultz et le spécialiste des affaires commerciales, M. Brock en vue de cette discussion dominicale. « On s'y est pris tôt, aurait dit un collaborateur de M. Reagan aux journalistes américains, pour qu'il n'ait pas à se boucher la fin ».

Une chose sûre, est que MM. Reagan et Mitterrand souhaitent que le sommet des sept ne tourne pas au duel franco-américain et que le président des Etats-Unis, comme le président français l'an dernier, fera beaucoup pour que Williamsburg apparaisse comme un succès. C'est ce qu'on appelle à l'Elysée « le syndrome de la maîtresse de maison ».

Mais la bonne volonté suffit-elle quand les divergences sont évidentes ? Le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelle, a souligné, jeudi dernier, que M. Mitterrand s'était interrogé après Versailles sur l'utilité de ces sommets, selon lui, c'est l'an prochain seulement, au vu des actes des participants, et non à la lecture du communiqué de lundi, que l'on pourra juger si le principe des sommets annuels des sept devrait être maintenu.

S'il ne l'est pas, la rencontre de Williamsburg serait effectivement un événement historique.

MAURICE DELARUE.

#### Haute-Volta

### Le président Ouédraogo annonce le « retour des militaires dans leurs casernes »

Ouagadougou (A.F.P.). — Le président Ouédraogo a annoncé, le vendredi 27 mai l'engagement d'un régime transitoire, caractérisé par le départ de l'équipe militaire gouvernant le pays, mais dont il reste néanmoins le chef. Dans un discours radio-télévisé, il s'est prononcé pour le « retour immédiat des militaires dans leurs casernes », la libération des militaires et civils détenus pour des « raisons purement politiques » et l'élaboration d'un avant-projet de Constitution dans un délai de six mois.

Le commandant Ouédraogo, président du Conseil de salut du peuple (C.S.P.), instance politique suprême depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1982, a indiqué que le retrait des militaires de la scène politique passait par la dissolution des instances dirigeantes du C.S.P. Il a toutefois précisé qu'il « aurait recours, chaque fois que les circonstances le dicteraient, à la concertation avec les militaires de tous grades et de toutes conditions dans les formes réglementaires ».

Pour justifier ces décisions, le chef de l'Etat a estimé que « la politisation de certaines des forces armées voltaïques » suscitait « des querelles intestines à dominante idéologique, en passe de remettre en danger la cohésion et la discipline qui font la force de toute armée digne de ce nom ». Le 17 mai, il avait fait arrêter le premier ministre, le capitaine Sangaré, et le commandant Lingani, secrétaire général du secrétariat permanent du C.S.P., chefs de file des militaires, en désaccord avec lui. Le chef de l'Etat, invoquant sa « volonté d'apaisement », entendait faire libérer tous les officiers détenus « pour des raisons purement politiques ». En ce qui concerne « les divergences des régimes précédents, d'autres mesures s'adresseront dans un bref délai », a-t-il indiqué.

Certaines localités du Lac Tchad, au nord-ouest de N'Djaména, seraient « soumises depuis jeudi à un « bombardement nourri » de l'aviation nigérienne, a-t-on appris vendredi 27 mai de bonne source, dans la capitale tchadienne. Trois Mig nigériennes auraient bombardé à trois reprises la ville de Bagassola, dans la préfecture du lac, faisant « plusieurs morts et blessés » dans la population.

La frontière entre le Nigeria et le Tchad, fermée depuis les affrontements ayant opposé des soldats des deux pays sur les îles du lac Tchad, demeure toujours close vendredi. — (A.F.P.)

#### LES SOMMETS ÉCONOMIQUES, DE GEORGES DE MÉNIL

### Opéras ou conclaves ?

De Rambouillet (1975) à Versailles (1983) les huit rencontres de chefs d'Etat et de gouvernement ont fait chaque fois l'objet d'une large couverture de la presse. De plus en plus large d'ailleurs, car il y avait, dit-on, plus de journalistes l'an dernier que lors de la première réunion.

Et pourquoi ? Il n'est pas d'histoire de ces conférences informelles au plus haut niveau diplomatique en France. L'oubli est répété avec la porte, à l'occasion de Williamsburg, du livre de M. Georges de Ménil. Avec un tonable souci pédagogique, l'auteur expose la genèse et le développement de ces sommets, esquissant un bilan et formule des vœux.

Il n'y a pas à proprement parler un document de travail utile à tous ceux qui s'intéressent aux grands enjeux internationaux. M. de Ménil, qui a demandé à être reçu par certains des protagonistes pour accomplir sa tâche, s'écrit beaucoup mieux qu'on n'avait pu le faire jusqu'à certains aspects de ces grandes « messes » économiques.

Lorsque M. Giscard d'Estaing lança à Hérault fin juillet 1975, en privé, l'idée d'un sommet ministériel qui pourrait avoir lieu dans le courant de l'année entre la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et le Japon, il avait à l'esprit, en accord avec M. Helmut Schmidt, les réunions informelles et secrètes qui s'étaient tenues entre les ministres des finances des mêmes pays, entre 1973 et 1975, pour examiner des projets de réforme monétaire (1). Ils se baptisèrent eux-mêmes « Library Group », par allusion à la bibliothèque de la Maison Blanche où ils tinrent leur première réunion.

Un autre « modèle » avait été proposé en 1977 par le conseil Atlantique, à l'occasion de celui-ci : il s'agissait de coordonner l'élaboration des politiques économiques, d'invoquer plus de membres et notamment des représentants de l'O.C.D.E., du F.M.I. et de la Banque mondiale, et de se servir de ces rencontres pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les problèmes économiques internationaux.

La réalité s'est tenue entre les deux conceptions mais la dérive vers les fastes de Versailles a conduit de plus en plus de chefs d'Etat et de gouvernement à revenir à l'esprit du « Library Group ». M. François Mitterrand ne fut pas le dernier, au reste, à

suggérer, dès septembre 1982, un changement de style radical. Il évoqua même devant un journaliste américain (2) l'image d'un conclave de cardinaux qui se réunissent pour délibérer.

#### Un bilan mitigé

Le bilan des huit premiers sommets n'est pas facile à dresser. Si l'on s'en tient aux réalisations concrètes on peut mettre à leur crédit l'allègement des contingents d'importation décidé par le gouvernement Wilson à la fin de 1975 ; la relance budgétaire proposée par le chancelier Schmidt et votée par le Bundestag en 1978 ; la décision en 1979 du président Carter de libérer progressivement le prix du pétrole aux Etats-Unis ; enfin l'augmentation de l'aide au tiers-monde décidée par le premier ministre Fukuda et réitérée par lui-même et ses successeurs.

Résultats sans doute assez modestes, mais l'importance de ces sommets se mesure également à leur influence indirecte : des Etats ont une meilleure compréhension des contraintes et des objectifs des autres, et les opinions publiques sont sensibilisées aux grands thèmes de politique économique internationale. Ces dialogues ont forcément d'étroites limites. Il n'empêche que Helmut Schmidt déclare à l'auteur au début de 1983 : « Sans la coopération dont les sommets économiques ont été une des manifestations importantes, nous aurions sombré dans le chaos pour soi. Les taux de chômage auraient approché le double de ce qu'ils sont aujourd'hui ».

On aurait sûrement recouru davantage au protectionnisme sans cette sorte d'autosurveillance de groupe des pays les plus riches du monde. C'est encore cette menace que les sept doivent écarter lors de leur rencontre de Williamsburg. C'est fois sur le métier.

PIERRE DROUIN.

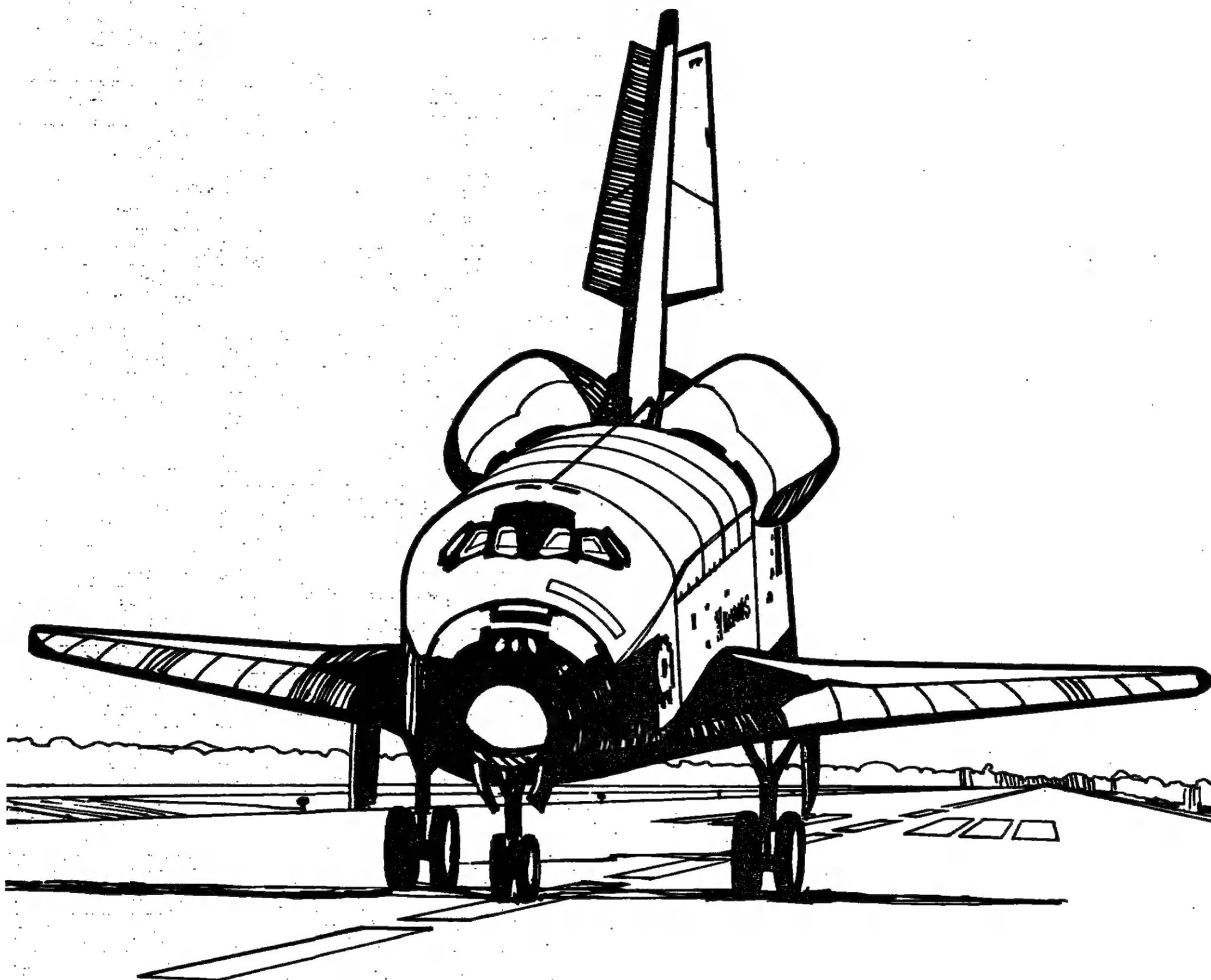
- (1) Le Japon ne rejoignait en fait ce groupe qu'en 1974.
- (2) John Vinocur, The New York Times, 12 octobre 1982.

(\*) Les Sommets économiques : les politiques nationales à l'honneur de l'indépendance, Institut français des relations internationales (IFRI), Editions Economica, 96 pages, 38 F.



هكرامن الوصول

**Bonjour, Paris!**



**Je suis de  
Rockwell International.**



**Rockwell  
International**

**Rockwell International  
Space Transportation & Systems Group**



# Etranger

## Pologne

### Le B.I.T. va faire une enquête sur la situation syndicale

#### De notre correspondant

Berne. — Le conseil d'administration du Bureau international du travail (B.I.T.) a décidé, vendredi 27 mai, par 44 voix contre 6 et 5 abstentions, de former une commission d'enquête sur la situation syndicale en Pologne. C'est la première fois qu'un pays d'Europe de l'Est est ainsi mis sur la sellette. De telles enquêtes avaient concerné jusqu'ici surtout le Portugal de Salazar, la Grèce des colonels, le Chili du général Pinochet et, l'an dernier, Haïti.

L'envoi d'une commission d'enquête en Pologne avait été recommandé dans un rapport établi par le comité de la liberté syndicale, celui-ci faisant suite à la plainte déposée contre la Pologne le 16 juin 1982 devant la Conférence internationale du travail par le délégué-travailleur de la France, M. Marc Blondel (F.O.) pour « violation des conventions relatives à la liberté syndicale ». Dans son rapport, le comité indique ne pas avoir reçu des autorités polonaises des réponses satisfaisantes sur les questions concernant la situation des travailleurs licenciés, condamnés ou emprisonnés pour activités syndicales, pas plus que sur les mauvais traitements infligés aux détenus.

Depuis l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, le B.I.T. est la première organisation internationale à constituer une commission d'enquête sur la Pologne. Auparavant, la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) avaient déjà déposé des plaintes au sujet des violations des conventions de l'O.I.T. ratifiées par la Pologne.

Mettant en cause le bien-fondé de ces griefs, le gouvernement polonais fait valoir que les explications qu'il a déjà fournies devraient permettre au B.I.T. « une meilleure compréhension des problèmes ». En l'absence d'un représentant de Varsovie au conseil d'administration, le délégué soviétique a qualifié la décision de vendredi de « force superflue ».

La commission d'enquête comprendra trois personnalités indépendantes du B.I.T. Leurs noms seront soumis à l'approbation du conseil d'administration après les travaux de la réunion annuelle de l'Organisation qui s'ouvre le mercredi 1<sup>er</sup> juin. Au cas où elle ne serait pas autorisée à se rendre en Pologne, la commission organiserait alors à Genève des auditions de témoins polonais.

J.-C. B.

## R.F.A.

### APRÈS LES AVEUX DE M. KUJAU ET L'ARRÊSTATION DE M. HEIDEMANN

#### « Stern » redoute la sanction de ses lecteurs

#### De notre correspondant

Bonn. — « Fantastique et pourtant si simple » : ces mots, appliqués par Hitler au plan de Rudolf Hess pour circonvenir l'Angleterre, conviennent parfaitement à l'affaire des faux carnets du Führer. L'intermédiaire, Konrad Kujau, a reconnu devant le juge d'instruction les avoir écrits de sa propre main. Il a également « chargé » Gerd Heidemann, qui a été arrêté dans la soirée du jeudi 26 mai, en même temps qu'il était procédé à une perquisition dans sa somptueuse villa (le Monde du 28 mai). On le soupçonne d'avoir été de même avec Kujau et, donc, d'avoir livré à l'Histoire des cahiers qu'il savait pertinemment être faux.

Mais quelle imprudence, ou quelle inconscience, de confier la presse mondiale à venir les admirer ! Quelle mise en scène pour protéger, pendant deux ans, l'exclusivité d'une fabrication qui ne pouvait avoir logiquement d'autre débouché que Stern ? Et que dire de l'attitude des supérieurs de Heidemann, les rédacteurs en chef d'alors et, au-dessus d'eux, celle d'un vieux routier comme Nannen, ou d'un jeune loup comme ce Schulte-Hillen qui se trouve fort bien à sa place et ne songe pas à démissionner, fût-ce comme Peter Koch et Felix Schmitt, en emportant une « prime de reconversion » dépassant de beaucoup le million de marks ?

Le parquet de Hambourg n'étant pas des plus loquaces, c'est tout ce que l'on sait pour le moment. Heidemann n'est pas encore officiellement inculpé. Il est en détention préventive pour l'empêcher de prendre la fuite ou de détruire des pièces à conviction — ce qu'il a largement eu le temps de faire depuis qu'il a été mis à la porte de Stern. Le magazine a remis à la police les notes de faux de Heidemann, ainsi que tous les papiers pouvant le concerner. M. Henri Nannen se sent justifié d'avoir porté plainte contre ce « fin limier » qui pourrait bien se révéler n'avoir été qu'un escroc particulièrement effronté.

Entre-temps, Stern fait les frais de l'opération. Le numéro sur la « découverte » des carnets de Hitler s'était vendu à deux millions cent mille exemplaires. Le suivant, racontant les préparatifs du vol de Hess en Angleterre, n'avait été tiré qu'à 1,7 million. Ce chiffre aurait encore baissé avec le numéro où s'établissait sa déconfiture. Le dernier numéro n'avait rien à ajouter aux révélations du précédent, se contentant d'une chronologie de la révolte de la rédaction contre l'aventure scabreuse où elle s'est trouvée embarquée malgré elle.

C'est une chronique interne, complète et honnête, et qui ne peut faire palpir que les gens de la profession. A en juger par les piles qui s'entassent dans les magasins à grande surface, on n'a pas l'impression que le grand public se passionne pour ce genre d'introspection collective. Stern va-t-il battre de l'aile ? Ses carnets de publicité sont encore bien remplis, mais s'il descendait à 1,4 millions d'exemplaires, il serait obligé de réviser ses tarifs. On ne lui souhaite pas ce déclin, mais il est certain que l'affaire risque d'avoir désamorcé chez bien des lecteurs l'attente hebdomadaire que faisait naître chaque numéro.

ALAIN CLÉMENT.

## Portugal

### PLUS D'UN MOIS APRÈS LES ÉLECTIONS

#### M. Soares va former le nouveau gouvernement

#### De notre correspondant

Lisbonne. — Le président de la République a officiellement invité M. Mario Soares, vendredi 27 mai, à former un gouvernement. Ce retard

dans la désignation du premier ministre, un mois après les élections législatives, s'explique par la volonté du leader socialiste de ne pas être nommé sans la conclusion d'un accord politique avec les sociaux-démocrates. L'essentiel de cet accord est acquis.

Socialistes et sociaux-démocrates s'engagent à déposer à la Chambre un projet de loi permettant la constitution de banques privées. D'autres secteurs jusqu'à présent interdits à l'initiative privée, comme celui des cimenteries, lui seront ouverts. La législation du travail sera, elle aussi, modifiée de manière à rendre plus faciles les licenciements. Dans le domaine agricole, l'accord prévoit la distribution des terres des unités collectives de production à des petits et moyens agriculteurs.

Le Journal officiel a d'autre part publié jeudi les résultats définitifs des élections législatives du 25 avril. Les socialistes obtiennent 101 sièges, les sociaux-démocrates 74, les communistes et apparentés 44, et les démocrates-chrétiens 30.

J. R.

CATTOLICA ADRIATIQUE/ITALIE  
HOTEL FILIPPO...  
TEL : 1939541/308414 (après 900922)  
moderne construction sur la plage - climatisé - WC - air - et bain vu mer - lit - parking - 3 menus - Mat Lit 20 000 - Juin/Sept. Lit. 24 000 - Juillet/Août demandé - nous.

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT  
L'ÉCOLE MALADE  
ALAIN DUBOSCO  
PROFESSEUR  
LA PENSÉE UNIVERSELLE  
45 F.H.T.

# Les dents de l'apartheid

## « Bon voisinage » de gré ou de force

LA République Sudafricaine projetée, de plus en plus crûment, sur la scène internationale, l'image d'une puissance régionale assurant à tout prix la pérennité d'un « pouvoir pâle » qui affiche son bon droit et se juge « encerclé » par un ensemble de forces hostiles. Face à un « complot permanent » visant à la détruire, elle a opté pour ce qu'on appelle, à Pretoria, la « défense offensive appropriée », tactique qui consiste à employer tous les moyens — militaires, subversifs, économiques — pour affaiblir la « ceinture marxiste » autour de son territoire et, avant tout, empêcher les « terroristes » — les nationalistes noirs sud-africains qui ont opté pour la lutte armée contre l'apartheid — d'y trouver refuge et, de façon plus générale, d'y constituer des « sanctuaires ». Il va de soi que cette « stratégie dure » comporte également un volet diplomatique et que Pretoria n'hésite pas à engager le dialogue — le cas actuel, avec l'Angola — quand une position de force est acquise face à l'interlocuteur éventuel.

### La « ligne de front »

Cette politique semble sans nuances. Elle est pourtant dans la logique des événements, surtout depuis que la révolution des œillets au Portugal, en avril 1974, a privé l'Afrique du Sud de son glacis, ce « cordon sanitaire » qui s'est dissolu à l'occasion de la décolonisation précipitée du Mozambique et de l'Angola. L'histoire s'est alors accélérée en Afrique australe : une fois les deux grandes colonies portugaises indépendantes, un règlement du conflit rhodésien devait, inévitablement, déboucher sur une indépendance sous la houlette de ceux qui avaient pris les armes contre les dirigeants de l'ancienne colonie rebelle de la Couronne.

Dès 1973, face aux succès croissants de l'insurrection du Frelimo dans la moitié septentrionale du Mozambique colonial, les Sud-Africains avaient commencé à s'interroger sur la solidité de ce glacis prolongé à l'ouest par la Namibie, alors encore gérée comme une « cinquième province » sud-africaine au mépris des résolutions des Nations unies mettant un terme à cette tutelle. Du coup d'État de 1974 au Portugal à l'accession en 1980 du Zimbabwe à l'indépendance, soit exactement en l'espace de six ans, l'Afrique du Sud a vu la construction située à sa périphérie se défaire avec la formation d'États africains indépendants, se réclamant souvent du marxisme, proches de Moscou ou de Pékin, compagnons de route des nationalistes noirs sud-africains (notamment ceux de l'A.N.C., Congrès national africain, hors la loi), ne cachant pas que leur objectif final était l'abolition de l'apartheid.

Le réalisme dictait à ces jeunes États faibles, enfants dans la douleur et le bruit des armes, pour la plupart sous-administrés et généralement dépendants économiquement de Pretoria, de ne pas trop irriter le géant irrascible et arrogant confortablement installé à leurs frontières. Ils n'en avaient pas les moyens et ne les ont toujours pas. Mais ils ne pouvaient pas, pour autant, se reposer. Le terme de « ligne de front » qui les désigne traduit assez bien leur ambition de libérer leurs frères du Sud dont les droits demeurent bafoués. Depuis l'indépendance

du Zimbabwe, ils ont également formé une zone de coopération économique, dans le cadre de la S.A.D.C.C. (1), afin de se désengager de l'emprise économique sud-africaine.

Ces changements, dont les circonstances et la rapidité n'avaient pas été prévues à Pretoria, ont contraint les Sud-Africains à revoir les moyens de leur survie. Dès le départ, sur le plan juridique, la seule position légale, pour la République Sudafricaine, ne pouvait que porter sur la défense de ses propres frontières, reconnues internationalement. Pour le reste, il lui fallait négocier, blâmer, manier la carotte et le bâton, utiliser les formidables atouts d'un État semi-industriel bien organisé et bien géré, au potentiel colossal et aux moyens de défense — et de coercition — non négligeables. Le « pouvoir pâle » devait se faire à l'idée que son environnement, qu'il jugeait peuplé de diables, avait changé. Il devait s'adapter. Pour les Afrikaners, « tribu blanche » souvent divisée, mais de mentalité missionnaire, il ne s'agissait pas de se démettre, encore moins de se suicider. Les acquis de 1948, date à laquelle ils ont accepté un pouvoir consolidé au fil des décennies, n'étaient pas, à leurs yeux, en cause. Il s'agissait, avant tout, de trouver la riposte « appropriée ».

Pendant ces six années, on a vu les gouvernements sud-africains en proie à l'embarras. En 1975, Pretoria a lancé une équipée militaire en Angola pour empêcher le M.P.L.A. de s'emparer du pouvoir. L'ingérence était trop flagrante pour que Soviétiques et Cubains n'y trouvent pas l'occasion d'une intervention militaire massive. La décolonisation de l'Angola a été un échec total ; elle a débouché sur une guerre civile entre trois mouvements de libération qui a fait fuir les quelque quatre cent mille Portugais qui assuraient l'administration et la relative santé économique du territoire. L'intervention militaire sud-africaine — qu'elle ait ou non reçu des encouragements américains — a eu l'effet contraire à son objectif : troupes cubaines et conseillers militaires soviétiques ont fait, durablement, pencher la balance en faveur de leurs alliés locaux, encore au pouvoir aujourd'hui à Luanda.

### Une velléité de détente

On pourrait ainsi multiplier les exemples d'erreurs commises par Pretoria. M. Vorster, alors premier ministre, a voulu tendre au reste du continent ce qu'il croyait être la perche de la « détente », initiative sans lendemain. Les Sud-Africains n'ont pas cru que le Mozambique indépendant, pourtant terriblement secoué, en 1975, par le départ de sa population portugaise, serait prêt, dès 1976, à sacrifier ses intérêts économiques au soutien accordé à la guérilla de Rhodésie. Il l'a pourtant fait. En avril 1980 seulement — c'était déjà trop tard — Pretoria a compris que les urnes porteraient au pouvoir, à Salisbury (rebaptisée depuis Harare), ceux qui avaient combattu, mitrailleuse à la main, M. Ian Smith, et non pas l'incapable évêque Muzorewa, dont ils avaient fait, secrètement, leur champion.

(1) Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe.



Dessin de ROUL.

Faute de les avoir prévus, l'Afrique du Sud a donc subi les événements. Mais, pour Pretoria, le mal n'était pas irréparable. Le géant de l'Afrique australe jouit dans la région d'une telle supériorité qu'il peut se permettre de telles erreurs de calcul. Il a même pu, depuis lors, encombérer à l'illusion d'optique qui lui fait croire que certains de ses voisins sont prêts à collaborer officiellement avec lui. On l'a vu avec le débat public de ces dernières années sur une « constitutionnalité » sud-africaine, sorte de couverture diplomatique destinée à « stabiliser » la région et à remplacer ainsi le glacis perdu de la période coloniale.

La ligne actuelle, qui revient à porter les difficultés chez le voisin afin de mieux préserver la paix chez soi, constitue donc, beaucoup plus qu'un mirage, le correctif apporté aux politiques américaines. Il n'y aura pas de changement de cap, mais plutôt adaptation à de nouvelles données régionales. En outre, Pretoria doit accepter un certain nombre de facteurs, internes et externes, sur lesquels les Sud-Africains ont peu de prise.

### Une militarisation progressive

Tout d'abord, les coups de main, au-delà des frontières, contre les « repaires » ou, parfois, les centres de réfugiés de l'A.N.C. ne suffisent plus à prévenir une donnée permanente de la vie sud-africaine : le « terrorisme » existe. On peut le contenir dans des limites raisonnables, on a sans doute les moyens de rassurer suffisamment la communauté blanche. Le reste que l'Afrique du Sud semble condamnée à s'accommoder, depuis deux ou trois ans, d'un certain « niveau de terrorisme » qui peut, on l'a vu, atteindre des cibles économiques ou militaires.

En deuxième lieu, une politique plus agressive, s'appuyant sur des opérations militaires au-delà des frontières (Namibie, Angola méridionale), a considérablement renforcé l'appareil militaire-industriel. Le poids des forces de sécurité s'est accru au même titre que celui du budget qui leur est destiné. Le fait que la communauté blanche sud-africaine ait acquis une mentalité d'assiégé joue dans le même sens. La militarisation progressive de l'Afrique du Sud est surtout sensible depuis que l'Afrique australe est entrée, en 1974-1975, dans le champ de la guerre froide.

Enfin, sur le plan intérieur, la croissance rapide de l'économie — en dépit de vagues de récession — exige une intégration relative des fractions les plus réceptives des communautés non blanches, ne serait-ce que parce qu'elles constituent des réservoirs indispensables d'agents

économiques. Sur le plan politique, cela s'est traduit par quelques efforts pour rallier les communautés indiennes et métisses. Celles-ci hésitent toujours à se couper des Noirs, qui sont l'immense majorité.

### Une clientèle aux abois

La situation internationale a été un peu plus favorable à Pretoria. Avec la récession et le durcissement des rapports Est-Ouest, la montée du conservatisme aux États-Unis et en Europe — qui a porté au pouvoir M. Thatcher ou M. Reagan — a fourni aux Sud-Africains une bouffée d'oxygène. La politique d'« engagement constructif » américaine à l'égard leur a permis d'abattre les sturges, dont ils disposaient en Occident, tout en continuant de poursuivre leurs objectifs propres et de se maintenir sur le marché international, en particulier celui de l'or, sur lequel les Soviétiques se sont trouvés parfois accommodants.

D'un autre côté, la récession internationale, à portée de tels coups à la fragile cohésion de l'Afrique noire — très affaiblie politiquement et économiquement — que les avocats, à Pretoria, d'entreprises de « déstabilisation », au-delà des frontières, ont pu aisément faire prévaloir leurs points de vue. Les Sud-Africains ont élargi, ces dernières années, leur clientèle de comparses et, même, de dirigeants sans grand écho, ils ne découragent pas les rébellions armées — et souvent efficaces — contre des capitales de pays limitrophes ou proches qu'ils souhaitent tenir en laisse : Maputo, Harare et Luanda. On peut même se demander s'ils accepteraient un règlement namibien tant qu'ils n'auraient pas mis au pas les gouvernements d'Afrique australe qui refusent encore de rentrer dans leur jeu.

Cette attitude — intransigeante sur le fond et plus subtile dans les formes — comporte, bien évidemment, des risques. Sur le plan intérieur, il y a toujours celui d'un deuxième Soweto puisque, dans l'ensemble, la condition des Noirs sud-africains n'a guère changé depuis l'explosion de 1976. On peut s'interroger également sur les conséquences d'une politique « dure » à l'égard des pays limitrophes. Pretoria espère, certes, leur faire « entendre raison ». Ils peuvent tout aussi bien demander des renforts à leurs alliés ou à leurs protecteurs, quitte à passer des pactes de défense assez contraignants avec Moscou ou, comme certains l'ont déjà fait, à signer des « accords de coopération » avec l'Union soviétique, qui réduisent d'autant leur marge de manœuvre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## Le conti

### De notre correspondant

Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...  
Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...  
Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...

Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...  
Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...  
Le Zimbabwé a rang des exportateurs vers le pays de l'Union 200 millions de...



L'attentat le plus sanglant de l'histoire de la République Sud-Africaine a fait, le 20 mai, dix-huit morts à Pretoria. Dans un raid de représailles « à l'arabienne », les « terroristes et leurs complices » ont été bombardés trois jours plus tard dans leur « sanctuaire » mozambicain. Bilan : soixante-quatre morts selon les Sud-Africains et six seulement si l'on en croit Maputo (le Monde du 26 mai). Au

demeurant, selon les journalistes présents sur place, la « base terroriste » visée n'en était pas une.

La situation des États voisins de la puissante République devient intenable face à de nombreux et efficaces moyens de pression politiques, économiques et militaires. Le régime de l'apartheid, menacé par ses guérilleros noirs, a les réactions d'un fauve blessé...

## Le soutien aux guérillas et les « missions non autorisées »

### De notre correspondant

Johannesburg. — La scène se passait récemment au Zimbabwe. « Qui Votre Honneur... » avait l'air de dire l'accusé — j'ai été enrôlé six mois dans une base sud-africaine... Ma mission consistait à recruter et à saboter des objectifs industriels. Pitoyable dans sa trop large défroque, Benson Dube, ancien guérillero contre les Rhodésiens, a été condamné pour haute trahison dans ce pays qu'il a contribué à libérer. Soldat perdu ? A vingt et un ans ? Peut-être, mais il est des milliers à partager le fardeau d'incertitude, de rage, et d'ignorance de Benson Dube. Des milliers de Matabélés, l'ethnie de M. Nkomo, qui ont perdu les élections en 1980, et ont assisté impuissants à la disgrâce de leur grand homme. Des milliers, ici et ailleurs, dont les déceptions sont aujourd'hui habilement exploitées par l'Afrique du Sud.

Tout est démenti par Pretoria avec une régularité de météorologue.

### La loi du silence

Les preuves matérielles de la complicité sud-africaine avec les dissidents des pays voisins sont rares. Il existe suffisamment de lois répressives au pays de l'apartheid pour prévenir une investigation en profondeur, et plus encore, sa publication. La simple reproduction d'allégations peut conduire devant les tribunaux.

Ici, plus qu'ailleurs, l'armée respecte la loi du silence. Certains « contractuels » prennent pourtant le risque de la briser. Selon un jeune mercenaire belge, enrôlé sous contrat annuel par les « South African Defence Forces » (SADF), « seuls les soldats les plus surs, d'origine afrikaner, rhodésienne ou portugaise sont engagés dans des opérations hors frontières (...). S'ils se font prendre, ils doivent dire qu'ils étaient en mission non autorisée. Tel est le mot d'ordre ».

De fait, les « missions non autorisées » se sont quelque peu multipliées ces derniers temps. Le 2 novembre 1982, un ancien commandant d'une unité matabélée de M. Nkomo est arrêté au Zimbabwe les armes à la main. Yonah Ndlovu Désweni reconnaît avoir été entraîné en Afri-

que du Sud. Son récit a toutes les apparences de la vérité. « On m'a versé dans un commando entièrement constitué de Zimbabwéens, baptisé Phumobvanku (la lance du peuple) (...). Ils m'ont équipé d'une AK 47 et entraîné quelque temps au camp de Drakutsaku, d'où je me suis enfui. » Blessé au cours de son arrestation, Yonah fut amputé d'un bras et condamné à trois ans de prison. Pretoria assure ne rien savoir de « la lance du peuple », mais, au fil des révélations qui allaient suivre, Harare put reconstituer plus nettement l'étendue de la conspiration ourdie de l'autre côté de la frontière.

Basé « quelque part dans la bande de Caprivi », le célèbre « Buffalo Battalion », le bataillon 32 selon la terminologie officielle, fut constitué en 1976, au lendemain de la déroute des troupes d'invasion sud-africaines en Angola, et confié à un vétéran des forces portugaises coloniales. L'existence des buffalos, fut, issue secrète jusqu'au début de 1981. Elle le serait toujours si un mercenaire britannique, John Edwards, « dégoûté des crimes » perpétrés par ses anciens amis contre les populations civiles angolaises, ne s'était confessé à la presse britannique. A en croire ce déserteur anglais, les buffalos ont, employé, en Angola, les mêmes techniques que les *Selous Scouts* de Rhodesie : terrorisme, destruction d'infrastructures civiles, massacres de villageois, tortures, etc., le tout commis anonymement, de manière à faire peser la responsabilité des atrocités sur l'ennemi, le SWAPO.

Partiellement constitué d'anciens soldats du F.N.L.A. angolais défaits, le bataillon 32, actuellement en repos à la base sud-africaine de Rundu, comprend, au minimum, 1 500 hommes dont plusieurs dizaines de « chiens de guerre » belges, français, britanniques, portugais, rhodésiens et même américains.

Les paysans kangwala du Kavangoland connaissent parfaitement les pistes utilisées la nuit par les camions sud-africains pour leurs livraisons de l'autre côté de la rivière-frontière des Crocodiles. La complicité de Pretoria avec les anti-marxistes de l'UNITA n'est plus à démontrer. Plusieurs de ses militants, et même certains sympathisants

actifs de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) ont quasiment pignon sur rue à Windhoek.

### Cinq mille anciens Rhodésiens ?

Selon un ancien mercenaire, « la plupart des candidats zimbabwéens ou mozambicains » à la désintégration de leur patrie, « passent par une période de mise à l'essai dans le nord namibien ». Après avoir ainsi été testés, les nouveaux « terroristes » sont infiltrés, soit directement auprès des mouvements insurrectionnels qu'ils encadreront (R.N.M. notamment), soit placés « en attente » dans des camps militaires sud-africains le long de la frontière avec le Zimbabwe et le Mozambique. Ce point particulier n'est pas nié par Pretoria.

« Ils sont déployés à cet endroit pour contrôler les entrées illégales d'immigrants dans le pays », explique le général Viljoen. Pour M. Emmersson Munangagwa, responsable des questions de sécurité au Zimbabwe, « ils sont là pour passer à l'action le jour venu et « prendre soin » des nouvelles recrues ». Selon lui, l'Afrique du Sud entraînerait ainsi « cinq mille anciens Rhodésiens, noirs et blancs, dans quatre bases du Transvaal ». Tous seraient administrativement regroupés sous le nom évocateur de *Matabele brigade*.

D'après les renseignements fournis par les transfuges aujourd'hui sous les verrous, les bases auraient pour noms Spencer, Gumbo, Letaba et Phelohorwa. La liste n'est pas exhaustive. Les meilleurs éléments seraient ensuite versés, parfois à titre temporaire, dans les fameux commandos sud-africains de reconnaissance, les *Recces*.

Les opérations de transfert sont d'autant plus difficiles à repérer, à l'entrée comme à la sortie, que les *Recces* se meuvent hors des structures conventionnelles de l'armée.

Les *Recces* travaillent essentiellement dans la clandestinité. Pour beaucoup, au Mozambique, les quatre bases au village passé à la suite qui commandaient, « en anglais » selon des témoins, la sanglante expédition de Namacha, le 20 août 1982, appartenaient à ces unités spéciales.

### Un rapport accusateur

Officiellement, l'Afrique du Sud ne soutient pas les combattants de la liberté de la R.N.M. Aux journalistes qui l'interrogèrent, début février, à propos d'un rapport du département d'Etat américain concluant à la complicité militaire de Pretoria avec eux, M. Pk Botha déclara que « certains passages du rapport » étaient fondés. Pour le reste, la presse fut invitée à « aller demander des détails à Washington ». Là-bas, comme ici, il ne subsiste, en effet, plus guère de doute sur l'étroite collaboration entretenue avec les rebelles mozambicains.

La radio-pirate du mouvement Africa Libre (ou « la Voix de la hyène » selon le camp dans lequel on se trouve) émettait jusqu'à l'indépendance de ce pays, à partir de la Rhodesie. Depuis juin 1980, elle appelle au soulèvement armé à partir du nord Transvaal. Selon Maputo, l'aviation sud-africaine vole impunément le ciel mozambicain pour approvisionner les sept à huit mille rebelles du mouvement et observer les déplacements de troupes gouvernementales. Bien armées et convenablement nourries, les bandes rebelles n'auraient toutefois qu'une faible idée de la stratégie. D'après certains témoins, l'Afrique du Sud leur indiquerait les cibles industrielles à attaquer en priorité. C'est ainsi que le réseau de transport reliant le port de Beira à la ville frontalière zimbabwéenne de Mutema et l'oléoduc parallèle sont constamment mis hors d'usage.

Privé de cet unique débouché sur la mer pour son commerce extérieur, Harare est en effet contraint de se tourner vers Pretoria, lequel cherche bien évidemment à soumettre son aide à certaines exigences d'ordre politique. La même tactique est employée à l'encontre du royaume du Lesotho, accusé, comme les autres, de donner asile aux « terroristes » de l'A.N.C.

PATRICE CLAUDE.

## Le Conseil national africain (A.N.C.)

Fondé en 1912, trois ans après l'introduction de la première législation imposant aux Noirs un statut inférieur à celui des Blancs, le Congrès national africain n'a eu recours, jusqu'à son interdiction en mars 1960, qu'à des méthodes de protestations non violentes.

La multiplication des lois répressives et ségrégationnistes imposées par les nationalistes africains à partir de 1948 — l'arsenal législatif prit alors le nom d'*Apartheid* — explique l'accroissement considérable de son audience. Acceptant, dès son origine, la permanence de la présence blanche dans le pays, le mouvement s'ouvre bientôt, notamment sous l'influence de ses membres communistes, au non-racisme et rejette le « nationalisme étroit » des partisans d'un élitisme orthodoxe.

### Etat d'urgence

Ces derniers feront scission et créeront, en 1959, le Congrès panafricain (PAC), organisateur l'année suivante d'une campagne de défense contre les « passés », véritables fiches de police que doivent encore aujourd'hui porter sur eux tous les Noirs. En 1960, lors d'une manifestation à Sharpeville, la police ouvre le feu sur la foule. Soixante-huit personnes sont tuées et deux cent dix-huit blessées. L'état d'urgence est bientôt décrété et toutes les organisations républicaines « communistes » (1), dont l'A.N.C., sont interdites.

Début 1961, M. Albert Lutuli, président de l'A.N.C., reçoit le Prix Nobel de la paix. En décembre de la même année, près de deux ans après son interdiction, la direction clandestine de l'A.N.C., reconnaissant l'échec de la non-violence, crée Umkonto we sizwe, la « Lance de la nation », branche armée du mouvement.

En mai 1964, son commandant en chef, M. Nelson Mandela et sept autres dirigeants sont condamnés à la prison à vie. En tournée à l'étranger, M. Oliver Tambo échappe à la répression et devient président actif de l'organisation. Jusqu'à l'attentat de Pretoria, le 20 mai, Umkonto we sizwe s'en prend essentiellement à des postes de police isolés et à des objectifs industriels.

Soutenir, autant qu'on puisse le savoir, par une majorité d'Africains et une petite partie de la jeunesse blanche, l'A.N.C. est considérée de facto comme le plus représentatif des mouvements de libération sud-africains par les Nations unies. Disposant de bureaux officiels de représentation dans plusieurs pays dont, depuis mai 1981, en France — l'A.N.C. reçoit la majeure partie de son aide de l'étranger — des organisations internationales et, plus particulièrement en Europe, des pays nordiques.

(1) Pour les auteurs de la loi de 1950 sur « la suppression du communisme », les communistes « celui qui cherche à provoquer le changement politique, industriel, économique ou social par des moyens illégaux ».

## L'OPÉRATION ANTIKURDE DE L'ARMÉE TURQUE EN IRAK

### Ankara a agi avec l'accord de Bagdad

Les autorités avaient autorisé les forces armées turques à pénétrer « en cas d'extrême nécessité, et pour une période limitée, sur une profondeur de 5 kilomètres en territoire irakien », a-t-on indiqué officiellement vendredi soir 27 mai, à Bagdad. Cette déclaration fait suite à l'annonce par Ankara d'une action menée mercredi et jeudi par deux brigades de gendarmerie turque contre des rebelles kurdes en territoire irakien (le Monde du 28 mai). Un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères a ajouté que les autorités irakiennes avaient été informées à l'avance des opérations effectuées par les forces armées turques « dans les régions frontalières turco-irakiennes ».

Un communiqué du ministère turc des affaires étrangères avait confirmé vendredi « l'incursion de troupes de choc turques en territoire irakien contre des groupes armés, en totale coopération avec le gouvernement irakien ». Ce communiqué précisait qu'une « opération limitée » avait été préparée par l'armée turque pour « mettre un

terme aux attaques perpétrées par des groupes armés à la frontière turco-irakienne ». « Des groupes armés avaient lancé dernièrement des actions dans la région frontalière, menaçant ainsi sa sécurité et tuant plusieurs de nos militaires (...). » — Il était évident, ajoute le communiqué, que ces groupes étaient décidés à poursuivre leurs actions illégales (...). Des échanges de vue ont eu lieu en ce qui concerne cette action avec nos amis et voisins du gouvernement irakien ».

La déclaration des autorités turques au sujet de l'opération militaire antikurde en Irak n'a pas été, toutefois, diffusée par les journaux d'Ankara, qui continuent d'observer la consigne de silence donnée par le gouvernement : seuls les correspondants étrangers ont reçu ces précisions officielles. Selon les dernières estimations faites dans la capitale turque, au total sept mille hommes environ auraient pris part à ce « nettoyage » de l'autre côté de la frontière irakienne. — (A.F.P., A.F.).

### Afghanistan

## Le présentateur de Radio-Moscou aurait délibérément dénoncé l'invasion soviétique

Moscou (A.F.P.). — Le présentateur de Radio-Moscou qui a dénoncé, à plusieurs reprises, au micro l'envahisseur soviétique en Afghanistan, M. Vladimir Danchev (le Monde du 26 mai), aurait reconnu avoir délibérément modifié son texte, a-t-on appris vendredi, de source généralement bien informée à Moscou.

M. Danchev aurait expliqué son geste par sa désapprobation de l'intervention soviétique en Afghanistan, indique la même source, selon laquelle des poursuites judiciaires auraient été engagées contre le présentateur.

A la suite de cet incident, des mesures disciplinaires, dont la nature n'a pas été précisée, ont été prises

contre plusieurs responsables du service des émissions en langue anglaise de Radio-Moscou, accusés d'avoir « manqué de vigilance », croit-on savoir de même source.

Les 18 et 23 mai, rappelle-t-on, le service d'écoutes de la B.B.C. avait enregistré des commentaires de Radio-Moscou en langue anglaise faisant notamment état de la détermination de rebelles afghans à poursuivre la lutte contre l'« envahisseur soviétique ».

[Le correspondant à Moscou du Washington Post, qui donne les mêmes informations, relate, en outre, que M. Vladimir Danchev est originaire de Tachkent, capitale de la République soviétique d'Ouzbékistan, frontalière de l'Afghanistan.]

## A travers le monde

### Chili

● NOUVELLE MANIFESTATION SYNDICALE EN PRÉPARATION. — La confédération des travailleurs du cuivre (C.T.C.), les syndicats modérés et de gauche ont appelé, vendredi 27 mai, à une nouvelle « journée de protestation » contre le pouvoir militaire, le 14 juin. Ces organisations, regroupées depuis le 21 mai dans un Commandement national des travailleurs (C.N.T.), précisent que cette « journée de protestation » aura le même caractère pacifique que celle du 11 mai, qui avait donné lieu à d'importantes manifestations. — (A.F.P.)

### Espagne

● VISITE A MOSCOU DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Six mois après son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste espagnol aura, lundi 30 et mardi 31 mai, son premier contact de haut niveau avec la Kremlin à l'occasion de la visite à Moscou de son ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran. Cette visite, qui coïncide avec le premier anniversaire de l'adhésion de l'Espagne à l'O.T.A.N., survient alors que les relations entre les deux pays traversent une phase difficile, à la suite de l'alignement progressif de Madrid sur la politique de Washington en matière de rapports Est-Ouest, et notamment en ce qui concerne les négociations de Genève sur les euro-missiles. — (Corresp.)

### Pakistan

● TROIS POLICIERS ONT ÉTÉ BLESSÉS PAR BALLES et cent vingt étudiants ont été arrêtés à l'université de Hyderabad, dans le sud du Pakistan, à la suite de violents affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, a-t-on annoncé officiellement le vendredi 27 mai. Selon les autorités de la ville, un petit groupe d'étudiants a ouvert le feu jeudi sur la police, qui tentait de les empêcher d'occuper les bureaux du doyen de l'université de technologie. — (A.F.P.)

### R.D.A.

● QUATRE PAKISTANES EST-ALLEMANDES ont été expulsées

de leur pays et sont arrivées en R.F.A. vendredi matin 27 mai au poste frontière de Ludwigshafen, près de Kronach (Bavière). Il s'agit de deux femmes et de deux hommes, âgés de vingt à vingt-cinq ans, faisant partie du groupe des « pacifistes de l'été ». Leurs passeports leur avaient été retirés. Les autorités est-allemandes, selon eux, leur reprochaient « de ne pas servir les intérêts de la R.D.A., leur mouvement n'étant pas reconnu officiellement ». — (A.F.P.)

## République Centrafricaine

● NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Le président Kolingba a procédé, vendredi 27 mai, à un « réaménagement technique » du gouvernement, en nommant un nouveau ministre des affaires étrangères et de la coopération, le lieutenant Salle Michel, qui remplace le lieutenant-colonel Gervil Yambala, nommé ministre d'Etat chargé du commerce et de l'industrie. — (A.F.P.)

[Le lieutenant-colonel Gervil Yambala avait été l'un des artisans du rapprochement avec la Libye, dont les conseillers militaires ont été livrés, la semaine dernière, à quitter le Centrafrique, leur « mission ayant pris fin ».]

### U.R.S.S.

● M. SKATCHKOV, président du comité d'Etat pour les relations économiques extérieures, a été libéré de ses fonctions et mis à la retraite, à l'âge de soixante-seize ans. Il est remplacé par M. Yakov Riabov, né en 1928, qui fut, de 1976 à 1979, secrétaire du comité central du parti avant de devenir premier vice-président du comité du plan (Gosplan) de l'U.R.S.S. — (Tass.)

● M. YACOV RIABOV devient président du Comité pour les relations économiques avec l'étranger près le conseil des ministres de l'U.R.S.S. Il remplace M. Semion Skatchkov, qui exerçait ces fonctions depuis 1958 et qui prend sa retraite. M. Riabov, après une carrière au sein du parti, était depuis 1979 vice-président du Gosplan. — (A.F.P.)

## « Le continent a besoin de nous »

### De notre correspondant

Johannesburg. — Les exportations sud-africaines à destination du reste du continent se sont élevées à 937 millions de rands (1 rand = 6,50 francs français) en 1982. Selon l'Organisation du commerce extérieur sud-africain (SAFTO), la baisse, par rapport à 1981 (1 038 millions de rands), s'explique essentiellement par des difficultés économiques dans lesquelles se débattaient les partenaires. Ces chiffres ne tiennent pas compte des exportations, évaluées à un milliard de rands en 1982 vers le Swaziland, le Botswana et le Lesotho, membres de l'Union douanière sud-africaine. En dehors d'eux, seuls le Malawi, la Zambie, la Côte-d'Ivoire, l'île Maurice, la Réunion, les Seychelles, le Zaïre et le Zimbabwe commercent officiellement avec Pretoria.

La Zambie est au premier rang des exportateurs africains vers le pays de l'apartheid (environ 200 millions de rands par an).

M<sup>me</sup> Sally Gallagher, responsable du « département Afrique » de l'Organisation convient que les gouvernements des pays africains ne sont pas toujours avisés des échanges opérés par des sociétés ou des importateurs privés. « Vous savez, en Afrique, les licences d'importation sont parfois obtenues en sous-main », a-t-elle déclaré, assurant, tout le monde au monde ont commencé un jour ou l'autre avec nous. » « Ici, nous ne fai-

sons pas de politique, nous déclarait-elle, le continent a un besoin de nous que nous lui ».

Des stages de formation à l'administration du commerce extérieur sont offerts « gratuitement pour les plus pauvres » à tous les Africains du continent : « Nous travaillons à long terme pour la promotion de notre pays, pardon, de nos produits (...) Même les États politiquement hostiles savent que nous sommes là pour offrir un bon exemple de développement agricole ou d'importation ». « L'Afrique est pauvre, poursuit-elle, elle veut les produits les moins chers, les plus adaptés à son marché et les plus rapides à obtenir... Qui mieux que nous, peut répondre à son désir ? »

Comment expliquer alors la relative faiblesse des échanges avec le reste du continent ? Ces exportations sud-africaines représentent tout juste 3,5 % du total et les importations moins de 2 % des achats extérieurs de l'Afrique du Sud : « Ajoutez au moins 50 % à ces chiffres, et vous aurez une meilleure idée de la réalité, rétorque M<sup>me</sup> Gallagher, tout n'est pas comptabilisé. » L'explication semble encore trop courte au président de la SAFTO. Le docteur Kiser énonce : « C'est l'égoïsme, le mercantilisme européen qui est responsable ! L'exploite-t-il. C'est vous qui incitez les Africains à nous boycotter sous de fausses prétextes idéologiques. »

P. C.



## Etranger

# Les requins du crédit japonais

En toute légalité, des prêteurs japonais — usuriers avides et sans pitié — accablent leurs clients au désespoir et au suicide. Une loi se propose, enfin, de limiter leurs profits, mais elle est timide et restera sans doute inefficace. Qui limitera les dents de ces requins du crédit ?

De notre correspondant

Tokyo. « Sept enfants tués au cours de trois meurtres-suicides. » « Suicide familial : quatre enfants tués. » « Un homme tue sa femme et son fils à la hache. » « Suicide d'une famille à Toyama », etc. Ces titres n'ont rien d'exceptionnel : il s'agit de quelques faits divers relevés en mars dernier. Chaque jour, la presse japonaise rapporte de façon brève et routinière, une ou plusieurs tragédies de ce genre. On en a dénombré 185 cette année, du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril.

Suivant un rituel identique, pudiquement qualifié de suicide familial, et un cheminement psychologique similaire — plutôt la mort ensemble que la honte sociale, — ces drames ont bien souvent un dénominateur commun : le cercle vicieux de l'endettement à cent pour cent, auquel s'ajoutent les menaces et violences des prêteurs et de leurs hommes de main. Ceux-ci portent le nom redouté de *sarakin*, contraction de *salaryman* (kinyu) ou prêteurs pour salariés.

En période de faible croissance, de progression du chômage et des faillites, ce phénomène a pris une telle ampleur que la Chambre des députés, après des années d'inaction et de tergiversations, s'est décidée fin avril à voter deux lois pour limiter ce qu'il est ici convenu d'appeler la « terreur des requins-prêteurs ». Le taux d'usure (sans équivalent dans les autres pays industria-

lisés) a été ramené de 109,5 à 73 % par an.

Pour diverses raisons, il n'est pas du tout certain que cette modeste déescalade améliore notablement la situation. L'opposition et les groupements de consommateurs dénoncent un texte qui, selon eux, légalise l'usure et favorise la criminalité.

### Financés par les banques

C'est l'une des particularités du Japon, où le financement privé de la consommation est fort peu réglementé, que de permettre au premier venu de pratiquer en toute impunité des taux d'intérêt que n'oseraient souvent pas imposer les usuriers du tiers-monde. Jusqu'à présent, une loi sur les investissements financiers permettait aux petits boutiquiers et aux grands argentiers du prêt individuel de prélever des taux d'intérêt supérieurs à cent pour cent. Au-delà, les contrevenants — nombreux — étaient théoriquement passibles des tribunaux.

Dans une société qui est plus que toute autre celle de la

consommation, et où les banquiers font rarement crédit au salarié moyen, cette remarquable tolérance, jointe aux difficultés croissantes des ménages, pouvait-elle ne pas encourager la prolifération des *sarakin* ? D'autant que la loi n'exigeait aucune qualification, patente ou autorisation préalable à l'ouverture d'un guichet de prêt. Le malheur des uns faisant la fortune des autres, *a fortiori* en temps de crise, aucun autre secteur n'a fait preuve au cours des dernières années de plus de vitalité. Certains estiment le nombre des *sarakin*, petits et grands, à quelque 50 000, d'autres à près de 200 000. Depuis 1981, ils prolifèrent au rythme de 10 000 à 15 000 par an, ce qui permet de se faire une vague idée du nombre des endettés.

Proportionnellement, les suicides ne sont sans doute qu'une goutte de sang dans un océan de papier monnaie. Mais c'est tout de même payer bien cher l'obligation de consommer.

Petits ou grands, scrupuleux ou non, les requins du crédit ne manquent pas d'appuis. D'une part, selon la police, plusieurs milliers

d'entrés eux seraient directement liés au monde des *yakuzas*, le « milieu » nippon, omniprésent dans les affaires. Ceux-ci, ajoutés à ceux des *sarakin*, sont les plus impitoyables. D'autre part, les plus importants ont recours, pour financer leurs opérations, aux grandes banques commerciales. Le ministère des finances a enjoint à ces dernières de s'abstenir d'alimenter les *sarakin* pour ne pas ternir leur réputation aux yeux du public. Peine perdue : elles leur ont avancé l'an dernier, sans se salir les mains, quelque 200 milliards de yens (environ 7 milliards de francs).

Selon l'hebdomadaire *Shukan Bunshun*, nombre de patrons et d'employés des *sarakin* viennent des grandes banques commerciales et même du ministère des finances. Le directeur de la plus grande entreprise de ce type, la Takefujii, dont les succursales couvrent tout le pays, est un ancien P.D.G. de la Sumitomo Bank, l'une des plus importantes du Japon. Il n'a sans doute rien perdu au change : en 1982, les profits de la Takefujii ont été de 19 milliards de yens (600 millions de francs).

soit l'équivalent de ceux des plus grandes banques japonaises. Entre 1972 et 1982, les quatre plus grandes *sarakin* ont multiplié leur chiffre d'affaires par près de 200.

« La raison de cette prolifération, c'est d'abord la récession qui frappe les P.M.E. Ne pouvant pas obtenir de prêts bancaires pour payer les salaires, elles doivent s'adresser aux usuriers », écrit le quotidien *Asahi Shimbun*. Il ajoute : « La même pratique vaut pour les employés qui s'endettent en achetant à crédit. Les meilleurs prêts sont les *niordus du jeu* [...] pour les remboursements, les prêteurs alliés au milieu adoptent les tactiques les plus brutales. Que le mari quitte le foyer pour se cacher, et l'on forcera sa femme à se prostituer. Beaucoup ont préféré le suicide. »

### L'engrenage de la honte

Terrible engrenage que celui des *sarakin* de basse catégorie dans lequel chaque jour des milliers de Japonais mettent la main. C'est d'abord celui de l'endettement, souvent vertigineux et insupportable, parfois à vie. Par exemple : en octobre dernier, un salarié, soucieux de garder son standing malgré ses difficultés, emprunte 70 000 yens (2 200 F). Rien, apparemment, de dramatique : c'est le tiers ou le quart de son salaire mensuel. Mais le taux d'intérêt est de 10 % à vingt jours. Incapable de payer en temps voulu, sa dette va passer, d'octobre 1982 à mai 1983, à 840 000 yens (26 700 F). Accablé, il fait appel à la police et s'en tiendra à meilleur compte, mais avec les risques de rétorsion que peut comporter sa dénonciation. Une « ménagère emprunte 27,5 millions à la même firme, au taux d'intérêt illégal de 1,77 % par jour. Deux ans plus tard, elle a payé 13,4 millions d'intérêts. Reste à rembourser le capital. En empruntant... L'engrenage, c'est aussi, bien souvent, celui de la honte, de la

violence et, parfois, de la fuite dans la mort, individuelle ou familiale. A celui qui tarde à payer, les *sarakin* sans scrupules font d'abord perdre la face : en téléphonant à son employeur, en amenant son quartier la nuit tombée. Viendront ensuite les menaces, le chantage et les violences physiques. N'importe quel Japonais vous racontera, sans remonter bien loin, des histoires qui font partie du paysage social. Ainsi, pour faire ses créanciers, et pour trouver refuge en prison, un homme s'est résolu à tuer, délibérément, une hôtesse de bar le mois dernier.

La nouvelle loi qui fixe désormais le taux d'usure à 73 % envisage de le baisser à nouveau dans trois ans à 54 % et, ultérieurement, à 40 %. Elle oblige également les *sarakin* à se faire enregistrer. Mais, d'une part, les moyens de contrôle et de contrainte sont extrêmement limités. D'autre part, la loi annule au passage un jugement de la Cour suprême selon lequel toute personne peut légalement exiger le remboursement d'intérêts payés au-dessus de 20 %. Bien peu de plaideurs avaient recours à la justice, mais du moins la jurisprudence existait.

Le *Japan Times* écrivait récemment : « La nouvelle législation est rédigée en termes si évasifs qu'elle n'a aucun effet sur les abus des petits prêteurs. Ces insuffisances paraissent refléter le pouvoir des groupes de pression qui veulent freiner le système de prêts à travers la nation. »

De toute évidence, les membres du parti libéral démocrate (P.L.D.), qui ont proposé la loi, ont pensé à leurs intérêts.

La politique, et surtout les élections, coûtent fort cher au Japon. Pour y réussir, il faut s'endetter. Malgré les timides aménagements de la loi, l'âge d'or des *sarakin* ne semble pas près de prendre fin.

R.-P. PARINGAUX.

## ETATS-UNIS

# La fête des mères dure toute l'année

La fête des mères, célébrée dimanche en France dans une débauche de sentimentalité publicitaire, dure toute l'année aux Etats-Unis. La famille traditionnelle y reçoit un hommage général et un peu hypocrite. Car la vraie famille américaine n'est plus du tout ce qu'elle prétend être...

De notre correspondante

New-York. — De tous les mythes américains, celui de la famille est sans doute le plus sacré, et celui qui a la vie la plus dure. Plusieurs fois par an, mais surtout pour Thanksgiving (le dernier jeudi de novembre) et Noël, les Américains se jettent par millions sur les routes et dans les aéroports pour des retrouvailles familiales. La fête des mères et, à un degré moindre, celle des pères donnent lieu à de frénétiques campagnes publicitaires.

Né d'un besoin bien naturel de chaleur humaine dans une population transplantée, coupée de ses racines et souvent très isolée, ce culte de la famille a pris, avec le temps, des apparences dérisoires : il y a, en effet, pas plus dispersés que les familles américaines. On déménage fréquemment, aux Etats-Unis, ne serait-ce que pour changer d'emploi : des statistiques très sérieuses assurent que, chaque année, 20 % des Américains changent de résidence. Personne ne songe à acheter une maison sans s'assurer, au préalable, de pouvoir la revendre dans trois, cinq ou dix ans, avec un bénéfice. Il est très rare de rencontrer, même dans « l'Amérique pro-

fonde » des gens qui sont nés et ont été élevés là où ils habitent. Assez fréquemment, les enfants d'un couple résident aux quatre coins du pays, et la famille ne se retrouve au complet que tous les trois ou quatre ans.

Il faut y ajouter une « mobilité intérieure », encore inconnue en Europe, née de la multiplication des divorces, de la vogue des modes de vie « alternatifs » et des pressions économiques.

### L'avènement des « belles familles »

En 1976, six millions d'Américains âgés de moins de dix-huit ans vivaient avec un beau-père ou une belle-mère. C'était deux fois plus qu'en 1960. Ils sont aujourd'hui huit millions, soit 13 % des enfants américains. A ce rythme-là, estiment les démographes, bientôt la moitié des jeunes Américains expérimentent à un moment ou à un autre la vie dans une « belle famille ». En attendant, un million deux cent mille divorces sont prononcés chaque année, trente-cinq millions d'enfants vivent avec un seul de leurs parents, un adulte sur cinq vit seul.

Les Américains se lancent avec passion dans l'étude des structures familiales les plus compliquées : parents remariés chacun de son côté, avec des enfants de précédentes unions, rapports avec les collatéraux de part et d'autre, droit de visite des grands-parents, etc. S'ajoutent à ces relations, encore relativement traditionnelles, les problèmes posés par les adoptions d'enfants, les naissances par inséminations artificielles, les « commandes d'enfants » à des

« mères de remplacement » pas toujours désintéressées, et parfois hésitantes, au dernier moment, à rendre aux parents légitimes le bébé qu'elles ont porté pour eux.

Un petit quotidien californien, le *San Jose Mercury News*, vient de publier la caricature de la photo « officielle » d'un de ces nouveaux mariages à la mode : l'égérie « *Conseil à une mariée moderne* », elle montre, aux côtés des heureux époux et dans un ordre respectueux de la nouvelle « étiquette », la fille du premier mariage du mari, l'ami de cœur de la mère de la mariée, le donneur de sperme qui a engendré la mariée, ainsi que les parents de celui-ci — qui ont intenté un procès pour avoir un droit de visite —, l'ami du père du marié, l'ami de la mère de la mariée à l'époque de la naissance de celle-ci, le petit ami de la mère du marié, la troisième femme du père du marié, la petite amie du grand-père du marié, etc.

La société « permissive », née des tumultueuses années 60, des découvertes sur la contraception et de l'entrée massive des femmes dans la vie économique du pays, accède à la déroute de la famille traditionnelle : il est bien fini le temps où, sur le campus, les appartements pour étudiants étaient strictement réservés aux couples unis par les liens du mariage. Mais l'économie a aussi ses exigences : à New-York, les innombrables couples non mariés qui partagent un appartement viennent d'apprendre avec fureur que leur propriétaire n'a désormais d'obligation qu'à l'égard du signataire du bail. Soucieuses des droits du citoyen, diverses organisations sont parties en guerre contre cette loi qui menace, estiment-elles, une certaine



Dessin de PLANTU

conception de la liberté. Sans parler de celle des couples homosexuels qui risquent d'en être réduits à rechercher une forme de légitimation de leur vie « matrimoniale ». Tout bien pesé, il semble, en fait, que propriétaires et couples de concubins pourront arriver à un compromis, moyennant... une augmentation du loyer.

### Les bonnes œuvres de M<sup>me</sup> Reagan

Ces multiples entorses à l'image de la famille idyllique n'empêchent pas le mythe de continuer à peser sur la vie officielle. Il n'est pas question qu'un candidat à un poste électif de quelque importance se présente sans une épouse convenable — c'est-à-dire plaisante mais discrète et, par-dessus tout, « dévouée » — à ses côtés. A plus forte raison un candidat à la magistrature suprême. Les mauvaises langues assurent que l'une des raisons pour lesquelles le sénateur Edward Kennedy, grand amateur de jolies femmes, a renoncé à se lancer

dans la prochaine course à la Maison Blanche est son récent divorce et le fait qu'il n'est pas ultra-pressé de retrouver une épouse « convenable ».

La présidence de M. Reagan n'a fait qu'approfondir le fossé entre le mythe et la réalité. La famille traditionnelle, fait partie, avec l'amour de la patrie, de l'ordre et du travail bien fait, de discours favori d'un président par ailleurs divorcé. Et M<sup>me</sup> Nancy Reagan, accusée aux premiers temps du mandat de son époux de présenter une image un peu trop hollywoodienne, s'est hâtée de se lancer dans les bonnes œuvres. Le couple remarquable formé par le sénateur du Kansas Robert Dole, président de la commission des finances du Sénat, et sa belle et brillante épouse, Elizabeth, ministre des transports, est regardé avec suspicion à Washington où, dans une atmosphère plus tolérante, il pourrait pourtant prétendre aux plus hautes destinées.

Si les Américains, qui ont, ces dix dernières années, marqué des points importants dans la vie professionnelle, restent plus éloignés

du vrai pouvoir politique que la plupart de leurs pairs européens, c'est en grande partie parce que, malgré les performances du « *women's lib* », (mouvement de libération de la femme), l'image de la femme-épouse-et-mère continue à dominer la vie publique. Dans quel autre pays très développé trouve-t-on des pages entières de magazines et de quotidiens consacrées à la manière dont les femmes qui veulent faire carrière doivent s'habiller « pour être prises au sérieux sans cesser d'être féminines » ? Il est vrai que, dans un grand élan d'indépendance, certaines chroniquistes de mode ont décidé, cet automne, que les femmes cadres, véritablement sûres d'elles, peuvent se risquer à troquer leur jupon (ou leurs robes à ruchers) contre une robe stricte.

Prises entre ces images conflictuelles, les Américaines ne savent plus très bien qui elles sont. Faut-il que les Américaines, eux, se prennent à rêver de nouveau aux dociles épouses japonaises.

NICOLE BERNHEIM.



## Scandales à l'australienne

La plus grande concentration de scandales de la planète se trouve-t-elle en Australie ? On le croirait volontiers à première vue. Mais cette impression tient peut-être à ce que les Australiens sont trop francs pour taire leurs affaires et trop honnêtes pour s'en accommoder.

Les criminels australiens ont développé une technique de classe internationale. C'est ce qu'a révélé à la mi-mai le rapport d'une très officielle commission d'enquête, dirigée par un juriste, M. Costigan, et chargée de l'origine de se pencher sur les activités d'un syndicat noyauté par des malfaiteurs, celui des peintres de bateaux et dockers. Et d'ajouter sur un ton alarmiste : « Dans cinq ans, il sera peut-être trop tard pour se défendre ».

Exagération, sans doute, dans l'île-continent où tout est démesuré. Il n'en reste pas moins que, depuis plusieurs années, les scandales se sont succédés dans le pays : policiers corrompus, viande de kangourou vendue comme bœuf aux États-Unis, trafic de drogue. Une riche héritière a disparu en 1975 sans laisser de traces alors qu'elle s'en prenait à certains spéculateurs fonciers. Ses amis sont persuadés que, comme en Sicile, son corps a été coulé dans le béton d'une autoroute.

Il y a cinq ans, deux grosses affaires de trafic de drogue avaient défrayé la chronique. La première avait entraîné la saisie d'un yacht transportant plus de 4 tonnes de marijuana. Le grosiste chargé de réceptionner et de redistribuer ce chargement fut arrêté peu après : il s'agissait d'un ancien policier de Sydney, Murray Riley, qui avait obtenu les félicitations de la reine pour « bravoure ». Il fut

condamné à dix années de prison. La seconde avait mis en cause un homme d'affaires de Sydney, William Sinclair, proche des travaillistes, qui avait organisé l'importation de 8 kilos d'héroïne. Arrêté à Bangkok, il a été libéré pour raisons de santé, mais ses deux complices purgent une peine de détention à perpétuité.

Dans le domaine politique, les services spéciaux sont actuellement sur la sellette. Le 12 mai dernier, le premier ministre travailliste, M. Bob Hawke - qui avait, quand il était à Oxford, eu les honneurs du Livre Guinness des records pour avoir bu deux pintes et demi de bière en douze secondes - a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'activité de l'ASIO (Australian Security Intelligence Organisation), véritable État dans l'État. Il y a dix ans, le gouvernement travailliste avait d'ailleurs dû mettre sur pied un raid sur le quartier général d'une organisation théoriquement sous ses ordres, mais qu'il soupçonnait de lui dissimuler des documents. La raison principale de la chute, en 1975, du cabinet de M. Whitlam pourrait même avoir été la crainte que le premier ministre inspirait aux services spéciaux, très liés aux États-Unis, qui disposent, en Australie, d'importantes bases.

### Écoutes téléphoniques

L'enquête désormais ouverte a suivi, notamment, la publication par l'hebdomadaire *The National Times* de documents secrets. Ceux-ci révélaient que l'ASIO avait établi des dossiers sur d'importantes personnalités politiques, dont l'ancien premier ministre conservateur, M. McMahon, et les aurait transmis à la C.I.A. L'ASIO est aussi accusée d'intercepter les communications téléphoniques à Jakarta et à Port-

Moresby, capitales que M. Hawke doit visiter prochainement. Devant le risque d'un « débailage » encore plus embarrassant, le premier ministre a fait appel aux tribunaux pour obtenir que le *National Times* cesse la publication de ces documents, ou du moins la limite à ceux dont le gouvernement autoriserait la divulgation.

### Fraude fiscale

Une autre « affaire » soumise à l'enquête en cours porte sur un ancien secrétaire national du Labour, M. David Combe. Ses anciens amis politiques l'accusent d'avoir eu, en tant que membre de l'Association d'amitié australo-soviétique, des « contacts », où le premier ministre a vu « un risque sérieux pour la sécurité du pays », avec le premier secrétaire de l'ambassade d'U.R.S.S., M. Ivanov, expulsé depuis comme agent du K.G.B. Vieil ami du chef du gouvernement, M. Combe avait été mis sur table d'écoute par les services spéciaux, et les ministres avaient reçu du Premier la consigne de l'éviter. L'affaire fit scandale au Parlement, où le « traître » reçut le soutien instantané de membres de l'opposition conservatrice.

Au même moment, M. Neville Wran, président national du Labour et premier ministre du principal État, la Nouvelle-Galles-du-Sud, était contraint de démissionner en attendant les résultats de l'enquête ouverte par son propre ministre de la justice, M. Wran, en qui beaucoup voyaient un futur premier ministre, a été accusé d'avoir utilisé son influence en faveur d'un ancien président de la Fédération de rugby australienne, soupçonné d'indélicatesse. Il pourrissait pour diffamation la chaîne de télévision nationale ABC, qui a dévoilé l'affaire.

L'opposition, accusant les travaillistes de toutes les turpitudes, feint d'oublier que, lorsqu'elle était au pouvoir, le gouvernement de M. Fraser, battu lors des dernières élections, avait collectionné les scandales pendant plus de sept années. Plusieurs ministres accusés d'indélicatesse, et même poursuivis devant les tribunaux, avaient obtenu l'appui du chef du gouvernement. D'autres avaient été contraints à la démission. Ce fut le cas, en avril 1982, des ministres de la santé et du commerce, MM. McKellar et Moore. Le premier avait importé en fraude un téléviseur portatif de Hongkong, et son collègue l'avait laissé faire. L'attorney général (ministre de la justice), en personne, M. Durack, avait été frappé par une crise cardiaque alors que la commission Costigan l'avait mis en cause, ainsi que son collègue des finances, M. Howard, pour avoir laissé la fraude fiscale se développer dans les milieux d'affaires.

### Les call-girls du magistrat

Dans un pays aussi égalitaire que l'Australie, cette dernière accusation fit grand bruit. Le scandale avait éclaté au cours de l'enquête sur le Syndicat des peintres de bateaux et dockers, qui, entre autres opérations délictueuses, faisait passer de l'argent d'hommes d'affaires à l'étranger et détruisait les dossiers compromettants, jetés - raconte-t-on - dans le bassin du port. Dans cette avalanche de scandales en tous genres, c'est un magistrat qui, l'an dernier, s'est réservé la part la plus croissante.

Substitut du procureur de Perth, il avait mis sur pied, avec l'aide d'un responsable du Trésor, un système d'évasion fiscale, et animait en outre, de son bureau, un réseau de call-girls utilisant son numéro de téléphone officiel.



Dessin de FRANCINI

Une autre « affaire » a récemment défrayé la chronique. Celle de la banque Nugan Hand, tombée en déconfiture en 1980 avec un passif de près de 300 millions de francs. M. Nugan fut trouvé mort dans sa voiture, et son associé, en fuite, n'a jamais été retrouvé. Cette banque, ouverte en 1973, avait d'abord servi à collecter l'argent de soldats américains en poste en Extrême-Orient. Elle avait été en cheville avec des trafiquants de drogue et, surtout, elle aurait été utilisée par la C.I.A. dans plusieurs opérations secrètes et dans des trafics d'armes en Asie et en Afrique. Un rapport officiel a cité même une bonne douzaine d'anciens militaires et de personnalités américaines liées à

l'Agence, comme ayant été proches de MM. Nugan et Hand.

En proie à tant de scandales, l'Australie serait-elle au bord de l'effondrement moral ? Dans ce pays on ne peut plus bourgeois, on pratique moins qu'en Europe les hiérarchies sociales et l'on n'hésite guère à taper sur l'épaule d'un ministre et à lui offrir une bière. Celui qui la refuserait serait jugé « hautain », comme naguère M. Fraser, et risquerait de voir sa carrière s'en ressentir.

Tenus parfois pour un peu frustes, les Australiens sont du moins trop francs pour taire des « affaires », qui, ailleurs, seraient étouffées, ou ne choqueraient plus grand monde.

PATRICE DE BEER.

## Le « bâtard » modéré de la gauche anglaise



Dessin de CHOMEL

S'il était le numéro un des travaillistes, ceux-ci auraient leur chance aux élections du 9 juin. Mais M. Denis Healey n'est que l'adjoint du gauchissant M. Michael Foot. Le parti ne se reconnaît pas dans son « bâtard modéré ». Ce « droitier » le qui refuse le mot est sûr, tout l'homme des compromis.

### De notre correspondant

Londres. - Il a les arclets broussailleux d'un Pompadour ou d'un Bréjeux et, avec, le tatouage qui trahit son origine ténébreuse, l'embonpoint du bi-vanant. Il a le verbe haut et béant du... Il représente tout ce que la gauche du parti travailliste ne

peut pas supporter : la modération, le sens des réalités et du compromis inhérent à l'exercice du pouvoir. C'est un « socio-révisionniste », disait déjà de lui Aneurin Bevan. Il est la locomotive modérée, d'autres diraient la caution, du parti travailliste.

M. Denis Healey est pourtant entré en politique par le parti communiste. C'était avant la guerre. Il venait à peine d'achever ses études, à Oxford où il avait fréquenté deux futures personnalités du parti travailliste, MM. Anthony Crossland et Roy Jenkins, qui essaièrent, plus tard, de l'entraîner dans la scission social-démocrate. A cette époque, les antifascistes britanniques étaient souvent tentés par le marxisme. Mais après la guerre, le major Healey adhère au Labour et s'y installe définitivement à droite : à trente-huit ans, en 1955, il entre à la Chambre des communes

comme député de la circonscription de Leeds-Est, qu'il représente toujours. Il devient ce que le *Times* a appelé, « un technocrate ferme et de droite ».

M. Denis Healey refuse, évidemment, le dernier qualificatif. Il préfère le pragmatisme : « La seule démarche correcte pour un socialiste démocrate est celle du jardinier : vous devez respecter la nature du sol. » Mais la connaissance des dossiers que l'on associe généralement au technocrate et la fermeté lui vont droit au cœur. Il a mis ses qualités au service de plusieurs gouvernements travaillistes, d'abord comme secrétaire d'État à la défense avec M. L. Harold Wilson, puis comme chancelier de l'Échiquier dans les derniers cabinets Wilson et Callaghan.

### Une ténacité légendaire

Sa ténacité légendaire ne l'empêche pas de s'adapter aux variations de la politique travailliste et d'en épouser les méandres. En arrivant à la Trésorerie, en 1974, il présentera deux budgets en moins de cinq mois : le premier légèrement déflationniste, le suivant légèrement inflationniste pour préparer les élections prochaines. Il est d'abord opposé à la politique des revenus, il essaie ensuite d'imposer aux syndicats une véritable police des salaires qui ne sera pas étrangère à la victoire de Mme Thatcher, en 1979. « Vous ne pouvez pas avoir un traitement spécial sans accepter des responsabilités », disait-il aux syndicalistes constamment reçus au 10 Downing Street et consultés sur la politique économique. Les dirigeants syndicaux ne l'oublieront pas quand M. Healey briguera la succession de M. Callaghan.

Chancelier de l'Échiquier, il avait été surnommé le « chancelier de fer » et, en 1976, le front monétaire international imposant à une Grande-Bretagne exsangue une politique économique stricte,

M. Healey l'appliquera sans faire violence à ses convictions. Tout le monde lui reconnaît une forte personnalité, une étonnante puissance de travail, un certain narcissisme qui n'arrive pas à le rendre antipathique.

« J'ai été bon, affirme-t-il à son assistant en arrivant au bureau au lendemain d'une émission à la télévision. J'ai traité Howe (l'actuel chancelier de l'Échiquier) de « sado-montariste ». Dans une campagne électorale, ses phrases à l'emporte-pièce font souvent mouche, même s'il s'abandonne parfois aux facilités de la potémique, comme quand il accuse M<sup>me</sup> Thatcher d'avoir « causé plus de dégâts à l'économie britannique que les bombardements d'Hitler pendant la guerre ».

Tous les matins, il lit dix journaux britanniques, un bulletin financier et deux journaux étrangers (il parle italien, allemand et français). Quand il arrive à son bureau, il a découpé tout ce qui peut entrer dans ses dossiers. En s'installant à la Trésorerie en 1974, il ne connaissait pas grand-chose à l'économie, raconte un des meilleurs portraitistes anglais : il montait à la tribune du Parlement armé de coupures du *Financial Times* : au bout de quelques semaines, il avait maîtrisé le sujet.

### Éternel second ?

Serait-il pourtant l'éternel second ? Quand, découragé par les querelles intestines et las de ne pouvoir imposer son autorité, M. Callaghan abandonne, en 1980, la direction du parti travailliste, M. Healey fait figure de dauphin. Il rallie les suffrages du centre et ceux de la droite, mais il est inacceptable pour la gauche. Aussi est-ce M. Michael Foot qui apparaît comme le fédérateur des tendances rivales, et l'ancien chancelier de l'Échiquier doit se contenter du poste d'adjoint.

Cette place lui est contestée dès l'année suivante par M. Tony

Benn, le chef de file de toutes les gauches. M. Healey l'emporte au congrès de Brighton. La victoire est étonnante mais elle suffit à remonter le moral des modérés qui avaient perdu l'espoir d'arrêter l'irrésistible ascension de la gauche. L'hémorragie vers le nouveau parti social-démocrate est stoppée ; le centre et la droite, soutenus maintenant par M. Foot, regagnent la majorité au conseil national exécutif au congrès suivant.

M. Healey et ses amis modérés s'aperçoivent rapidement qu'il ne leur suffit pas de dominer les institutions du parti pour imposer leur politique. Le programme électoral adopté à la hâte en témoignage. Il reprend tous les thèmes de la gauche travailliste, et les membres du « cabinet fantôme » qui sont chargés de le « vendre » au public britannique ont bien du mal à concilier ses propositions radicales avec leurs propres convictions. M. Healey n'échappe pas à la règle : il lui faut dépenser des trésors de rhétorique pour proposer des interprétations à la fois honnêtes et orthodoxes.

A l'impossible nul n'est tenu. M. Healey peut profiter de son rôle-pivot dans la campagne travailliste pour imposer parfois ses vues. En effet, sans lui, sans son image rassurante, sans sa maîtrise de la télévision, que deviendrait M. Foot ? Les deux hommes sont rivaux. Après la débâcle électorale de Bermondsey, en février dernier, beaucoup de travaillistes - et pas seulement des « droitiers » - pensaient à M. Healey pour remplacer le leader actuel. M. Healey s'est sans doute placé en réserve du parti travailliste mais il est resté d'un parfait loyalisme à l'égard de M. Foot, auquel il lie une ancienne et étroite amitié.

Il n'empêche que les sondages sont formels : avec M. Healey comme leader, les travaillistes seraient aujourd'hui à égalité avec les conservateurs au lieu de se voir distancés d'une quinzaine de

points. Fort de cette popularité, le leader adjoint n'est pas prêt à avaler toutes les couleuvres. Il avait dit et répété sur tous les tons qu'il refuserait d'appartenir à un gouvernement prénant le désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. C'est déjà assez dur d'accepter le retrait du Marché commun.

Sur la défense, le programme travailliste est pour le moins ambigu. L'interprétation qui en était généralement donnée satisfaisait les « unilatéralistes » : le parti travailliste ne promettait-il pas de se débarrasser des fusées Polaris au cours de la prochaine législature ? M. Healey a compris cette phrase d'une tout autre manière : un éventuel gouvernement travailliste mettrait les Polaris dans la corbeille des négociations de Genève sur les euromissiles et les enverrait à la casse à condition que les Soviétiques acceptent une réduction du nombre des SS-20. C'est l'interprétation multilatérale d'un programme unilatéral.

M. Healey a mis M. Foot au pied du mur : ou bien le leader du parti cautionnait la position de son adjoint, ou bien il se passait de ses éminents services pour les apparitions à la télévision, les conférences de presse quotidiennes qui jouent un rôle essentiel dans une campagne électorale britannique. M. Foot s'est rallié avec une des phrases alambiquées et tordues dont il a le secret. Le parti travailliste peut y regagner quelque crédibilité, même si le prix à payer est une nouvelle fronde de la gauche, toujours hostile à tous les compromis.

Quand s'ouvrira la succession de M. Foot, M. Healey risque d'en faire une nouvelle fois les frais. Mais il veut croire tout de même que la gauche le reconnaîtra comme un véritable travailliste : « J'espère qu'elle pensera : c'est peut-être un bâtard, mais c'est notre bâtard ».

DANIEL VERNET.



# France

## LA POLITIQUE DE L'ÉDREDON

Pressée par le R.P.R., l'U.D.F. s'est finalement engagée lors de la réunion de concertation des deux formations de l'opposition le 19 mai dans la voie de l'élaboration, non pas d'une plate-forme commune — comme l'avait annoncé précédemment le R.P.R. dès le 12 avril — mais d'un « texte commun ». Bon prince, le R.P.R., se ralliant à cette formulation, a souligné par la voix de son secrétaire général, M. Bernard Pons, qu'il ne fallait pas « se crispier sur des questions de vocabulaire ».

Ainsi, « dans de brefs délais », le R.P.R. et l'U.D.F., qui se rencontrent à nouveau le 2 juin, vont mettre au point une sorte de catalogue des « principes et valeurs » qui leur sont communs.

La nécessité d'une telle démarche ne semble évidente ni aux yeux de M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., ni à ceux de M. François Léotard, secrétaire général du R.P.R., ou de M. Pierre Ménégaud, président du C.D.S.

Dans cette affaire, le plus volontariste semble être M. Didier Bariani, président du parti radical, qui le premier, avait plaidé, « sans grand succès », il est vrai, en faveur d'une plate-forme commune de l'opposition. Mais le R.P.R. paraissait tenir à la publication d'une déclaration commune. Alors, pourquoi pas ? Ce « pourquoi pas » lancé par l'U.D.F., semble-t-il, avec une certaine lassitude, et au terme de quelques atermoiements, doit symboliser l'attitude de cette confédération face au R.P.R. ? Si tel était le cas, ne serait-ce pas la manifestation d'un certain manque de détermination, voire d'audace ? M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., et à ce titre l'un des trois membres de la délégation qui négocie avec le R.P.R., se satisfait apparemment d'une telle attitude.

Le plus important pour l'U.D.F. était, à ses yeux, d'éviter deux pièges : soit « aller trop loin » dans la conclusion d'une plate-forme commune, qui dans la perspective des élections européennes, « emprisonnerait » l'U.D.F. dans une alliance étroite avec le R.P.R. ; soit apparaître aux yeux de l'opinion comme le diviseur de l'opposition. L'accord conclu le 19 mai a permis d'éviter ces deux dangers, estime M. Pinton. Mieux encore, précise-t-il, l'U.D.F. peut se féliciter d'avoir pu favoriser la mise en place rapide de commissions mixtes R.P.R.-U.D.F.

L'aboutissement des travaux de ces commissions présente, aux yeux de l'U.D.F., l'avantage de garantir, de sérieux pour l'union de l'opposition que toutes les déclarations de principe un peu vagues, parce que trop générales, voilà où se situe l'essentiel, pour l'U.D.F., et c'est sur ce terrain-là qu'elle entend placer l'union. Et ce, même si pour des raisons tactiques, le R.P.R. préfère déployer des trésors de publicité qui le font apparaître comme le moteur de l'union.

Ainsi, l'U.D.F. chercherait à démontrer qu'elle joue le jeu de l'union mais en profondeur, sans manifester de zèle trompeur. Quitte à laisser au R.P.R. le soin d'apporter la preuve qu'au-delà des déclarations publiques, il est prêt sur le terrain à ne pas s'en tenir à un rapport de forces qu'il espère faire jouer en sa faveur.

Il n'en reste pas moins que face à un R.P.R. très volontariste, l'U.D.F. paraît adopter tout souvent « une politique de l'édrédon ». Faute d'opposer ses propres initiatives au R.P.R., elle peut apparaître comme assistante, à la remorque en quelque sorte d'un mouvement au service d'un seul leader « présidentiable ».

L'U.D.F. doit d'abord apprendre à additionner la somme des « dynamismes » que pense déployer chacune de ses composantes. Il lui faudra aussi choisir entre MM. Giscard d'Estaing et Barre. Le premier ne fait plus mystère que, à l'instar d'autres dirigeants occidentaux, il compte revenir au pouvoir. Le second « attend son heure ».

CH. FAUVET-MYCIA.

## EN DÉSACCORD AVEC L'U.D.F.

### M. Bariani se prononce pour une « opposition totale »

Lassé de jouer les « trouble-fête » au sein du bureau politique de l'U.D.F. et peu désireux de croiser le fer avec l'un ou l'autre de ses membres, M. Didier Bariani a décidé de cette instance. Le président du parti radical manifeste son désaccord avec la stratégie adoptée par l'U.D.F., qui souffre selon lui d'un manque de dynamisme. Il estime notamment que, faute de lui opposer ses propres initiatives, l'U.D.F. laisse au R.P.R. un « espace politique maximal ».

M. Bariani, qui, depuis son élection à la mairie du vingtième arrondissement de Paris, est parfois soupçonné d'avoir « pieds et poings liés » par M. Jacques Chirac, se défend d'avoir aliéné la moindre parcelle de son indépendance. S'il est « solidaire du maire de Paris dans son action municipale », il n'a, affirme-t-il, aucun engagement avec lui en ce qui concerne son action nationale.

« Au nom de quel règlement de comptes par personne interposée devrais-je briser des lances avec le maire de Paris », demande-t-il. En présentant un texte intitulé « La révolte républicaine », M. Didier Bariani, lors du dernier congrès de son parti, les 28, 29 et 30 janvier, avait esquissé les principes d'une nouvelle méthode d'opposition. Il avait alors affirmé : « L'unionisme du radicalisme et du socialisme », ce qui n'a pas toujours été la thèse du parti radical.

Aujourd'hui, « après deux ans de pouvoir socialiste », il « constate » qu'il faut « changer de mode d'opposition ». « Contrairement à une idée reçue chez les centristes et même chez les radicaux, l'opposition républicaine, explique-t-il, n'implique aucune modération, aucun dosage, aucune concession à l'égard du parti socialiste. Il ne s'agit pas, insiste-t-il, de vouloir obtenir un label d'opposition convenable, de modérer notre action politique par peur d'être taxés d'extrémisme ». Ainsi, l'opposition doit, selon lui, « résister globalement à l'expérience en cours ». Elle ne saurait adopter une « attitude intermédiaire ». L'idée qu'il peut exister de « bons » socialistes doit être bannie, dit-il.

Le président du parti radical s'élève contre le « mythe Rocard » qu'entretient une partie de l'opposition. Pour lui, M. Rocard, « c'est le socialisme plus l'hypocrisie, le

culte d'une espèce de flou savamment entretenu. Personne, note-t-il, ne sait ce que M. Rocard conçoit pour l'avenir. Il n'a jamais pris aucun engagement par rapport à ce qu'il serait susceptible de remettre en cause dans le socialisme ». Ainsi, selon M. Bariani, « couloir l'idée d'un accord possible avec M. Rocard, à plus ou moins long terme, c'est échanger un système de société qui dit son nom, le socialisme, contre un autre qui ne veut pas dire le sien ».

M. Bariani rejette toute idée d'un consensus possible rassemblant 70 % des Français, idée chère à M. Giscard d'Estaing, et que M. Lecanuet, président de l'U.D.F., évoquait récemment dans nos colonnes (le Monde du 14 mai). « On ne peut pas, souligne-t-il, doser le socialisme et le libéralisme pour qu'ils vivent ensemble. Il n'existe pas de concept moyen. Le seul consensus est celui qui rassemble les Français dans le respect des règles du jeu démocratique. Mais c'est une erreur de croire qu'un consensus peut porter sur une méthode de gouvernement ».

Pour M. Bariani, c'est clair : l'opposition se trompe quand elle dose son opposition. « M. François Mitterrand lui-même, dit-il, nous a appris la loi de la substitution totale d'un système à un autre. Il a introduit la notion de rejet global d'un système de gouvernement. Comme lui par le passé, nous devons exclure l'idée d'être des compagnons de route à temps partiel ou à demi-décidé d'un parti dont les conceptions sont opposées aux nôtres ».

Il ne s'agit pas, précise le président du parti radical, de dire que « toutes les mesures ponctuelles prises par le pouvoir sont condamnables », mais il faut affirmer que « leur portée s'annule par la nature même du système qui les supporte ».

### Le front du refus

S'il rejette l'idée d'une opposition républicaine qui se limiterait d'ailleurs à une opposition, M. Bariani reconnaît toutefois qu'une telle opposition, même si elle est totale, ne doit pas se tromper de moyens : elle ne doit concevoir d'alternative que démocratique. « Il ne s'agit pas de travailler aux

franges de la légalité ». Mais, une fois clairement énoncée cette limite, M. Bariani estime que « la démocratie ne court aucun péril si l'U.D.F. et le R.P.R. opposent aux socialistes le front du refus. En revanche, poursuit-il, si l'opposition se montre incertaine ou si elle est ressentie comme telle, elle laisse le champ libre à certains extrémistes qui existent tant au R.P.R. qu'à l'U.D.F. ».

Si M. Bariani conteste les méthodes de l'opposition, mais, semble-t-il, plus sur la forme que sur le fond, il n'est pas moins certain que celle-ci a réussi déjà sur deux plans : « Elle a, d'une part, compris que l'opinion publique refuserait de se laisser entraîner dans des règlements de comptes à posteriori entre des courants qui avaient si mal préparé les échéances de 1981, et elle a, d'autre part, parfaitement joué son rôle de révélateur des errements du socialisme ».

« Mais, ajoute-t-il, elle est encore loin du compte en ce qui concerne une troisième phase, celle de l'élaboration d'une alternative au socialisme ». M. Bariani n'est pas loin de penser, comme il l'avait déclaré en novembre 1982 (le Monde du 19 novembre 1982) que « l'opposition en est encore dans sa réflexion politique à l'année zéro ».

Il regrette, notamment que, « depuis les élections municipales, l'U.D.F. et le R.P.R. aient davantage cherché à prendre des marques les uns par rapport aux autres plutôt qu'à faire progresser l'opposition dans son ensemble ». Il juge, par exemple, que l'U.D.F. « obsédée par l'idée de ne pas apparaître comme relayant les initiatives du R.P.R. », a eu l'air de « subtiliser et de s'y dérober à la fois ».

« Le problème, explique-t-il, n'est pas d'accepter ou non les initiatives du R.P.R., mais de lui en opposer d'autres ». C'est la raison pour laquelle il aurait souhaité que l'U.D.F. présente son « plan Orsec » des premiers mois de reprise du pouvoir et rédige, ensuite, avec le R.P.R., un « texte d'union », une plate-forme, « support d'un contrat gouvernemental commun ».

Il constate que l'U.D.F. n'a pas choisi clairement cette voie et craint, à la suite du communiqué commun publié le 19 mai par le R.P.R. et l'U.D.F., que l'opposition ne se contente d'un « texte alibi ».

C. F.-M.

### Selon une enquête de la Sofres

## UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS ESTIME QUE M. BARRE NE FERAIT PAS UN BON PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les résultats de l'enquête effectuée par la Sofres, du 6 au 11 mai (1), sur la façon dont les Français perçoivent M. Barre indiquent que l'ancien premier ministre ne les laisse pas indifférents. Le pourcentage de ceux qui ne se prononcent pas est toujours faible.

M. Barre bénéficie d'un bon indice de popularité : 41 % des personnes interrogées éprouvent pour « assez grande » ou « beaucoup de sympathie », contre 49 % qui en ont « peu » ou « pas ». Si les Français lui reconnaissent volontiers des qualités (il est jugé compétent par 47 % d'entre eux, franc par 32 % et énergique par 25 %), ils lui reprochent en revanche d'être « content de lui » (36 %) et « égoïste » (28 %). Ils sont nombreux à lui faire confiance pour « redresser l'économie française » (53 % contre 34 % qui ne lui font pas confiance) ; « renforcer l'autorité de l'État » (48 % contre 35 %) ; « assurer la sécurité des Français » (46 % contre 34 %) et « accroître le rôle de la France dans le monde » (44 % contre 37 %). Toutefois, M. Raymond Barre « ne ferait pas un bon président de la République » pour 53 % des personnes interrogées (31 % émettent un avis contraire).

(1) Ce sondage de la Sofres a été réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes en âge de voter, pour un groupe de journaux de province.

● L'élection municipale de Lachapelle-sous-Rougemont (Territoire-de-Belfort) a été annulée par le tribunal administratif de Besançon. Élué dès le premier tour, la liste conduite par M. André Beaudou (P.S.) avait obtenu 54,02 % des suffrages exprimés, ne laissant aucun siège à la liste de M. Pierre Antoine, maire R.P.R. de la com-

C. F.-M.

## M. Mauroy invite le P.S. à l'enthousiasme

(Suite de la première page.)

Elle risque pourtant de reprendre force, de l'avis du premier ministre, si la notion d'« expérience » de gauche pénètre le parti socialiste lui-même. M. Mauroy estime en effet que certains socialistes, en défendant une politique économique et sociale radicalement différenciée de la sienne, c'est-à-dire éloignée des réalités et des « nécessités de la gestion », se soumettent à un fatalisme historique de l'échec.

Pour lui, aucune autre politique que la sienne n'est possible. Conforté sur ce terrain par l'engagement personnel du président de la République, M. Mauroy invite ses amis à le soutenir sans restriction.

## LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La majorité veut éviter l'enlisement

« Nous utilisons la pédagogie de la répétition », a reconnu vendredi 27 mai à l'Assemblée nationale M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) à l'occasion du débat sur l'enseignement supérieur. La stratégie de l'opposition n'a pas effectivement changé ; poser dix fois les mêmes questions, multiplier les amendements et les sous-amendements, même si le R.P.R. donne parfois l'impression de se laisser. M. Galley (R.P.R., Aube) commence ainsi à rejeter quelques-unes des propositions de modification du projet gouvernemental déposées par son groupe. Cette évolution n'est, toutefois, pas assez nette pour empêcher le débat de s'enliser.

C'est d'autant plus regrettable que le texte définitif, par M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, justifie une discussion sérieuse : sa rédaction appelle souvent des précisions, des rectifications. Or le climat qui règne à l'Assemblée nationale n'a permis jusqu'ici qu'à deux amendements de l'opposition d'être adoptés. Bien d'autres auraient pu l'être. Mais les textes « utiles » du R.P.R. et de l'U.D.F. sont disséminés sous le nom de ceux du R.P.R. et de l'U.D.F., qui ne cherchent qu'à ralentir le débat.

La majorité n'a guère de moyens pour s'opposer à cette bataille de raquettes. M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste quand il demande une « discussion sérieuse » sur « les vrais amendements concernant les vraies améliorations que l'on peut apporter à ce texte », émet qu'il souhaite « qu'il n'y ait pas d'exaucé ».

Le président de séance peut, certes, appliquer strictement le règlement de l'Assemblée, c'est ce qu'a fait M. Guy Dolegnot (P.C., Hauts-de-Seine) le jeudi 26 mai, en limitant à cinq minutes le temps de parole du député qui a proposé un amendement et en empêchant de ré-

pondre et avec « enthousiasme ». Cette adhésion suppose que les socialistes fassent taire leurs impatiences, puisque l'assainissement de l'économie entreprise occupera la gauche pendant au moins dix-huit mois. Elle suppose qu'ils renouent provisoirement à leurs espérances d'un changement de cap, puisque M. Mauroy n'a pas, dit-il, l'intention d'appliquer sa politique à la politique et de « marier artificiellement des politiques contradictoires ». Il n'y a pas, remarque-t-il, de « motion négative qui tienne en économie ». Il n'y en a pas davantage qui tienne en politique, si l'on veut se maintenir au pouvoir.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

pliquer au gouvernement et à la commission. Mais le temps ainsi gagné n'est pas suffisant. Le parti socialiste peut aussi menacer : c'est ce qu'a fait M. Joxe en annonçant que son groupe « démissionnerait publiquement » et « le sabotage du débat parlementaire ».

Le gouvernement ne peut laisser indéfiniment l'opposition empêcher la discussion des nombreux projets d'importance (D.F., suite de la décentralisation ; fonction publique des collectivités locales ; budget social de la nation...) qui devraient encore être débattus avant la fin (le 3 juillet normalement) de cette session parlementaire. N'est-ce pas ce qu'il faut laisser entendre le ministre de l'Éducation nationale lorsqu'il a déclaré vendredi : « Nous continuerons jusqu'au moment où, politiquement, un fait nouveau interviendra ».

Mais la Constitution, malgré la préférence qu'elle reconnaît au pouvoir exécutif, ne lui accorde pas grand moyen d'action en la matière. Le recours au vote bloqué que peut demander le gouvernement, s'il supprime le vote des amendements, maintient leur présentation et leur discussion ; le temps gagné ne serait pas considérable.

L'engagement de sa responsabilité par le gouvernement permettrait de faire adopter dans discussion l'ensemble des projets. Le recours à une telle procédure nécessite une sérieuse réflexion politique et un accord de conseil des ministres. Le principe d'une telle décision ne pourra de toute façon être pris que lundi, après le retour en France du président de la République. Pour se décider il pourra alors tenir compte de la façon dont se sera déroulé le long week-end de travail qui attend les députés.

THÉRIER BRÉHER.

## Quatre articles adoptés

L'Assemblée nationale, le vendredi 27 mai, continue la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde des 26, 27 et 28 mai). À l'alinéa 3 de l'article 3, il est précisé que les stages en entreprises ne sont qu'une possibilité pour les étudiants.

À propos de la « commission des titres », qui donne son avis sur l'habilitation accordée à certains établissements de délivrer un diplôme d'ingénieur, l'Assemblée refuse, par 319 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.), de maintenir cette mise en place par une loi de 1934. En revanche, elle adopte, contre l'avis de la commission, mais avec l'accord du gouvernement, un amendement de M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) prévoyant que la composition de cette commission sera précisée par un décret en Conseil d'État. Après cinq heures quarante-cinq minutes de discussion, l'article 3 est adopté.

À l'article 4, sur le rôle du service public dans le développement et la valorisation de la recherche, la com-

mission fait préciser que cela vise « notamment les sciences humaines et sociales ».

À l'article 5, qui définit la mission de diffusion de la culture et d'information scientifique et technique, sur proposition de la commission, il est précisé que le service public assure le développement des « formations » se rapportant à l'activité physique et sportive. À l'initiative de M. Colonna (P.S., Alpes-Maritimes), l'Assemblée, indique que « le service public veille, non seulement à l'enrichissement de la langue française mais aussi à celui des langues régionales ». Elle adopte, à cet amendement, précisant que « les établissements d'enseignement supérieur peuvent être « placés sous le statut de service public » en vue de développer de leur enseignement ». En revanche, ils ne pourront pas assurer la création de « nouvelles écoles de sciences ».

L'article 6 qui définit la mission internationale du service public est adopté.

D'une part, les électeurs du canton de Fontaine (14<sup>e</sup> territoire de Belfort) sont invités à retourner aux urnes les 19 et 26 juin, le Conseil d'État ayant annulé les élections municipales de mars 1982 : M. J. Damiani (P.S.) l'avait emporté contre M. Roger Niclaiss (R.P.R.) avec deux voix d'avance. (Erratum.)



# Maitrise de l'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, en quatre pages, à l'exception du mois de mai.

MICHEL ROLANT, PRÉSIDENT DE L'AFME

## Pour une sortie de la crise

Parfois les choses s'arrangent bien. Ainsi, ce premier numéro, coïncide avec l'anniversaire de la création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Ce n'est évidemment pas tout à fait par hasard et Maitrise de l'énergie, par faveur spéciale, a décidé d'offrir une petite tribune au président de l'AFME.

Nous sommes en crise. Une crise profonde, durable, structurelle et internationale. Une des caractéristiques de cette crise, c'est la crise d'un type de développement fondé sur le pillage et le gaspillage des ressources matérielles et sur l'inégalité. Or, l'énergie est un des terrains où les phénomènes d'inégalité, de pillage et de gaspillage ont été les plus significatifs, les plus importants. Les aspects pétroliers de la crise ne sont, d'une certaine manière, que les conséquences marginales de la mise en cause des termes de l'échange entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

### Partir des besoins et des usages...

Du même coup, un des problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés par rapport au type de développement, c'est de changer le rapport entre croissance économique et croissance énergétique. Une des missions de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, c'est de contribuer à une modification de ce rapport. Notre projet est bien d'innover dans les rapports entre les citoyens et l'Etat, ceux des usagers et des producteurs. L'allocation optimale des ressources aux besoins, la reconquête d'un certain pouvoir des groupes de bases que sont la famille, l'entreprise, l'usine, l'établissement,

les collectivités locales et régionales... par rapport aux producteurs, est un enjeu considérable. De ce point de vue, l'AFME a beaucoup à offrir, en grande partie, l'expression de la demande sociale. Mais, il faut reconnaître également que la satisfaction, le maintien de développement, qui est aujourd'hui le nôtre, établit une relation a priori qui suppose que le degré de satisfaction des citoyens et des usagers est proportionnel à la croissance économique. Ce rapport est en fait très complexe. Tant que l'on mesure le progrès d'une nation dans ce sens, on se sent enfermé dans ce modèle productiviste qui est précisément à l'origine de la crise actuelle.

Il convient donc, et c'est cela l'enjeu de se poser la question : peut-on ne pas, au lieu d'améliorer la satisfaction des usagers et des citoyens, tout en réduisant la progression de la consommation énergétique ? L'innovation doit intervenir quant aux rapports entre entreprises et services publics. Nous devons choisir de concilier l'efficacité de l'entreprise et une nouvelle conception du service public. Nous voulons, en effet, négocier avec le public pour lui fournir le service qu'il attend. Les enjeux sont également pour nous politiques et économiques. Car le gouvernement nous a fixé des objectifs quantitatifs, dont on trouvera le détail page IV de Maitrise de l'énergie. Il s'agit d'un programme qui, du point de vue de l'investissement, devra être équivalent à celui actuellement accordé à la production énergétique ; c'est-à-dire 60 milliards de francs par an. C'est un objectif économique d'une ampleur considérable. Or, investir dans les énergies

d'énergie, c'est créer des emplois. La nouvelle politique de maîtrise de l'énergie que nous allons développer, permettra de créer ou de maintenir des emplois socialement utiles, fortement insérés dans la chaîne économique et susceptibles d'être défendus, non seulement par les intéressés, mais par l'environnement social dans lequel ils s'insèrent.

### ... pour consommer mieux

Nous voulons également modifier le type de consommation par une action qui porte à la fois sur les comportements, les investissements des ménages, des entreprises... en révélant à l'utilisateur la nature de ses dépenses, de ses consommations, de sorte qu'il acquiert une plus grande marge de responsabilité. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Prenons l'exemple de l'utilisation de l'électricité pour chauffer les logements. On reconnaît que c'est une absurdité, une ineptie économique, mais cela n'empêche pas le gâchis des logements nouveaux d'être équipé en chauffage électrique à 65%. Or, il n'y a pas de réactions des utilisateurs, car ceux-ci sont dépendants des producteurs

d'énergie et de ceux qui ont la maîtrise de la décision économique ; y compris la construction. Cet exemple me permet d'aborder un autre aspect : celui de l'inégalité. L'AFME a en effet fait payer à l'usager l'investissement de production et de distribution nécessaire, on devrait lui facturer entre 10 et 12 000 F pour 1 kW installé. Cela changerait la base de comparaison avec d'autres installations ; comme le chauffage solaire. Il y a des énergies diffuses, nouvelles, renouvelables, parfaitement maîtrisées aujourd'hui, auxquelles une grande partie de la population n'a pas accès pour des raisons financières. Le rôle de l'Agence, c'est aussi de lutter contre cela. En conclusion, je dirai que nous voulons être porteurs d'un projet positif pour la France et contribuer au changement du type de développement, afin de permettre à notre pays de participer à une sortie non productiviste de la crise. Nous ne sommes qu'un élément, mais dans un secteur clé de l'avenir économique et politique de ce pays. Nous avons une grande ambition, et l'on nous en donne les moyens, nous risquons même de réussir.



terner

## PRÉVISIONS À LONG TERME DU PLAN

### PLUS QUE JAMAIS MAITRISE L'ÉNERGIE

L'évolution des travaux du groupe Long terme sur l'énergie du IX<sup>e</sup> Plan permet aujourd'hui d'y voir plus clair sur les enjeux de la politique énergétique. En effet, alors que la croissance économique annuelle envisagée dépasserait les 2% d'ici à 1990 et se situerait autour de 4,5% entre 1990 et 2000 — ce qui est loin d'être une hypothèse basse — la consommation d'énergie primaire serait de 190 Mt tep en 1990 et 220 Mt tep en 2000, contre 183 en 1982. Ce résultat d'une analyse détaillée de l'évolution des besoins secteur par secteur a une importance considérable car il montre que la relance économique peut être en grande partie dérogée de la contrainte énergétique.

Dans cette situation (le cas le plus flagrant de la crise nucléaire, visible déjà depuis plusieurs années) apparaît une certaine abondance de l'offre. Certains posent donc la question d'un ralentissement de l'effort de maîtrise de l'énergie. C'est à cette question qu'il faut répondre sans ambiguïté. La politique de maîtrise de l'énergie doit être poursuivie et amplifiée pour que l'énergie

chère ; pour éviter le retour d'une crise énergétique et préparer l'avenir ; parce qu'elle est un soutien indiscutable à la relance économique ; l'emploi ; l'un des facteurs du développement régional ; parce qu'elle est un facteur de modernisation et de restauration de la compétitivité de l'appareil productif. Entre 1973 et 1982, le prix du pétrole brut a été multiplié par six en francs et par plus de deux en 1979 et 1982. Les baisses récentes

### Chiche !

Catastrophe, le prix du pétrole grimpe ! Calmez-vous, le prix du pétrole baisse ! Ah, si seulement il pouvait rester stable, entendons-nous de bien. C'est la règle à l'aide d'une taxe parafiscale. Avec le produit de cette taxe, on investit dans la diversification énergétique et la réduction des consommations. On a ainsi une nouvelle politique, pendant qu'on y est, on l'appelle à maîtrise de l'énergie.

sur le marché international ont été absorbées par l'augmentation du dollar. La facture énergétique de la France a été en 1982 de 170 millions de francs dont 140 pour la facture pétrolière ; les importations énergétiques représentées en 1982, 27% des importations totales.

### Conforter l'indépendance

Même si le prix du pétrole et des autres énergies importées se stabilisait, le poids de la facture énergétique sur la balance extérieure resterait insupportable. Tout doit être fait pour la réduire par une action d'envergure d'économie de substitution d'énergie (une économie de 1 million de tonnes de pétrole représente un gain de 1,5 milliard de francs en devises). Les investissements dans la production d'énergie sont également onéreux ; le coût de construction d'une « tranche » électronucléaire est de 1 000 milliards. Le coût du programme électronucléaire des centrales qui devraient fonctionner en 1990 approche les quatre cents milliards de francs de 1983. Le suréquipement en centrales nucléaires doit entraîner à aucun prix le gaspillage.

suite page II

## DANS LA PRESSE

« Une expérience pour maîtriser l'énergie à Meaux. Prise de conscience, mais réticences à investir. Les trois-quarts des logements à chauffage individuel (3 059 sur 4 000) ont été diagnostiqués. » Le Monde du 11 mai 1983.

« Elf-Aquitaine cherche du pétrole en Méditerranée. Forages en eaux profondes : innovations françaises. Le record mondial de profondeur a été battu par Total avec 1 714 mètres d'eau. » Le Figaro du 11 mai 1983.

« Maitrise : leur procès Rouve s'est ouvert à Marseille. Les présidents des plus grandes firmes pétrolières à la barre du tribunal pour y répondre « d'entente illicite » et « d'entrave au commerce ». » Le Quotidien du 11 mai 1983.

« Le chauffage au bois. A ne pas manquer cette année au Salon des énergies : le générateur au gaz. Un appareil qui transforme le bois en les déchets végétaux en gaz, comme un nom l'indique. » Le Figaro du 7 mai 1983.

« Centrales nucléaires. Rien n'est acquis. Quatre réacteurs nucléaires, deux centrales au total : la cueillette chinoise de François Mitterrand serait-elle miraculeuse ? Mieux vaut garder les pieds sur terre, nous construisons qu'une partie des réacteurs. » Le Matin du 11 mai 1983.

« Politique énergétique : le gouvernement miné. Le 25 avril, à Lens, Mitterrand parlait de la nécessité de fermer les mines de charbon les moins rentables. Face à l'opposition croissante des parisiens, la relance charbonnière, le gouvernement a décidé de faire marche-arrière. En attendant, il se hâte lentement. » Libération du 11 mai 1983.

« Printemps pourri : factures de chauffage en hausse. Dans un immeuble de 10 appartements, la note supplémentaire s'élève selon le syndicat à 100 000 F, soit plus de 1 000 F par foyer. » Le Figaro du 18 mai 1983.

« Un rapport officiel souligne le suréquipement de la France en centrales nucléaires. Ce rapport démontre aussi que la place faite à l'électricité va provoquer inévitablement le déclin du gaz et du charbon. » Le Monde du 14 mai 1983.

## EDITORIAL

### Informers

L'Agence française pour la Maîtrise de l'énergie (AFME) n'est pas un producteur d'énergie. Elle n'a pas à convaincre pour vendre. Son rôle est de fournir aux citoyens les moyens nécessaires pour qu'ils deviennent acteurs de la maîtrise de l'énergie. C'est-à-dire d'une nouvelle façon d'être qui, partant des besoins, des usages, consiste à répondre les plus rationnelles possibles. Informer donc, le plus largement possible. Maîtrise de l'énergie sera le moyen de cette information. Chaque mois, on trouvera dans ces quatre pages : informations pratiques, expériences, bilans d'opérations, réflexions scientifiques, techniques, économiques, politiques, incluant la libre expression de personnalités extérieures à l'AFME. Car la maîtrise de l'énergie n'est pas affaire de dogme, mais de débats. Est-ce à dire que Maîtrise de l'énergie entend se substituer aux supports de presse ? Evidemment non. Rien ne peut remplacer une couverture journalistique éclairant l'évènement de la diversité des approches. Rien ne peut substituer à la fonction critique d'appréciations contradictoires. Et Maîtrise de

l'énergie compte bien se faire l'écho des nouvelles qu'elle glanera dans les journaux français et étrangers. Reste qu'un support a été choisi pour porter ce complément d'information que l'AFME s'est fixée pour ambition : produire régulièrement. Peut-on réellement s'étonner que Le Monde ait retenu ? La place qu'il occupe dans l'éventail de la presse française ne le désignait-il pas naturellement ? Mais la diffusion plus large encore que ce permet la déjà forte vente de ce quotidien. Des exemplaires en grand nombre seront tirés à part, et mis à disposition dans les antennes régionales de l'AFME. Ainsi aidera-t-on plus à la lente migration que doivent suivre idées et connaissances, pour traverser les cercles multiples qui, partant du savoir de quelques initiés, mènent à la science acquise de tout un peuple. La question n'est plus de savoir si l'on doit choisir ou non de s'engager sur la voie de la maîtrise de l'énergie, mais d'atteindre les objectifs fixés ; il faut en prendre tout de suite les moyens !

Roger-Pierre Bonneau, Hugues Sibille



# MINI-HYDRAULIQUE

## Produire et consommer sur place

Pas nouvelle, mais renouvelable : la mini-hydraulique. Les milliers de machines qui brassaient autrefois nos cours d'eau en témoignent et il faut remonter parfois aux édits royaux pour trouver l'origine de certaines concessions.

Les petites centrales hydrauliques, reléguées, oubliées lors de la ruée sur l'or noir du milieu de ce siècle, refont aujourd'hui surface, affichant une compétitivité économique parfois excellente, après dix ans de crise énergétique.

On a toujours le droit de consommer sur place l'énergie produite. C'est en général une bonne chose. Mais on n'en a pas toujours l'opportunité. L'électricité de France ayant le monopole du transport de l'électricité, celle que l'on produit ailleurs est revendue. En contrepartie, on a le droit de respecter le cahier des charges pour la production d'électricité, EDF a l'obligation de racheter la production à un tarif qui est fixé aux conditions de production et de transport de l'électricité dans le réseau national.

La loi du 15 juillet 1980 relative à la chaleur et aux économies d'énergie a entraîné à son égard deux changements importants :

— les collectivités locales, généralement exclues des opérations commerciales, ont désormais le droit de vendre de l'électricité à EDF ;  
— les préfets ont le pouvoir d'autoriser la création de mini-centrales jusqu'à une puissance de 4 500 kW

par site ; en contrepartie, une étude approfondie d'impact sur l'environnement est exigée.

Du fait, des conditions nouvelles ont été créées : un mouvement de demande d'autorisation, en particulier de la part des collectivités locales. Ce mouvement est inégalement réparti : certaines collectivités ont trop exclusivement tourné vers une production maximum au mépris de l'équilibre hydrologique, biologique et esthétique des lieux, constituant des contre-références qu'il n'est pas souhaitable de voir se multiplier. Les cours d'eau déjà éprouvés par les versements chimiques risquent-ils de subir une nouvelle agression ? C'est en prenant en compte l'ensemble de ces aspects que l'AFME entend remplir la mission qui lui a été confiée, de promouvoir la petite hydraulique. Elle s'intéresse en priorité aux ouvrages existants : barrages, écluses, moulins, etc., et parfois des problèmes sur le plan de l'environnement — exception faite de l'habitat isolé, ou encore du maintien ou du développement de l'artisanat ou de la petite industrie, en particulier dans les zones de montagne.

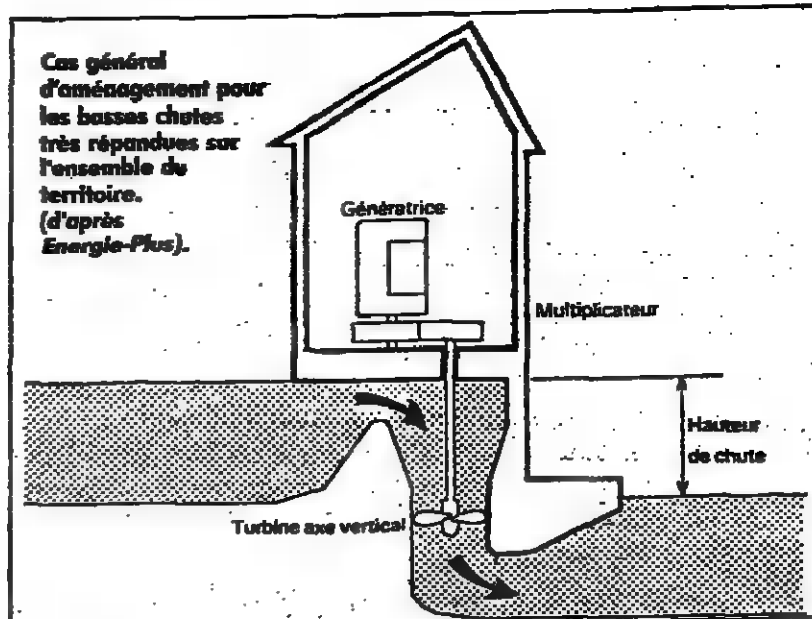
Pour cela, dans l'approche complémentaire aux prévisions pour aider à la réalisation de projets soignés : — une participation aux études générales concernant l'environnement des mini-centrales : hydrologie et hydrobiologie, moyens de protection de la faune, esthétique des mini-centrales... Il s'agit d'arriver, en collaboration avec les services de l'environnement, à améliorer l'approche des problèmes par les candidats à l'exploitation de l'énergie hydraulique.

— une aide aux études d'avant-projets d'installation qui comportent donc une étude d'impact sur l'environnement, dont le poids est aujourd'hui prépondérant.

Une action tendant à regrouper les inventaires de sites possibles effectués par des organismes divers, et à en situer les principales caractéristiques est également lancée. Cette action pourrait donner lieu ultérieurement à l'établissement de bases de données d'environnement sur les cours d'eau concernés.

Maîtrise de l'eau sous tous ses aspects : irrigation, pisciculture, loisir, industrie, énergie ; plans d'aménagement prenant en compte, au niveau des regroupements appropriés de collectivités locales, le problème dans sa complexité mais aussi dans sa richesse ; voilà qui est susceptible de justifier un effort dans lequel l'AFME souhaite être un partenaire actif ; et qui nous éloigne de la sécheresse des chiffres faibles (0,5 à 0,75 million de TEP à équiper) mais non négligeables qu'un bilan raisonnable mais strictement énergétique permet d'écouter.

André Marquet



### Jausiers : les micro-centrales du succès

« Situé dans le département des Hautes-Alpes, Jausiers était, comme beaucoup de villages montagnards, en plein déclin. Arrive un maire dynamique qui décide, pour résoudre le problème d'alimentation en eau potable, de créer une retenue en altitude. Avec, comme première retombée, l'irrigation d'une centaine d'hectares de terre. Cette eau, qui descend sur six cents mètres, pourquoi ne pas en faire de l'électricité ? »

On le fait. Une première micro-centrale, puis une seconde, dont la conduite permet d'irriguer encore trois cents hectares. Avec l'énergie produite, on décide de faire tourner une usine, créée de toute pièce et qui

fabrique des emballages à partir de bois disponible sur place mais non utilisés jusqu'alors car considérés comme étant sans intérêt.

Résultats ? Des chiffres éloquentes. En 1971, la commune comptait six cent quinze habitants, son budget était de trois cent cinquante mille francs. En 1982, une population de mille cinquante personnes et une escarcelle municipale de dix millions de francs. La production agricole a été multipliée par 2,5 ce qui a permis de stopper la désaffection des agriculteurs. Cinquante emplois directs — et autant d'induits — ont été créés. Le nombre des enfants scolarisés est passé de vingt-cinq à cinquante.

## Plus que jamais maîtriser l'énergie (suite)

lage de cette électricité qui coûtera cher. Par contre, les usages performants de l'électricité dans l'industrie et les transports doivent être encouragés : c'est un objectif prioritaire de la maîtrise de l'énergie.

La politique énergétique française ne peut pas à priori totalement ignorer les crises internationales et le degré de dépendance du pays. La politique énergétique que nous déciderons nous-mêmes. Quelle que soit la situation extérieure, n'est pas la même chose d'avoir à importer 150 (situation de 1974) ou 500 (situation prévisible en 1990) millions de barils de pétrole. Il ne s'agit pas de compter sur un bouleversement au Moyen-Orient pour changer les données énergétiques mais il faut pouvoir y pallier si cela se produit, c'est-à-dire que nous soyons prêts devant l'accalmie actuelle du marché pétrolier.

### Préparer le XXI<sup>e</sup> siècle

Il faut au contraire en profiter pour affirmer notre degré de résistance à la crise énergétique toujours possible d'ici fin du siècle et surtout pour préparer le monde de demain.

Tout en prenant garde à respecter les critères économiques au niveau national qu'à celui de l'usager, nous devons développer les énergies renouvelables, garantes du maximum d'indépendance énergétique, en parallèle à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Cela demande non seulement des investissements immédiats pour modifier durablement une situation qui est fragile et vulnérable mais aussi un effort de recherche et développement continu, très diversifié ayant les moyens de viser le long terme et de mobiliser les énergies économiques, le premier lieu les industriels. L'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables offrent un champ considérable aux technologies de pointe, aux grandes entreprises comme à la petite industrie locale (pompes à chaleur, systèmes de régulation, etc.).

La photovoltaïque, échangeurs et chaudières performantes... C'est un défi que notre pays doit se réserver, car il est vital dans les échanges internationaux des connaissances à venir et jouera en particulier un rôle déterminant dans la coopération avec les pays en développement. Il ne faut pas au moment de se priver d'un moyen pour la France : la politique de maîtrise de l'énergie doit être poursuivie avec vigueur.

Bernard Lapouche

## ÉNERGIES NOUVELLES

### Le pari industriel des éoliennes

Un très sérieux rapport établi pour la Communauté européenne par Peter Musgrove (novembre 1982, réf. n° XVII/AR/82/255), en Europe les systèmes d'énergie éolienne pourraient représenter en l'an 2000, 10 % des besoins en électricité de la Communauté européenne ; auxquelles il faut ajouter des utilisations de l'énergie éolienne non liée au réseau électrique (chauffage, économie de diesel, etc.). Un potentiel colossal oui, encore faut-il le transformer !

Premier problème à résoudre, celui de la vitesse du vent et son irrégularité. La puissance du vent est proportionnelle au cube de sa vitesse ; quand cette vitesse double, la puissance du vent est multipliée par un facteur 8. On considère généralement que la vitesse nécessaire pour rendre l'énergie éolienne performante est d'environ 7 mètres par seconde. En France métropolitaine, cela limite les possibilités aux zones côtières.

Deuxième question à étudier, celle de la rentabilité de l'électricité produite par les aérogénérateurs. Une rentabilité qui se mesure bien sûr à l'aune du capital investi dans la machine, mais aussi aux coûts de fonctionnement et de maintenance. A l'heure actuelle, dans l'état des sciences et des techniques éoliennes et de la production d'électricité, sur un site venté à 6 ou 7 mètres par seconde (type Bretagne), on peut arriver à un prix de revient de 40 à 50 centimes le kWh. En face le prix de revient du kWh nucléaire est d'environ 17 centimes. EDF le revend, sur son réseau, à un prix public de 40 centimes. Il est prêt, cas échéant, à racheter le kWh, en prenant comme référence son prix de revient.

Première conséquence, la rentabilité des petits aérogénérateurs individuels connectés au réseau n'est pas moins évidente qu'au Danemark, aux USA ou en Hollande. Seconde conséquence, ce qui n'est pas intéressant pour la Métropole

peut l'être pour les DOM-TOM. EDF y fournit le kWh au prix Métropole ; par contre, le prix de revient des générateurs est d'environ 1 F le kWh ; pourtant, ces régions sont bien exposées aux vents. Le couple turbines éoliennes/alternateurs diesel devient alors tout à fait intéressant. Le même raisonnement vaut pour la Corse qui « importe son pétrole pour produire son électricité ».

### Une politique industrielle des éoliennes

Troisième interrogation : Quels types de machines promouvoir ? Il y a deux catégories de matériel. D'un côté, les aérogénérateurs de petite puissance : certains ont une vocation professionnelle, dans laquelle prédominent les notions de fiabilité et de service rendu sur le plan technique (sites professionnels isolés, phares, balises, etc.) ; les autres sont des aérogénérateurs de grande diffusion, à vocation domestique, dans laquelle prédomine la notion de prix de revient pour la conception. Le grand développement de l'énergie éolienne dans les pays du Nord et aux USA se fait principalement sur ce type de machines. En France, une quinzaine de sociétés travaillent sur ce créneau. La plus importante est Aerovault qui fabrique des turbines variant de 1 mètre de diamètre pour une sortie de 10 Watts jusqu'à 18 mètres de diamètre pour une sortie de 120 kW.

L'autre côté, les aérogénérateurs de moyenne puissance, susceptibles d'intéresser les distributeurs d'électricité. Les notions de fiabilité et de service rendu doivent être assorties d'un prix de revient du kWh compétitif.

En France, la plus grosse turbine mesure aujourd'hui 18 mètres de diamètre ; elle est conçue pour travailler en parallèle avec le réseau. Le premier prototype a été installé à Quessant en 1979. De son côté, l'AFME a décidé de faire porter son effort sur l'élaboration d'une politique industrielle pour ce secteur. Sceptique sur le rôle à moyen terme de l'énergie éolienne dans la production énergétique métropolitaine (1 % de la production nationale en 1995), elle considère en revanche que l'industrie française peut avoir une carte à jouer dans le domaine des aérogénérateurs de petite et moyenne puissance.

Objectif : travailler bien sûr pour les DOM-TOM, mais aussi pour l'exportation, notamment vers les pays en voie de développement. Le budget qu'elle consacre à cette activité passe de 2,5 millions de francs en 1981 à 7,5 millions de francs en 1982 à 14 millions de francs en 1983. Pour quoi faire ? Aider les constructeurs à sélectionner les machines les plus performantes par des essais, et définir une politique de composants (pales des hélices et systèmes). Lancer, en collaboration avec EDF, la construction d'une super-machine de 40 mètres de diamètre capable de produire 250 kW ! et d'être performante sur le réseau. Créer et développer le Centre national d'essais éoliens (CNEEL) à Lannion, en vue d'obtenir d'un organisme indépendant des constructeurs, un avis technique et un procès-verbal de performance.

Alors, on pourrait créer des emplois nouveaux sur du vent ? Ce n'est pas une plaisanterie. La preuve : les gros constructeurs de l'aéronautique, qui ont l'habitude de faire tourner des hélices, s'y intéressent beaucoup !



## Le solaire pour résister aux cyclones

Entre le 11 décembre 1982 et le 14 mars 1983, une dépression tropicale : Lisa, et trois cyclones : Mono, Orana et Rava, ont dévasté la Polynésie française. Les dégâts ont été considérables et nombre d'habitants ont tout perdu. Il faut dire que, bien souvent, les habitations ne sont bâties que sur des pilotis et que les charpentes qui les soutiennent sont faites de bois.

Mais, que l'on équipe les habitations de panneaux solaires photovoltaïques, destinés à fournir l'électricité

domestique par conversion photovoltaïque du rayonnement solaire, ou de capteurs alimentant un chauffe-eau solaire, il faut alors viser soigneusement, accrocher solidement l'installation. Résultat : un ensemble toiture-charpente qui à Puka-Puka, Fongata, Napuka..., a très bien résisté aux assauts de vent ravageur.

À tel point qu'une étude est actuellement en cours avec la compagnie d'équipement pour coupler aux actions de renforcement des toitures. L'idée étant naturellement de trouver un nouveau modèle intégrant les capteurs solaires et résistant aux cyclones.

Et les aérogénérateurs, ces « machines » dont il est question dans l'article ci-dessus et qui avaient laissé un triste souvenir à l'habitant dans le Finistère ? Ils ont tenu, mais oui ! Ils ont pourtant subi des rudes épreuves. Ainsi la machine installée à Bora-Bora a continué de fonctionner normalement sous Lisa, malgré des vents soufflant à 140 km/h. Puis, elle a subi Rava avec des rafales arrivant à 160 km/h, tournant toujours vaillamment. On a quand même noté — mais qui s'en offusquerait ? — des usures anormales. Deux autres machines, installées à Rangiroa, ont survécu sans encombre à Orana et ses vents supérieurs à 120 km/h. Mieux, l'une d'elles, à la suite d'une légère avarie, a continué de s'orienter normalement bien que

disposant d'une surface de gouvernail réduite.

Il est donc tenu bon les « petits moulins » français d'Aerovault, on les aurait presque tentés de se laisser aller à un cocorico, d'autant plus retentissant, que les trois machines de fabrication australienne installées à Aaha, Makemo et Napuka, ont été détruites. Sachant qu'ouvre une plus grande indépendance énergétique des départements et territoires concernés, le but recherché, par le programme DOM-TOM de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, est d'ouvrir une vitrine à destination des pays à environnement géographique et climatique comparable ; la démonstration est d'importance.



FONDS SPECIAL  
GRANDS TRAVAUX

# Les réhabilitations de La Rochelle

Conforter l'indépendance énergétique de la France, relancer l'activité du bâtiment, améliorer la qualité de la vie par la rénovation thermique : tels étaient les objectifs fixés à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, par le décret du 13 août 1982, relatif au « volet énergie » du Fonds spécial de grands travaux, créé par la loi du 3 août 1982. Deux milliards de subventions pour promouvoir des travaux dans les logements sociaux, les bâtiments des collectivités locales, les hôpitaux publics, les établissements scolaires du second degré ; pour aider à la réalisation de réseaux de chaleur. Mais s'engager dans ce type de travaux peut être l'occasion, par-delà la diminution des consommations, d'une rénovation pour un habitat vétuste. Ainsi ce qui a été réalisé dans les HLM de La Rochelle.

Grises, moines, construites très vite, à une époque de pénurie de logements, les habitations à loyer modéré des années cinquante sont devenues synonymes de logements en ruine. Arrive la crise, l'augmentation du prix du fuel, et les charges de chauffage grimpent de façon inquiétante. Ces bâtiments sont des « passoires », il faut les isoler. Seule possibilité : l'isolation extérieure. Celle-ci n'a pas que des partisans. Non que l'on mette en doute son efficacité, mais elle est chère. D'où un « temps de retour » sur investissement forcément long. Mais, dans le cas de HLM, les aides, mises en œuvre d'économies d'énergie, ont permis de réaliser des opérations de réhabilitation, explique André Dubosc, président de l'Office public d'HLM de La Rochelle. Planté dans un immeuble en barre, l'un des HLM originaux, l'autre en travaux, le bâtiment terminé, il a été isolé et cela a coûté cher. Car, pour isoler de sa carcasse isolante, le bâtiment a pris des dizaines de mètres. Repensé par

un architecte, il s'est orné d'un toit de tuile, dans l'esprit traditionnel des constructions locales. Les murs ont été recouverts d'auvent, des portiques, des massifs, un chemin dessiné au milieu des immeubles, le tout a maintenant un aspect pimpant, plaisant, accueillant. On touche là à un aspect social extrêmement important, commente André Dubosc, qui affirme, on en était parfois arrivé à une véritable ségrégation, par des aspects pénibles pour les habitants. Ainsi, dans un quartier de la ville, des immeubles — c'était la vogue à une époque — sont recouverts de méchantes plaques de leurs. Rouge en l'occurrence. Baptisés « Peaux-Rouges », c'est là que l'on peut imaginer d'arrière-pensées racistes, les gens de couleur n'avaient pas le droit de vivre dans ces immeubles. Avec l'isolation extérieure et le changement total d'aspect, ce sera fini.

Solution miracle alors le Fonds spécial de grands travaux ! Evidemment non, mais quand, comme c'est le cas pour l'OPHLM de La Rochelle, on lance, en 1981, dans l'isolation thermique, ça aide et ça permet de donner à l'opération une autre dimension. Mais la Rochelle ne s'est pas contentée d'utiliser le seul volet « logement social » de ce fond. Son maire, Michel Crépeau (alors ministre de l'Environnement) a signé avec Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise

## Dans le peloton de tête

Si toutes les villes de Poitou-Charentes n'ont pas établi le score de La Rochelle, le mouvement y a été important. Pour ce qui est du montant des travaux décidés dans le cadre de la procédure Fonds spécial de grands travaux, la région arrive en quatrième position nationale, juste derrière les trois grosses régions que sont l'Île-de-France, la Lorraine et Rhône-Alpes.

de l'énergie, une convention engageant la ville à entreprendre un programme de travaux dans les bâtiments communaux, ce qui, ramené au nombre d'habitants, a fait, de loin, la plus importante convention passée avec une collectivité locale. Cinquante-sept bâtiments — dont neuf administratifs — vingt et un collèges, six établissements culturels et cinq centres sportifs communaux, les travaux consistent en isolation en paroi de survitrage, réfection de chaufferie et d'éclairage aussi en informatisation par un contrôle centralisé des chaufferies. Si, pour les opérations menées en HLM, les prêts complémentaires viennent du Paludis (1), c'est la Caisse des dépôts qui assure le prêt par un prêt à taux préférentiel.

## Du soleil pour les malades

On a, chez les Rochelais, de la suite dans les idées et aux deux conventions (1) d'investissement s'en ajoutent une autre concernant le centre hospitalier. But : s'équiper de 2 100 m<sup>2</sup> de capteurs solaires, destinés à la production d'eau chaude sanitaire. Et puis, une autre engageant la ville de La Rochelle, regroupant huit communes périphériques. Au menu : des travaux dans des collèges, des lycées, quatre lycées, huit collèges.

Dans la foulée, le directeur général de la Charente-Maritime a, lui aussi, signé une convention. Au total, et du point de vue de la relance de l'activité économique, l'affaire est d'importance puisque l'on chiffre les travaux pour la ville à 24 millions de francs ; ceux pour la Sivoim à 7,88 millions de francs ; pour l'hôpital 18 millions de francs et pour le département 7 millions de francs, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie apportant 27 millions de francs de subvention. A titre indicatif quant au volume apporté au bâtiment du bâtiment, signalons que le seul programme

HLM évoqué plus haut représente environ mille heures de travail. Soucieuse de garder pour les entreprises locales, y compris les plus petites, le bénéfice de cette manne, la municipalité pratique des morcellements « petits lots » qui permettent à tous de soumissionner et créent le cadre idéal pour apporter un « ballon d'oxygène » dont la ville et le département, déjà peu industrialisés, frappés durement par la crise, ont grand besoin. Et les entreprises d'énergie ont tout cela ? Elles y trouveront leur compte et les Rochelais aussi. Les services de la ville ont en effet calculé que les seuls travaux municipaux permettront un gain de 11 000 Tep (3) par an. Et, en 1985, c'est un million de centimes par jour qui sera économisé sur le poste énergie du budget municipal.

- (1) Paludis : Programme d'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
- (2) Sivoim : Syndicat intercommunal à vocation multiple.
- (3) Tep : tonne équivalent pétrole.

## On recommence en 1983

Si l'on n'a pas partout réagi avec autant de promptitude et d'ampleur que dans l'exemple que nous détaillons dans l'article ci-contre, l'opération Fonds spécial de grands travaux a rencontré un succès considérable. En cinq mois, la totalité des milliards de francs de subventions ont été engagés. Ils entraîneront 6,6 milliards de travaux. On escompte 540 000 Tep d'économie ou de substitutions d'énergie. Et le maintien ou la création de 35 000 emplois. A titre de comparaison, signalons que ces chiffres sont équivalents à ceux obtenus par l'ensemble des investissements réalisés au cours des cinq dernières années dans les secteurs concernés. L'opération est donc largement justifiée par ses résultats et le Conseil des ministres du 11 mars a décidé de la poursuivre en 1983.

Hugues Sibille

## RÉGIONALISATION

# Une convention pour le Nord-Pas-de-Calais

Les besoins énergétiques en chauffage, transports, productions industrielles ou agricoles s'expriment à un niveau local : sont donc localement qu'il faut définir des systèmes d'offres d'énergie et adaptés à des demandes précises. C'est en principe qu'aujourd'hui l'AFME rapproche le service public des collectivités locales. Et de fait, elle s'accroît-elle utilement des développements à partir d'un guichet national unique ? Lorsqu'on est une Agence publique créée à l'heure de la décentralisation, une conférence de responsabilité particulière. L'AFME est donc une place de délégations régionales, onze aujourd'hui — vingt-deux début 1984 — qui ont une fonction pleine et entière de représentation régionale, et ont ordonnateurs secondaires des dépenses de l'Agence. Dans le même temps, elle propose aux régions de signer des conventions avec un engagement réciproque sur les programmes d'action pour la maîtrise de l'énergie. Deux conventions sont signées avec le Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, d'autres sont en cours de signature comme Rhône-Alpes et Provence

Côte-d'Azur. Les actions entreprises pourront varier selon la situation : l'imagination des acteurs locaux : animation des milieux professionnels, formation, information, aide au diagnostic, études préalables, inventaire énergétique et plans énergétiques régionaux. La région Nord-Pas-de-Calais illustre un mouvement de contractualisation, avec une convention entre la région et l'AFME signée le 25 février 1983 en présence de Pierre Mauroy. Cette convention, dans son article 4, indique que l'AFME apporte une contribution technique et financière à la réalisation d'un plan énergétique régional. Ensemble, l'AFME et la région définiront un programme d'actions pour les énergies nouvelles et renouvelables, les économies de matières premières, les économies d'énergie par la réalisation des diagnostics, le développement des opérations de récupération de chaleur. Chargée de représenter l'AFME à Arras, la délégation régionale est animée par Pierre Radanne. Régionaliste, il défend fermement le remplacement d'une politique de prêt-à-porter que représentaient les saupoudrages financiers à partir de Paris, par une politique du

qui tiennent compte de la personnalité des interlocuteurs et de la situation locale. Exemple : dans le Nord, la délégation a été créée à l'automne, inter-saisons, en avril ou en octobre, ce qui, contrairement à une idée reçue, en fait une région particulièrement adaptée à un chauffage solaire bio-climatique.

Pour remplir sa mission, la délégation régionale a recruté une place quatorze personnes : ingénieurs, techniciens, administratifs. Moyenne d'âge 35 ans. Une goutte d'eau sourit le délégué face aux centaines de personnes qui la direction de l'industrie, ou aux deux mille de celle de l'équipement. Mais nous fonctionnons comme des chevaux légers, pour lancer des impulsions. Trois idées à tenir en priorité : faire de l'animation pour motiver les partenaires ; orienter les actions en fonction des spécialités régionales ; monter et subventionner des projets. C'est ainsi que la délégation régionale s'emploie aujourd'hui à coordonner une quatorze écoles d'ingénieurs et des deux universités, sur un programme de recherche et de formation adapté aux besoins régionaux. Cette collaboration doit se concrétiser par la création d'un Groupement d'intérêt public (GIP) qui travaillerait avec les entreprises du Nord-Pas-de-Calais. Autre illustration, dans le domaine des économies et du recyclage : l'Usinor-Dunkerque, les gaz produits jusqu'à présent brûlés, étudie aujourd'hui leur utilisation comme matière première dans l'industrie chimique.

## Une croissance énergétique régionale

Pour l'ensemble de la politique l'AFME la région ont un plan régional pour la maîtrise de l'énergie avec une enveloppe initiale de 16,4 millions de francs, dont 8,8 pour l'AFME et 7,6 pour la région. Déjà 3 millions sont engagés pour un programme d'utilisation du charbon. De son côté, le Conseil régional met en place un service pour la maîtrise de l'énergie qui doit être la cellule de

suivi et de mise en œuvre du plan énergétique régional. Les risques de petite guerre de compétences entre la délégation de l'AFME et le service du Conseil régional existent. Mais, s'ils se concrétisent, conclut Pierre Radanne, ce serait une mauvaise application de la régionalisation. Il faut mieux faire. A part la maîtrise de l'énergie, connaissez-vous beaucoup d'activités déflationniste, créatrices d'emplois, rééquilibrant le secteur commercial ?

## Chartier-Tazieff : Les conclusions d'une mission

Le 20 juillet 1982, Philippe Chartier et Haroun Tazieff rendaient compte des missions d'utilisation rationnelle de l'énergie, énergies renouvelables et géothermie que leur avait confié le 11 septembre 1981 Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche. Le rapport définitif de nos missions s'étend beaucoup moins que le rapport remis en janvier sur les problèmes institutionnels. Cette évolution traduit la satisfaction d'avoir vu se créer, depuis lors, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui répond à la grande partie aux recommandations que nous formulions alors. Cette création manifeste l'attachement du gouvernement et le vôtre, Monsieur le Ministre, à la cause que nous défendons. Précisons-ils. C'est ce rapport de mission que, sous le titre « Maîtriser l'énergie », publie La Documentation française. Quelques trois pages au long desquelles, on trouve l'état

## INTERNATIONAL

### LES MELANGES EAU-CHARBON

Pour rendre le charbon plus facilement utilisable par l'industrie, des firmes cherchent à le rendre le plus proche du pétrole possible. La dernière idée, expérimentée aux Etats-Unis, est un mélange de charbon pulvérisé d'eau, qui peut être stocké, pompé et brûlé plus ou moins facilement, mais qui coûte cinq fois moins cher que les chaudières nécessaires. L'investissement est vite rentabilisé, mais les problèmes techniques (condens de charbon) demeurent. Aussi le procédé connaît-il des difficultés de commercialisation. The Economist du 2 avril 1983.

### LES PAYS BAS REDECOUVRENT L'UTILITE DES MOULINS A VENT

Pour assécher les terres conquises sur la mer, une version modernisée des moulins à vent inaugurée près de Bergum, dans le nord du pays, pour rejeter à la mer l'eau d'un polder de près de 1 000 hectares. Bien que les Pays-Bas exportent autant de qu'ils importent d'énergie fossile, les alternatives (vent et soleil) devraient fournir environ 20 % des besoins à l'an 2000. Deux doléances à générateurs électriques ont été inaugurées à Camperduin, au nord d'Amsterdam pour alimenter les habitations. Plusieurs petites entreprises agricoles et artisanales ont été alimentées à cette manière. La lettre de l'énergie du 2 mars 1983.

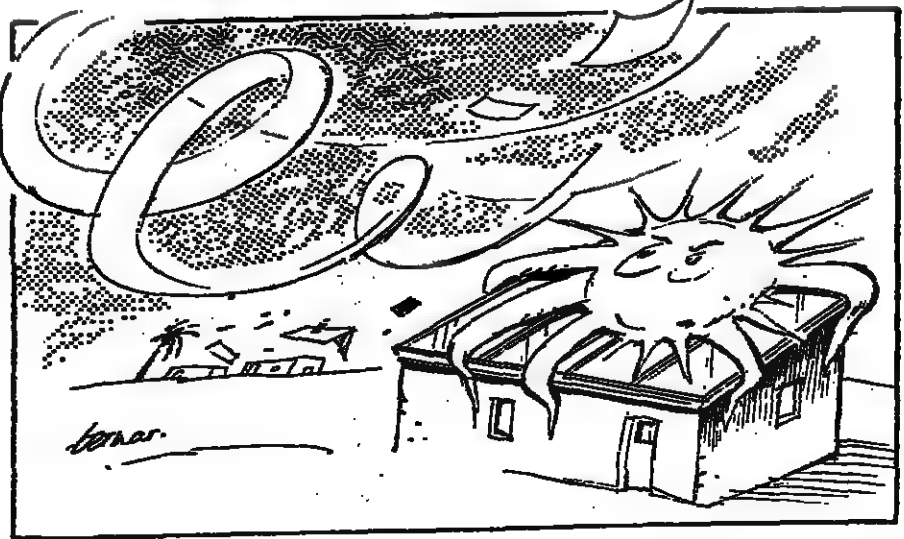
## REGION

### CE QUE LE LEGISLATEUR ATTEND DE L'AFME

La régionalisation de l'AFME inscrite dans la loi de décentralisation de l'existence de délégués régionaux « ordonnateurs secondaires des recettes et des dépenses » est prévue dans le décret du 13 mai 1982. Les délégués régionaux mènent une liaison avec les collectivités locales et les actions d'évaluation scientifique et technique, d'animation, d'information et de conseil. Le décret précise les relations entre l'AFME et les collectivités locales.

Art. 28. — L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie peut conclure avec les communes, les départements et les régions, des conventions qui définissent les actions que ceux-ci entreprennent dans les concours. Les conventions sont signées au nom de l'Agence, après consultation du représentant de l'Etat dans la région, par le directeur général ou le délégué régional dans la limite de leurs compétences.

Art. 29. — L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie rassemble et analyse les résultats des actions menées — le plan local de manière — à réaliser des synthèses et des comparaisons. Ces éléments sont, sur demande, portés à la connaissance des communes, des départements et des régions et de tout organisme public ou privé intéressé, en leur disposition.





**L'AFME a soufflé la première bougie le 13 mai.**  
Bonne occasion pour se présenter et dresser un bilan

# TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR L'AFME sans jamais oser le demander

**L'**Agence française pour la maîtrise de l'énergie est un établissement public à caractère industriel et commercial, créé par l'autonomie financière et placé sous le contrôle du ministre chargé de l'Énergie. Elle a été créée par un décret du 13 mai 1982, qui regroupe l'ex-Commissariat à l'énergie solaire (COMES), l'Agence pour l'économie d'énergie, le Comité géothermie, l'Agence nationale pour la valorisation de la chaleur. L'AFME a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale de maîtrise des consommations qui a été adoptée par le Parlement en octobre 1981. Les objectifs fixés par le gouvernement à l'horizon 1990 sont de 40 millions de Tep (tonnes équivalent pétrole) d'économie d'énergie; réduction de la part du pétrole dans le bilan énergétique de 10% aujourd'hui à 5% en 1990; triplement de la part des énergies nouvelles et renouvelables qui passent de 3,4 millions de Tep en 1981 à 10 à 14 millions de Tep en 1990; diminution du déficit de notre balance des échanges de matières premières de dix milliards en réduisant notre consommation de 25%. La nouvelle politique énergétique traduit la double volonté d'associer l'ensemble des acteurs et de partir de l'analyse des besoins des usagers. Pour atteindre ces objectifs, l'AFME est habilitée à conduire des actions de recherche, de démonstration, de développement dans les domaines: de l'utilisation rationnelle de l'énergie; des énergies

renouvelables (rayonnement solaire, biomasse, vent, géothermie, déchets); des économies de matières premières et de recherche de produits de substitution. Le champ d'intervention de l'AFME est l'ensemble des secteurs (industrie, agriculture, tertiaire, transports, résidentiel), et touche à l'ensemble des économies (particuliers, collectivités, entreprises). Elle peut être amenée à suivre des projets, à la recherche fondamentale jusqu'à l'industrialisation. L'AFME n'a pas perdu de temps depuis le décret constitutif

13 mai 1982 et de la publication au J.O. du 14 mai 1982. 19 juillet 1982: première réunion du conseil d'administration; 13 août 1982: l'AFME se voit confier le volet énergie du FSGT (deux milliards); 25 novembre 1982: inauguration des nouveaux locaux à Paris; 1<sup>er</sup> décembre 1982: désignation de délégués régionaux; Janvier 1983: désignation de onze chargés de mission régionale. Les activités de l'Agence se déploient selon deux grands axes: la conduite d'un important programme de recherche et développe-

ment, et la diffusion des méthodes et techniques de maîtrise de l'énergie par une action d'aide sectorielle à la décision d'aide à l'investissement. Entre ces deux axes la conduite de huit grands programmes prioritaires, intersectoriels, définissant une politique industrielle: automatismes, électronique, régulation; réseaux de chaleur et géothermie; utilisation du charbon; filière bois; promotion des énergies nouvelles et renouvelables; utilisation rationnelle de l'électricité; carburants et combustibles de synthèse; matériaux.

## COMMENT L'AFME FONCTIONNE-T-ELLE ?

L'AFME est administrée par un conseil d'administration. Son président, Michel Rolant, est assisté d'un directeur général, Pierre Cubaud, et d'un directeur scientifique, Philippe Chartier. L'Agence combine une structure regroupant plusieurs directions. Direction de la recherche et du développement: solaire et géothermie; biomasse; innovation dans l'habitat; innovation dans l'industrie et les transports; essai et métrologie. Direction des plans et programmes: programmes prioritaires, économies de matières premières, études et recherches techniques-économiques; politique industrielle; documentation; service d'action internationale. Direction de la diffusion et action sectorielle: agriculture et forêts; industrie; transports; habitat et tertiaire; enseignements. Direction des actions de soutien: Communication-Relations: publiques, information, renseignements, formation, animation régionale, DDM-TOM. Une structure régionalisée que représentent les onze délégations régionales et les onze missions ayant vocation à se transformer rapidement en délégations.

**DÉLÉGATIONS RÉGIONALES**  
• Alsace: L. Kammerer, 8 rue Adolphe Seydoux, 67000 Strasbourg. • Anjou: G. Sennin, 9 avenue de la République, 49100 Cholet. • Aquitaine: J. Verlet, 7/9 rue de la République, 33000 Bordeaux. • Bretagne: G. Siroy, 12 rue de la République, 35000 Rennes. • Centre: J. de la Roche, 10 rue de la République, 45000 Orléans. • Corse: G. Siroy, 12 rue de la République, 20000 Ajaccio. • Franche-Comté: J. de la Roche, 10 rue de la République, 25000 Besançon. • Haute-Normandie: G. Siroy, 12 rue de la République, 14000 Caen. • Ile-de-France: J. de la Roche, 10 rue de la République, 75000 Paris. • Languedoc-Roussillon: J. de la Roche, 10 rue de la République, 34000 Montpellier. • Limousin: J. de la Roche, 10 rue de la République, 87000 Limoges. • Lorraine: J. de la Roche, 10 rue de la République, 54000 Nancy. • Midi-Pyrénées: J. de la Roche, 10 rue de la République, 31000 Toulouse. • Nord-Pas-de-Calais: J. de la Roche, 10 rue de la République, 59000 Lille. • Picardie: J. de la Roche, 10 rue de la République, 80000 Amiens. • Rhône-Alpes: J. de la Roche, 10 rue de la République, 69000 Lyon. • Vallée de la Loire: J. de la Roche, 10 rue de la République, 42000 Saint-Etienne. • Vendée: J. de la Roche, 10 rue de la République, 85000 La Roche-sur-Yon. • Vaucluse: J. de la Roche, 10 rue de la République, 84000 Avignon. • Corse: J. de la Roche, 10 rue de la République, 20000 Ajaccio.

## QUE FAIT L'AFME ?

Les interventions de l'AFME vont de la recherche à la diffusion, et peuvent être regroupées en quatre grands pôles. En matière de recherche, les axes prioritaires sont la production et l'utilisation rationnelle de la chaleur, qui représente les deux tiers de notre consommation d'énergie; les économies d'énergie dans les transports et la production de carburants de substitution à partir de la biomasse; la production décentralisée de l'électricité; la rationalisation de l'électricité; les économies de matières premières. Pour atteindre ces objectifs, l'AFME crée des Groupements d'intérêt public (GIP) lance des appels d'offres dans certains secteurs clés. En matière de politique industrielle, l'AFME favorise le passage du prototype à l'industrialisation. Pour ce faire, elle contribue à la réalisation d'opérations exemplaires chez les utilisateurs, et va jusqu'à

prendre en charge une partie des risques industriels par des subventions ou des prises de participation. Elle agit pour adapter les réglementations aux progrès technologiques. En matière de diffusion des techniques et équipements de maîtrise de l'énergie, l'AFME a un rôle de promotion d'aides à la démonstration (télégestion); à l'investissement (FSGT); à la décision (diagnostics thermiques).

En matière de programmation, l'AFME traduit les objectifs du gouvernement et collabore à la planification énergétique à la fois au niveau national et au niveau des plans énergétiques régionaux. D'un point de vue sectoriel, l'AFME organise ses interventions en quatre directions. Dans l'habitat et le tertiaire, il s'agit de conduire un programme de rénovation thermique pour 23 millions de logements et 3 mil-

lions de locaux tertiaires représentant 40% de la consommation énergétique nationale. Par ailleurs, l'action porte sur les constructions neuves et les matériels de chauffage (réseaux de chaleur, chaudières polycombustibles, pompes à chaleur...). Dans les entreprises industrielles et agricoles, l'AFME agit pour mettre en place des procédés innovants de production, des appareils de service plus performants, une gestion plus rationnelle de l'énergie. Dans les transports, la maîtrise des consommations passe autant par un effort exceptionnel d'innovation et de diffusion des matériels économiques que par des actions visant à améliorer la conduite et l'entretien des véhicules. Dans le secteur des matières premières, il s'agit d'alléger notre facture extérieure: les thèmes prioritaires sont les substances minérales, la filière bois et l'industrie textile.

## POUR QUI TRAVAILLE L'AFME

### Faire ensemble

L'AFME n'est pas un producteur d'énergie qui vend un produit à des consommateurs. Elle assure la mise en œuvre de la politique de maîtrise de l'énergie définie par le gouvernement. Le rôle de sa politique est « faire ensemble »: faire, car il faut qu'un organisme impulse, anime, coordonne. Faire ensemble, car cette politique ne peut réussir que si les acteurs intéressés au problème ne sont pas spectateurs. Les partenaires français de l'Agence sont donc très nombreux, avec lesquels elle traite de façon contractuelle et décent-

ralisée: particuliers, collectivités locales, industriels, centres de recherche, professionnels du bâtiment, écoles, associations, organismes publics, organismes financiers, producteurs d'énergie... L'AFME a également la volonté d'intervenir au niveau international. Les Communautés européennes restent le partenaire privilégié sur le plan institutionnel et réglementaire. Mais l'Agence a la volonté de travailler avec les pays en voie de développement, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ne reste pas un luxe des pays riches.

### Les particuliers

La maîtrise de l'énergie nécessite un profond changement des habitudes et des comportements à la maison, en matière de chauffage, d'isolation, ou dans les modes de transport. L'AFME conduit donc des actions d'information, de sensibilisation de tous les publics. Ainsi, la campagne météo-chauffage permet-elle de retarder de huit jours la date de mise en service des installations de chauffage (économie annuelle 600 000 Tep). De même, le nombre de diagnostics thermiques subventionnés à 70% par l'AFME, et réalisés par des professionnels

avec lesquels elle signe des conventions, devrait s'élever à un million en 1983. Dans le secteur des transports, l'usage de la voiture particulière représente près de 50% de la consommation. L'AFME se tourne du côté des constructeurs avec le programme « véhicule 3 litres » visant à une production en grande série d'un véhicule consommant 3 litres ou 100 kilomètres en 1990. Mais aussi du côté des particuliers en offrant par des centres de conseils subventionnés et labellisés (1 700 en 1982) un service de diagnostic-régie approprié.

### Les collectivités

Le rôle des élus locaux dans la mise en œuvre d'une politique de maîtrise de l'énergie est essentiel à plusieurs titres: pour lancer des politiques exemplaires par des actions sur les équipements (le poste énergie représente 7 à 10% du budget de fonctionnement des communes); pour sensibiliser l'opinion grâce à leur position de relais d'information à l'égard des habitants; pour élaborer un plan énergétique de référence, au niveau régional. L'AFME signe des conventions avec les régions. Elle apporte son soutien technique et financier;

— dans le cadre du FSGT, pour les travaux visant à économiser l'énergie dans les bâtiments publics; — dans le cadre des réseaux de chaleur qui donnent les moyens aux collectivités locales d'utiliser rationnellement l'énergie; — dans le cadre d'opérations pilotes de rénovation thermique, comme cela a déjà été le cas à Metz, Comblanchien-Sainte-Honorine; — dans le cadre d'opérations de promotion d'architecture: programme solaire des villes nouvelles, piscines solaires...

### Les entreprises

L'industrie représente plus de 30% de la consommation d'énergie primaire du pays. Aux PME, l'Agence offre la mise à disposition de réseaux professionnels qualifiés et une aide de 20% à la mise en service de matériels performants innovants (28 000 Tep économisés en 1982). Les grandes entreprises, elle propose la signature de contrats pluri-annuels qui comportent, en échange d'un soutien à l'investissement, la définition d'une véritable politique d'entreprise pour l'énergie: formation, comptabilité énergétique, études et investissements. Quarante contrats ont été signés en 1982, représentant 40 millions de francs d'aide pour un investissement total de 350 millions de francs. Au total, l'économie ou la substitution d'énergie s'élève à 300 000 Tep environ. Parallèlement, l'AFME a poursuivi un soutien très large à la pénétration du charbon dans l'industrie: par exemple, le passage au charbon de la première sucrerie française a déjà convaincu deux autres établissements de s'équiper de chauffoirs au charbon.

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
Journal officiel du 14 mai 1982, décret n° 82 404 portant sur la création de l'AFME.  
• Le Programme à moyen terme de l'AFME, novembre 1982.  
• Le dossier de presse. Conférence de presse du 24 mai 1982.  
• Chez les particuliers: l'énergie à la maison. Informations financières à l'habitat. (Une plaquette pour les particuliers.)  
Par ailleurs, l'AFME a des dossiers sur le solaire, l'habitat, les transports, que des brochures et fiches techniques pour l'industrie.  
Pour tout contact: AFME, Service des relations publiques, 17, rue Louis-Vicat, 75015 Paris.

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef: Roger-Pierre Bonneau, AFME, 17, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. et communication: Hugues Sibille, TEN & Associés, 10 rue Moyet - 75006 Paris. Composition, montage, photographie: Itoliques, 14 rue Vouvenargues - 92100 Nanterre.



## Société

# Violence et violences à l'école

Faut-il que le proviseur d'un lycée meure poignardé par un élève pour que la violence à l'école soit à l'ordre du jour ? La violence, pourtant, l'école en est le lieu ordinaire. Deux rapports de l'inspection générale de l'éducation nationale publiés en 1978 et 1980 en font foi. Dans 82,4 % des lycées d'enseignement professionnel (LEP) des bagarres sont signalées et dans 39 % des collèges. Les bagarres à la porte ? On les signale dans trois LEP sur quatre et un collège sur deux. Les agressions entre les adultes de l'école ? On les trouve dans 43,9 % des collèges et dans 41,2 % des LEP. On pourrait continuer le détail, non sans avoir observé que le phénomène n'est pas tout à fait récent, même s'il s'est amplifié, généralisé, diversifié. Dans le désarroi de l'élève Törless, publié en 1904, Robert L. si décrivait « la vie d'internat [qui] oblige à être toujours le poing prêt à la réplique, à la bagarre ».

Violence entre les élèves. Violence intériorisée ou projetée. Dans 41,3 % des collèges (relais) : dans presque un tiers sur deux des tentatives de suicides d'élèves ont été rapportées. Violence vis-à-vis de l'école : violence exercée par l'école, parce que la communauté éducative demeure un mythe, un paradis introuvable. Le « chahut », vieux comme l'institution scolaire ou presque, est mort. Le désordre, l'agressivité ou l'indifférence ont occupé la place

laissée libre par l'inefficacité de l'autorité et l'échec de l'autodiscipline.

Il arrive que l'acte violent change de nature. Il y a quinze jours, un homme est mort. Un autre, professeur de collège près de Cherbourg, a été blessé par un de ses anciens élèves. L'angoisse, la peur de l'enseignant dans son face-à-face avec ses élèves et le désespoir d'un adolescent qui demande des comptes l'arme à la main se répondent-ils ? Lui ne peut prétendre le savoir. Mais l'angoisse, parfois, s'exprime : une jeune enseignante qui a l'intention de démissionner de l'éducation nationale nous a adressé le témoignage suivant, qu'elle signe d'un pseudonyme. Elle publie aussi le point de vue de M. Edmond Benayoun, secrétaire général du Syndicat national des personnels de l'enseignement secondaire (S.N.P.D.E.S.-FEN), après la mort du proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, qui a succombé à ses blessures après avoir été poignardé par un élève.

« Comprenez qui pourra », avait conclu un chef d'Etat à l'occasion de l'issue tragique d'une relation entre un professeur et l'un de ses élèves. Quand un jeune meurt ou tue, les jeunes n'ont pas toujours raison. Mais les adultes ont toujours raison.

CHARLES VIAL.

## TEMOIGNAGE

# Une envie folle de frapper

Octobre 1982. Dans une banlieue parisienne, c'est un collège comme les autres. Un espace fonctionnel, rigide, transparent. Un établissement sans passé et sans avenir. J'avais été prévenue : ici, les professeurs sont particulièrement durs. Plusieurs professeurs avaient craqué au cours des années précédentes. Je connaissais le milieu social extrêmement défavorisé, j'avais lu les dossiers - accablants - qui désignaient les élèves comme des victimes, comme des enfants de l'échec.

Au cours de divers remplacements, tout au long d'une pratique professionnelle qui durait depuis cinq ans, j'avais eu l'occasion de côtoyer ce qu'il est convenu d'appeler la « zone ». Expériences approchées, déjouées, évitées, oubliées. Je savais et ne voulais pas savoir. Un nouveau lieu, de nouveaux lieux, de nouveaux problèmes : le racket, le vol, de vandalisme, succédant des récits de trafics de drogue, de dangereuses agressions.

## Le chahut organisé

J'allais découvrir la violence organisée. La violence, c'est prendre le risque de la renforcer, d'entrer dans le discours qui la conditionne.

Et comment rendre compte de la violence ? Comment la dire ? La violence : la laisse-t-elle parler ?

On ne peut pas priver le réel pour le distribuer sur du papier. On ne peut pas dire le quotidien, on ne peut pas raconter ce qui n'est pas. Il est impossible de rassembler cette violence sans faire aujourd'hui dans un autre temps, l'impossibilité qui fait donner ma subjectivité qui fait croire un souvenir ou une perception. Je ne retrouve que les lambeaux, que les bribes incomplètes, d'oubli et de manques.

Il y a, devant moi. Une vingtaine de visages chiffonnés.

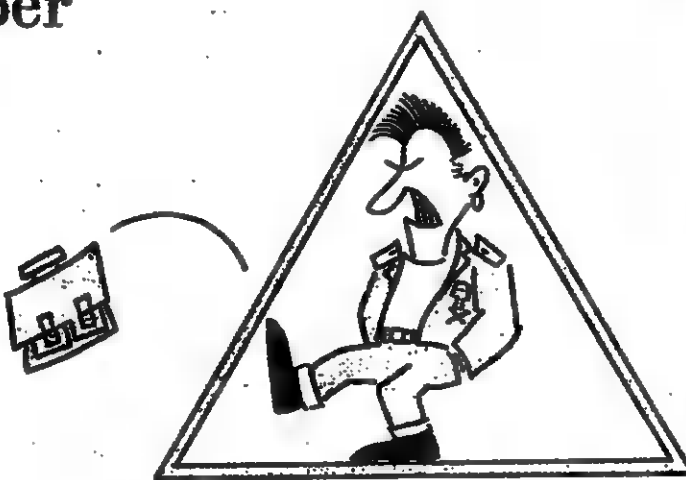
mal lavés, aux cheveux négligés. Les garçons et les filles âgés de quinze à dix-sept ans. Quelques élèves entrent en classe en criant : « On s'en fiche du français ! » Une partie des garçons se regroupent : l'intention d'organiser un chahut. Les filles, en général plus calmes, plus attentives, toujours en face à l'agressivité des garçons.

J'aborde la première heure d'un texte du Butor d'illustrations III, qui a pour titre « Missive mi-vie avec archipel effacé ». J'écris moi-même un texte sur un tableau : « Nous voici donc pour quelques semaines dans les périodes. La mer brille, les vagues poignent les barres. La rampe du dorade échange leurs frémissements. La lumière du phare éveille les tourterelles basses et blanches. Cécile nage. Agents courts, Irène s'élève. Marilide gèle. La direction de Marie-Jo. Ce qui manque : c'est mon sourire. Quant à moi, c'est toujours l'attente et l'incertitude. »

J'ai envie de leur donner le désir de jouer, la musicalité. Je demande qu'ils l'écrivent à voix haute. J'explique les consonnes qui musclent, les voyelles qui colorent, la nécessité de la lecture, sa répétition qui permet au son de la parole de résonner au fil de l'être plus que la signification qu'elle véhicule. Je dis que le langage soit fluide, mouvant, imprévisible, qu'il soit une fonction créative, une fonction libératrice d'angoisse, qu'il soit le plus aidant à vivre, ne l'intéresse absolument pas.

Ils continuent à s'agiter de plus belle. L'un frappe brutalement un autre au plumier. Un autre se lève et lui coule les volets d'un assourdissant. Celui-là me nue, échevelée, semblable à Barbarella. Deux se précipitent pour battre la fille en lui reprochant d'être trop grasse. Mais appels au calme et, par ailleurs, je n'ai plus de voix.

Je les observe, médusée : je lance en l'air quelques



DANGER ECOLE

Dessin de PESSIN.

de position, sans trop y croire moi-même. Ils savent bien que, par lassitude, j'abandonnerai vite la partie. Ils m'insultent pour m'obliger à réagir. « Je vais te claquer la gueule, tu es une pute ! » Toutes leurs injures sont sexuelles, au féminin, bien sûr. J'ai une envie folle de les frapper. J'assiste, impuissante, à leurs méthodes d'intimidation, à leur persécution à l'égard des plus faibles, des garçons fragiles et des filles. Je tentais alors de chasser le regard de n'être plus là tout en étant là, et je pensais : mais c'est la guerre, c'est le retour à l'origine.

Tout au long de ces dernières mois, les incidents, à l'intérieur des classes, des cours de récréation, se sont multipliés. La violence s'est exacerbée. Un exemple parmi tant d'autres : un groupe de quatorze ans a reçu un coup de couteau. Il n'a pas réagi du coupable par peur de représailles.

Pendant les cours, je me sentais en danger physique. S'apercevaient-ils que j'étais là ? Quitter une place derrière le bureau pour aller à la classe, c'était comme si je m'aventurais sur un chemin ennemi.

Je pouvais accepter que la violence soit, chez ces enfants qui ont la mauvaise conscience de notre société, une réaction d'opposition, l'expression du « non »

de la révolte contre l'adulte, une sorte de vertige de la provocation. Mais je me heurtais à leur politique de la loi la plus forte, à leur fascination de la force, à leur fascination de la hiérarchie, de la délation instituée. A leur passivité aussi.

Ils ne sont pas les enfants du refus.

J'ai essayé d'apporter quelques éléments de réflexion et il n'est pas de mon devoir de conclure. Les raisons ne manquent pas aux spécialistes : la déshumanisation des grandes cités, la démission des parents, le laxisme des dirigeants d'établissement, la dévalorisation du corps enseignant, l'influence des médias, la dévalorisation de l'écrit, la pauvreté du langage, la perte des modèles, leur avenir barré.

Ne pas conclure, donc. Et, m'adressant plutôt à mes propres doutes, je reste encore dans cette interrogation : ai-je su comprendre ? Nous étions, eux et moi, dans deux mondes différents, dans deux histoires incompatibles.

C'était peut-être l'autre discours qu'il fallait entendre. Mais ces regards, ces regards du « de l'absence, je ne les oublie jamais ».

MARION LEBRUN.

## Aéronautique

### M. MITTERRAND AU SALON DU BOURGET

# « Pour avoir les moyens de notre défense il faut avoir accès aux marchés étrangers » déclare le chef de l'Etat

François Mitterrand a inauguré, vendredi 27 mai, le trentième salon international de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget, près de Paris (nos éditions du 28 mai).

Interrogé sur le fait que, récemment en 1981 où, précédemment à sa visite, toutes les avions avaient été rachetés par les Etats-Unis, le président de la République a répondu : « Depuis 1981, j'ai pris en compte la réalité française. Nous avons un effort d'indépendance nationale par une défense qui utilise les moyens ; et, pour avoir les moyens, il faut avoir accès à des marchés étrangers ».

Dans un discours prononcé quelques instants auparavant, le chef de l'Etat avait déclaré : « La France est un pays qui s'affirme dans le monde occidental comme une grande puissance aéronautique. Mais elle est talonnée. Cela exige de la part de tous un effort cohérent pour que les pouvoirs publics et les entreprises privées puissent contribuer à la réussite de cet effort collectif pour la présence sur le marché international ».

« L'idée que ce salon est le « salon de la paix », M. Mitterrand a toutefois insisté qu'il fallait « une vigilance » et non un découragement pour que l'effort réussisse, il a invité les pouvoirs publics, les entreprises privées

et les industriels nationaux à s'entendre. Comme il faut le faire, a-t-il précisé, dans d'autres domaines que l'industrie aéronautique.

« La France fait la preuve », a ajouté le chef de l'Etat, « qu'elle peut gagner les grandes batailles économiques modernes », pour continuer à préserver son rang, et même tout faire pour l'améliorer.

## Trente Mirage-2000 pour l'armée de l'air

D'autre part, le ministre de la Défense, Charles Hernu, a signé jeudi 26 mai un contrat de commande pour le compte de l'armée française à la société Dassault-Breguet de trente avions de combat Mirage-2000. Cette commande se répartit en quinze Mirage-2000 N (la version de pénétration à basse altitude pour le tir d'un missile air-sol à moyenne portée ou à nucléaire) et quinze Mirage-2000 destinés à la défense aérienne.

Depuis 1981, dans laquelle les commandes de Mirage-2000 avaient été réduites pour des raisons de restrictions financières, c'est le premier marché d'avions de combat passé par la France au titre de son budget 1983. L'annulation des précédents contrats en 1981 et 1982 avait fait l'objet de l'Assemblée nationale d'une vive opposition entre le gouvernement et l'opposition, qui avait accusé M. Hernu de vouloir baisser la garde de la France pour ce qui était un effort de défense.

## Médecine

# La mort d'une malade après la grève des médecins

M. Albert, de Romagny (Ain), vient de déposer une plainte. X après le décès de sa femme, épouse de M. le malade (le 28 mai). M. Albert estime que la grève des internes et chefs de clinique est, d'une manière ou d'une autre, l'origine de la mort de sa femme.

Agée de trente-huit ans, Christiane Albert souffrait d'importantes lésions cardiaques (1). Elle était suivie depuis plusieurs années par le médecin spécialiste et, récemment, par le docteur Badoux, médecin du Centre hospitalier de Bourg-en-Bresse. En 1981, Christiane Albert était entrée à l'hôpital cardiologique de Lyon. Elle envisageait, une intervention chirurgicale. En définitive, celle-ci n'a pas été pratiquée.

Pourtant l'aggravation de son état était telle que, le 22 janvier 1983, elle était décédée de pratiquer une intervention sur l'une de ses artères (l'insuffisance mitrale) afin de mettre en place une prothèse valvulaire. Un rendez-vous était pris, le 22, pour l'admission dans le service de cardiologie du professeur Jean-Pierre Delahaye (hôpital cardiologique de Lyon). L'intervention devait être pratiquée par le docteur Jacques Villard.

Elle avait prévu pour le 25 mai la clinique du C.H.U. de Lyon (non gréviste) à reporter son intervention. Il s'agit de même, au cours de la grève, pour trente-trois opérations.

Albert avait prévenu le 21 mars par téléphone. Dans les semaines qui suivirent, elle fut hospitalisée à deux reprises à l'hôpital de Bourg-en-Bresse (du 4 au 20 avril et du 22 au 29 avril). Le docteur Badoux explique néanmoins, aujourd'hui, que le motif de son hospitalisation ne correspondait pas à une intervention. En substance, il s'agissait, pour lui, de « palpitations » (troubles du rythme) non d'une décompensation cardiaque de l'insuffisance mitrale. Elle, lors, aucun rendez-vous n'était pris avec les praticiens lyonnais, ces derniers apprenant qu'il y avait quelques jours, de la patiente.

Alors qu'elle sortait le 29 avril, plutôt bien, de l'hôpital

Bourg-en-Bresse, Christiane Albert décédait subitement le 6 mai. « Aucune autopsie n'ayant été pratiquée », souligne le docteur Badoux, on ne peut pas véritablement conclure quant à la cause de cette mort subite. « Ob situer, dans ces conditions le niveau exact de responsabilité ? En d'autres termes, peut-on véritablement démontrer un rapport de cause à effet entre la décision du report de l'intervention et la mort de la malade ?

Pour le docteur Villard, « la grève n'a fait que mettre en lumière un problème chronique : la carence à des effectifs insuffisants dans un hôpital qui a le monopole des interventions chirurgicales cardiovasculaires dans la région ». De la même manière, certains praticiens expliquent, aujourd'hui, que le décès n'est pas le premier survenu au cours de la période - parfois trop longue - qui sépare la décision d'intervenir chirurgicalement de l'intervention elle-même. Le procureur de la République qui a ouvert une enquête indique qu'il ne préjuge pas de la responsabilité de la direction générale des hospices civils de Lyon, pour sa part, d'une enquête. - J.-Y. N.

(1) Notamment d'une affection dégénérative du muscle (cardiomyopathie), d'une insuffisance mitrale et de troubles du rythme.

M. Pierre Guillaumat a été réélu à la présidence de la Ligue française pour le 27 mai, au cours de l'assemblée générale de l'organisation. En 1982, la ligue a recueilli près de 110 millions de francs, plus de 80 millions par des dons, et legs et campagnes nationales.

Les Ateliers de la manifestation, confrontation professionnelle de la ligue et usagers, qui devait avoir lieu le 31 mai (Saône-et-Loire) les 31 mai et 1er juin, a été annulée à cause des inondations. Plus de mille participants attendus et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, devait y assister. Ces Ateliers sont reportés à l'automne prochain.

## POINT DE VUE

par EDMOND BENAYOUN (\*)

André Argouges, proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, agressé par l'un de ses élèves, est mort des suites de ses blessures. C'est la constatation et la stupeur parmi tous ses camarades, chefs d'établissement et censeurs de France.

Loin de nous l'idée de tirer les responsabilités du malheur qui nous frappe, et que l'on sache bien que nous dénonçons par avance toutes les récupérations

# La mort d'un proviseur

ou les exploitations politiques d'un tel événement. Mais il son poste, dans l'exercice d'une fonction qu'il occupait avec un dévouement et un sens du service public dignes de tous les éloges, André Argouges témoigne, et nous tous avec lui, dans la solidarité la plus totale, des difficultés grandissantes du métier de chef d'établissement.

Nous n'avons cessé de le dire ces dernières années, nos établissements scolaires répondent de moins en moins aux aspirations de notre jeunesse et à la mission

éducative que le pays nous en confie. Mais, dans la France d'aujourd'hui, il serait vain d'imaginer que l'école reste un domaine protégé dans une société en mutation et gagnée par une crise tout autant morale qu'économique, et, s'il en était ainsi, ce serait la preuve que l'école serait coupée de la vie, ce qui n'est pas le cas pour personne.

Secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.-FEN).

Le CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDE DE LANGUES (C.I.E.L.) de la Chambre d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin, 4, quai Kléber - Immeuble « La Concorde » - 67066 STRASBOURG CEDEX Téléphone : (03) 22-02-13 - organise UN COURS D'ALLEMAND COMMERCIAL du 8 au 18 juin 1983











## La répartition du temps de parole entre partis politiques et syndicats

■ **Horomis** : période du 11 février au 11 mars correspondant à la campagne électorale des élections municipales — qui a lieu un dimanche particulier. — ces temps de parole se répartissent de la manière suivante :

Les interventions ■ organisations syndicales ■ professionnelles sur les ■ chaînes ■ télévision durant ce premier trimestre s'élèvent à un total de 1 h ■ min. ■ pour la C.G.T., 1 h 44 min. ■ pour la C.F.D.T., ■ min. ■ pour F.O., ■ min. pour la C.F.T.C., 1 h 45 min. pour la C.G.C. 5 min. 47 ■ pour la FEN, ■ h 25 min. 35 sec. pour le C.N.P.F., ■ min. 35 sec. pour la F.N.S.E.A. Sur France-inter 40 min. 10 sec. pour la C.G.T., ■ min. 10 sec. pour la C.F.D.T., 1 h 4 min. 35 sec. pour F.O., 1 h 11 min. 50 sec. pour les ■ organisations syndicales ■ 24 min. 10 sec. pour ■ -organisations professionnelles ■.

Membres du gouvernement intervenus en qualité de témoins		P.S., P.C. M.R.Q.	U.D.F. P.R.P.
TF 1 .....	20 min., 22 sec.	1 h 30 m 46 s	1 h 44 m 34 s
A 2 .....	29 min., 12 sec.	1 h 3 m 36 s	1 h 26 m 16 s
FR 3 .....	4 min., 7 sec.	14 m 32 s	21 m 32 s
<b>TOTAL</b> .....	<b>53 min., 41 sec.</b>	<b>1 h 48 m 54 s</b>	<b>1 h 32 m 22 s</b>

(1) Le 12 février 1994

● ■ C.F.T.C. s'élève, pour ■  
part, ■ un communiqué publié  
vendredi 27 mai, ■ le ■  
date ■ l'information sociale. ■  
Le C.G.T. s'est exprimé durant deux  
heures cinquante minutes, soit  
vingt-huit fois plus que la  
C.F.T.C.; la C.F.D.T. durant  
une quarante-quatre minutes, soit  
dix-sept fois plus que la C.F.T.C.  
La C.F.T.C. ■ la partialité  
injustifiable de l'information  
sociale ■ pays. Au  
où ■ annonce les élections à  
Sécurité sociale, qui auront lieu le

**1<sup>er</sup> octobre, le C.F.T.C. demande solennellement à la Haute Autorité et aux responsables de radio et télévision qu'ils entendent faire respecter le pluralisme syndical dans l'information.**

Pour apprécier cette réaction, rappelons qu'aux dernières élections prud'homales les résultats obtenus montraient que la C.F.T.C. faisait à peu près le quart des voix obtenues par la C.G.T. et le tiers des voix obtenues par la C.F.D.T.

Le décret précisant... modalités du droit de réponse à la radio... la télévision, prévu par la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982... par, vendredi 27 mai, est... Journal officiel. Ce... prévoit, notamment, que... réponse adressée au plus... huit jours après l'émission incriminée doit être diffusée... un délai... jours après l'émission. La durée totale du... pourra excéder... lignes dactylographiées ou deux minutes. Il devra être lu par un collaborateur... l'entreprise de communication audiovisuelle.

Le décret précise que la Haute Autorité devra être informée par les organismes de radio et de télévision des demandes qu'ils reçoivent. Rappelons qu'ils bénéficient du droit de réponse, les personnes physiques et morales, y compris les sociétés commerciales, qu'il s'applique également aux stations périphériques.

**M. JEAN**  
**DIRECTEUR DES PROGRAMMES**

M. Jean Garetto, qui était chargé depuis octobre dernier d'étudier la réforme de France-Inter, a été nommé, vendredi 27 mai, directeur des programmes de la chaîne par M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France. Il aura pour adjoint

La nouvelle équipe ■ direction de France-Inter ■ en fonction le 1<sup>er</sup> juillet, mais la nouvelle grille ■ programmes ne sera ■ que le ■ septembre.

Après les arrêts de **France 1** qui ont marqué la semaine à **Radio France** et **Antenne-2**, la **chaîne** **France 3** se situe public et audiovisuel **France 3** gagner maintenant **FR 3**. En effet, l'ensemble des représentants du personnel a adressé une déclaration **France 3** à **M. André Holleaux**, président de la chaîne, **France 3** laquelle ils estiment que « la confiance n'existe plus » au sein de **F.R. 3**.

Les représentants du personnel reprochent à la direction son manque de réactivité dans la mise en place de structures régionales, la politique des investissements et la politique de recrutement. Ils s'inquiètent d'autre part du retard dans la publication du budget 1992 et de l'absence de débats au sein des instances représentatives du personnel. Ils estiment enfin que leur devoir est de prévenir les personnels et les autorités compétentes (ministère de tutelle et Haute Autorité) des dangers que fût couru une telle situation et de tels comportements sur l'avenir même du F 3 dans le cadre du service public.

**DIRECTEUR DES PROGRAMMES DE FRANCE-INTER**

M. **Garetto**, qui était chargé depuis octobre dernier d'étudier la réforme de France-Inter, a été nommé, vendredi 27 mai, directeur programmes de la chaîne **Radio-France**. Il aura pour adjoint **M. Jean-Noël Jeanneney**, P.-D.G. de **Radio-France**.

[Né le 20 février 1930, à Rome, Jean Carretto après des débuts à la RAI, entre à la radiodiffusion française dès 1953. En équipe avec Pierre Codou, démissionne et est remplacé l'année de FIP par de la musique émission « L'oreille en coin ».

La nouvelle équipe ■ direction de France-Inter ■ en fonction le 1<sup>er</sup> juillet, mais la nouvelle grille ■ programmes ne sera ■ que le ■ septembre.

## VENTE RECORD A NEW-YORK

Un na déjà célèbre : Havemeyer, de son prénom Henry, qui, avec son épouse, dota le Metropolitan Museum de New-York de 1 972 œuvres d'art choisies en différents domaines, de l'Extrême-Orient, spécialité d'Henry aux tableaux anciens, Bronzino, Rembrandt, Goya, Greco contemporains d'alors, autrement dit les impressionnistes, coquilles et amour de Louise, épouse à la main heureuse, conseillée par Mary Cassatt, peintre avec qui elle entretint une amitié de jeu- toujours.

**Dans la nuit de New-York, chez Sotheby's,**  
**■ 13 mai dernier, la mondanité se mêlait au snobisme,**  
**l'excitation de l'amateur contredisait celle de l'argent**  
**et l'appétit des musées américains**  
**■ des innombrables fondations**  
**de ce pays parsemées de l'Atlantique au Pacifique,**  
**une fois de plus n'a guère trouvé de contre-poids**  
**parmi les musées ou les amateurs européens.**

**Le dollar triomphant au change**  
**fait désormais monter la valeur réelle des enchères,**  
**à tel point qu'il est inutile de songer**  
**à enchérir en se sentant battu d'avance. Mais quel est**  
**le nom qui se fait surgir tant de ramous et tant d'envies.**

pour 35 000 dollars. Le Balcon figure magnifiquement au Jeu de paume américain et est même au scandale provoqué par les lois de Caillebotte, exposé en 1984. On le voit aujourd'hui à l'exposition Manet au Grand Palais en compagnie du Bal masqué de l'Opéra, prêtée par le National Gallery de Washington.

La **Parade de l'impressionnisme** ? Eh oui, quand il s'agit de la passion et de la **véritable** amour de deux figures liées l'une à l'autre : l'amateur et le marchand envoies quelques leçons au musée de l'art moderne, prend l'air d'un homme sérieux. Diabole ! L'année suivante, les achats de Mrs. Havermayr, lui souvenir se perpétue non **pas** **seulement** par ce qu'ils ont **donné** au Metropolitan de New-York mais encore plus par le **raisonnement** d'une **collection** de **tableaux** dont le total s'élève à 16 800 000 **dollars** pour seize tableaux (124-320 000 francs français) (2). Malgré l'excitation, la mondanité, les **réceptions** et les **salons** de la **mode** **parisienne** par le monde **des** **riches**, et peut-être aussi le **lourd**... les estimations **du** **luxe** **culbute**.

Laissons à ces valse-dollarisées, leur sens échappant à toute analyse et perdant de ce sens la signification de valeur réelle. Attacher un prix à ces œuvres d'art devient non-sens.

## Il souriait, Renouir

Les rois du pétrole ou de je ne  
sais quelle autre industrie peuvent  
bien se disputer un pastel.

(48 cm x 60 cm), ils se réconcilient au fin de compte à 740 000 dollars (276 000 francs), qu'importe l'encheître finale puisque les deux compères s'entendront pour présenter l'œuvre au public à leurs propres musées ou fondations. Dès ce moment l'objet devient sans prix et en principe - ou moins - serait le France - non commercialisable. Le musée apparaît comme accordant la valeur la plus haute à une œuvre d'art, repré- une préférence le

commerce est libre de ses frontières. On ne peut que souhaiter que cette règle d'or des musées de France devienne une réalité aux U.S.A.

Sothbey's exhibe, ça et là, les prix records mondiaux sur tel Degas (37 cm), tel Corot - 171.000 de 1870 (37 cm x 37 cm), - dont les figures n'ont jamais guère prises jusqu'à y a peu et dont se révèle une sorte de candeur qui doit tant soit peu à l'esthétique de la première Renaissance italienne. Record mondial pour un Corot, nous dit-on. Au milieu de tous ces records il n'y a que les primes d'assurance qui en sont la conséquence. Mais si vous avez écrit à l'éditeur de la collection, vous avez vu quelques uns des œuvres que Mrs Havemeyer a abandonnées à la ville de New York. C'est l'œuvre d'amour à ses petits-enfants, il faut dire subjectivement choisis. Et pourquoi ne pas mettre la main sur les *Manet* ? Un *Manet* se vend, avant-dernier, un beau *Manet* de 1883, qui est une figure et des fleurs, une chair vivante et une mortelle à travers une transparence : nous sommes là dans un monde où la représentation florale est généralement décorative. (Monnoyer) ou trop signifié (Famin-Laurou). Le laisser-aller dans la vie est le plus difficile à rendre, *Manet* le dépasse et va presque en mourir (1.540.000 dollars = 1.596.000 Francs).

Une autre peinture qu'on s'imagine spontanément, qu'elle serait le simple vouloir ouvrir une voie à une peinture proche d'aujourd'hui, les *Glaciers* de Bennevoise, de Claude Monet (65 cm x 100 cm) est à nos yeux une réussite éblouissante de lumière irisée, une sorte de révélation, d'illumination. C'est comme si les ancrages du chef-d'œuvre ont été trois fois moins élevés que celles accordées à la *Zaan* de Zwaardem (46 cm x 66 cm) : 650 000 dollars, contre 1 500 000 dollars. Ce dernier tableau, un peu bouché par sa composition, datant de 1871, aurait pu servir de Bennevoise, c'est des *Glaciers* de Bennevoise, c'est le contraire qui eût lieu. Comprenez qu'un tableau à l'aujourd'hui, datant de dix ans, peut, même si le trio est déjà un événement.

Deux œuvres de Degas - le **Café-Concert : la chanson du chien** et **l'Atteinte**, déjà citée, ont réalisé le sommet de la pyramide : un total de 11 millions de francs actuels. Bien sûr une exécution remarquable, un rendu de lumière fantastique : des bœcs de lumière ne font-il pas noter que ces prix ahurissants sont dus pour une bonne part à l'optique de l'anecdote et à la mode dite **« Glagors Betmeccort »**, bien que plus froids, sont beaucoup plus enchanteurs.

Ne peut-on s'interroger sur l'effacement qu'aurait produit un tel argent sur les auteurs des œuvres ? Pour certains, l'absourdissement peut-être, — éclat — pour Degas, un sourire béat pour Renoir, une mélancholie pour Sisley, mais pour Monet, qui avait — — — suicider par désespoir d'incompréhension — — — peinture à moins de trente ans, ne paraît-ce pas, pour celui qui représente le bain, une œuvre de conscience picturale, une seconde tentative de suicide ? Car, que faire de tous ces dollars, ston agrandir d'immensément l'admirable jardin de Giverny ? Si l'aveugement du suicide peut provenir d'un manque d'argent, il peut — s'abattre grâce à la surplussance illusoire de l'argent... — — — défaite.

**PIERRE GRANVILLE.**

(1) Cf. La thèse de France, Weitzmann, éclaircir sur la formation de la Collection Havemann.

(2) Les frais, se montant à 10 %, sont compris dans les chiffres énoncés, calculés sur la base de 7,40 F le dollar, déjà dépassé.

(3) Voir le Monde du 25 mai.

« ROCK AND TORAH »  
de Marc-André Grynbaum

**Rock and Torah** marque la timide entrée dans le cinéma français d'un amour juif d'assez bonne mémoire, un peu dans la posture de son cousin germano new-yorkais. Mais nous restons encore proches des rives de la Méditerranée, tout flak en chaussons, l'impertinence ne ferait pas de mal à une mouche. Parfois le cinéaste tape dans le mille, un plus drôle, comme ça bougeait mis en boîte pour sa laideur, qui prouverait s'il en était besoin que les enfants d'Abraham ont de jour s'égarer du côté de Saint-Fleur et d'Amélie.

De rois, il est à peine question, simple introduction au show biz, dont l'obscession a envahi toutes les consciences. Les anciens marchands de **»** américains ayant créé le grand Hollywood, pourquoi, de la rue du Sentier, un nouveau David O'Selznick ne partirait-il pas un jour à la conquête de la fortune ? Le ministre de la culture a financé cet apologue qui braudait à prouver, avec entrain et bonasserie, que l'argent ne fait nullement le malheur.

L. M.

■ Le musée du Louvre, fermé depuis le 25 mai à la suite d'une grève des gardiens, est à nouveau ouvert. En revanche, le Grand Palais est fermé pour une durée indéterminée à la suite d'une grève déclenchée le 27 mai à l'appel du syndicat FO des personnels de surveillance. Ainsi que le Centre Georges Pompidou fermé depuis le 27 mai, après un conflit entre les sociétés de nettoyage et leurs personnels.

Au cours de la série de représentations prévues  
 pour le rentrée au Théâtre Présent,  
 en mémoires classiques, la  
 Compagnie Théâtrale 2000  
 présente, dans une mise en scène  
 de Guillaume HASSON  
**GEORGE DANDIN**, de Molière  
 Les vendredis 3, mardi 7  
 et vendredi 10 juin, à 14 h 30  
 Tous les professeurs de lettres sont  
 invités, gratuitement, et à spectacle  
 qui pourra, ensuite, être le mercredi,  
 être présentés dans leur établissement.  
 Réservations et renseignements :  
 SOPHIE RICHARD, 340-00-85  
**THÉÂTRE PRÉSENT**  
 211, av. Jean-Jacques, 75019 PARIS  
 Tél. : 203-02-55

**Elève de Vlado PERLEMUTER, avec lequel il poursuit les intégrales CHOPIN et RAVEL, le pianiste Daniel GOURDON donne un récital CHOPIN le 29 mai 1983. (20 h 30 - SALLE GAVEAU J.-M. FOURNIER Productions.)**

.....

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

GAÏA FILMS et FILMS d'Industrie

ISABELLE HUPPÉ HANNA SCHYGULLA  
MARCELLO MASTROIANNI

# l'Histoire de Pierra

un film de  
MARCO FERRERI

**CANNES 83**  
**Hanna Schygulla**  
**PRIX D'INTERPRÉTATION**  
**FÉMININE**

ISABELLE HUPPÉ HANNA SCHYGULLA MARCELLO MASTROIANNI dans le rôle du père de Pierra  
"Un film de MARCO FERRERI avec ANGELO INFANTE DANIEL LUYER BETINA GRIENKE dans le rôle de Pierra enfant  
Musique écrite et dirigée de concert de Peter Dinklage et Daniel Barenboim. Chorégraphie: André Anouilh pour la scène musicale  
Séquences chorégraphiques de PIERA DANCY SPECIAL DANCE MARINA MARCO FERRERI Directeur de la photo BRUNO CAILLONNET  
Montage: ANNE MARTELLE Réalisation: MARCO FERRERI

Édition: Gaïa Films

INTÉRIEUR AUX MOINS DE 12 ANS

Page 18 — Le Monde ■ Dimanche 29 ■ lundi 30 mai 1993...

هكذا من الأصل







# France / Paris-région

GUSTAVE EIFFEL

## L'homme qui y croyait dur comme fer

Gustave Eiffel gardait ses archives, données par sa famille à l'Etat, au palais de Tokyo.

« Vertigineusement ridicule », Eiffel ? C'est plutôt la proposition d'un architecte, peintre, sculpteur, et passionné de la beauté jusqu'ici intacte à Paris, qui a rapidement connu les riges du ridicule et d'un univers désolé.

Ceux qui demandaient à M. Alphand : « La Ville de Paris allait s'associer plus longtemps aux baroques, mercantiles, imaginations d'un constructeur machines », ceux qui décrivaient : « noire et gigantesque d'usine, écrasant », ceux qui humiliaient, ceux qui architecturaient rapetissés, et pendant vingt ans, allongée sur la ville, l'ombre odieuse de l'odieuse colonne de la tour Eiffel, furent pour leurs frais.

La décision prise depuis un an ; le chantier commencé depuis un mois. Le ministre Loo-kroy ne se démonta pas : trop tard, fit-il répondre, digne et ironique, demandant qu'on fasse figurer « si belle et si noble prose dans les vitrines de l'exposition » elle « pourra manquer d'attirer la foule et peut-être l'étonner ».

L'odieuse colonne de la tour Eiffel, bientôt centenaire. Construite en moins de deux ans pour l'Expo de 1889, elle a été aussi le clou des suivantes (1900 à 1937). Et l'on envisage, pour 1989, de s'éloigner d'elle qu'on imagine les pires contorsions urbanistiques (quais flottants, esplanade enjambant le boulevard périphérique) pour créer des terrains « qui n'existent plus dans les plans ».

Paris a changé, la tour a res- et elle a des amplitudes de Chaillet, construit en 1937 à la place de l'exotisme petit-bourgeois du Trocadéro, n'aurait pas cette ouverture s'il n'agissait de mieux montrer... la tour.

L'odieuse colonne a plu toujours. Et on peut lire la réponse à Gustave Eiffel aux insultes, tracée sur les pages d'un cahier d'écolier dans l'exposition qui vient d'ouvrir au palais de Tokyo. Le musée d'Orsay (en construction) y présente une partie du fonds donné à l'Etat en 1981 par les descendants de l'ingénieur et architecte par son arrière-petite-fille, Solange Granet.

Ce sont ses archives personnelles, de l'entreprise de Levallois-Perret ayant été dispersées, partiellement perdues. Leur intérêt tient à la personnalité de Gustave Eiffel et à la conscience très ordonnée qu'il



avait de l'importance de son œuvre, un goût un peu maniaque de son propre gloire dont témoigne la collection de portraits, de bustes, d'effigies et de caricatures.

Ou encore de cartes de visites, bouton contemporain où l'on trouve Charles Garnier, Formigé (l'homme du métro aérien) et Poitineau (celui de la ferme métallique du même nom), Edouard Detaille (le peintre des batailles) et un certain Alfred Dreyfus, capitaine d'artillerie, Nadar, Bartholdi, le sculpteur du lion de Belfort et de la statue de la Liberté, qui ne tiendrait pas haut la flamme dans les vents océaniques si Eiffel n'en avait tracé et calculé la charpente.

### La visite de M. Buffalo Bill

L'exposition ne prétend pas offrir une monographie sur Eiffel, ni même sur la tour (on aura tout à l'occasion du centenaire). Elle est simplement une malle du grenier familial et présente quelques aspects de la personnalité et de l'œuvre de Gustave Eiffel, continuée par ses siens puisque c'est son gendre, l'architecte André Granet, qui aménagea le premier étage en 1937 (il vient d'être détruit) et qui organisa les jeux d'eau et de lumière de la fête.

On y mesure les relations d'affection passionnée qui unissaient l'ingénieur à sa fille aînée Claire et la condition qu'il mit à son mariage : que le ménage par-

tagelât l'indivisible de la rue Rabelais, comme l'admiration de ses contemporains (la plupart des signataires célèbres de la protestation le regretteront ensuite).

Le livre d'or de la tour, ouvert par le paraphe du futur Edouard VII, de Bill et Hiro Hito, des princes russes et des poètes en sarsnet, et l'hommage enthousiaste de l'Américain au Français, on pourra entendre des enregistrements sur cylindres, offerts par l'Américain au Français. Plus loin, les débordements graphiques et lyriques inspirés par la tour : calligramme en caractères cyrilliques, ou cette Ode en 300 vers à la tour de 300 mètres, et le recueil de chansons et de danses inspirées par la ballerine de fer où l'on trouve même une symphonie : « Les travailleurs du fer » (allégo) ; « tumulte et trouble chez les ouvriers » (allégo) ; « mouvement ».

Des objets en fer de tour (lancettes, ciseaux, jeux, fioles) complètent les documents « sérieux » : projets successifs, journaux de chantier, le livre de bord en images, véritable reportage de la construction, un certain nombre de photos inédites, des colonnes fondations aux volutes des ouvriers.

On ne verra pas les quinze mille pièces dessinées une à une, dont la position était cotée au dixième de millimètre près, les deux millions cent mille rivets, les sept mille tonnes de fer assemblées en dentelle, belle comme une équerre ; un chantier si bien prévu qu'il n'y eut aucun

mort, comme raconte François Poncet : « un des rares morts, un complet », Eiffel, magicien du fer » (1939).

Car il est curieux de constater qu'un homme aussi riche, qui a donné lieu à si peu d'ouvrages, qu'il n'y a pas déjà un musée Eiffel. La tour n'était que le coup de bravoure d'un « petit homme de cinquante-quatre ans, tassé, des jambes courtes, les épaules à peine voûtées, le poids d'une méditation fabuleuse », comme le décrit Poncet, qui reprenait « le vieux rêve, dépasser la mesure par l'artifice de l'intelligence ».

Le bonhomme Eiffel avait des idées d'autres prouesses : des ponts, à Bordeaux, puis à Espagnac, au Portugal, en Amérique du Sud, à kilomètres de distance. Au fer, la traversée du Canal Central, le fameux viaduc de Garabit, plus grand, plus beau que celui de Maria-Pia, sur le Douro.

On dit que François s'intéressait peu à la culture technique. C'est vrai, et quand il exalte les beautés de la beauté pure. Qui a visité le pont-canal de Briare, sorti plus tard des ateliers de Levallois-Perret, les marins d'eau douce britanniques ?

Il ne se sont pas les indigentes et confuses propositions aux visiteurs de la tour (moyennant un droit d'entrée supplémentaire) du nouvel aménagement du premier étage, ni le film prétentieux et insipide (muet et musical pour franchir la barrière des langues) qui combleront le vide ou attiseront la curiosité sur l'épopée des ingénieurs du fer.

L'art n'a supposé dans les musées : Eiffel est un objet, à la fois grandiose et pittoresque. Elle réunit pourtant les éléments d'une pédagogie de la construction qui manque cruellement.

« Est-ce que, les véritables conditions de la force sont toujours conformes aux conditions secrètes de l'harmonie ? », interroge Eiffel dans un entretien accordé à Temps, en réponse aux protestations : « Le premier principe de l'esthétique architecturale est que les lignes essentielles d'un monument soient déterminées par la parfaite appropriation à sa destination », affirmait-il cinquante ans avant le mot moderne. « Or, de quelle condition d'âge et à tenir compte ? De la résistance au vent. Et il expliquait le calcul des courbes, les vides ménagés dans les mâtures avec le « conseil secret de ne pas livrer inutilement aux vents des ouvrages des surfaces dangereuses pour la stabilité de l'édifice... » Le lancé aux vents et à la pesanteur résistait aussi aux calamités.

MICHELLE CHAMPENOIS.

★ Musée des Arts et Métiers, Palais de Tokyo, du Président-Wilson, Paris-16. Fermé le mardi, gratuit le mercredi. Jusqu'au 10 octobre.

### PARIS EN VISITES

LUNDI 30 MAI  
Quartier de Saint-Germain-des-Près, 18 h, façade de l'église (Caisse nationale des monuments historiques).  
Chez un réparateur de cristal, 15 h, 34, quai de Jemmapes (Approche de l'art).  
Cœur de Paris, 14 h 30, 65, rue de Rivoli (Paris autrefois).  
MARDI 31 MAI  
Manufacture des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (Caisse nationale des monuments historiques).  
Musée de la Ville de Paris, 15 h, 15, rue de la Harpe (Les Flamand).  
Palais de justice, 15 h, grille du Palais (Paris et son histoire).

### CONFÉRENCES

LUNDI 30 MAI  
14 h 45, 23, quai de Conti, H. Guillemin : « Tendances actuelles de l'économie » (Académie des sciences morales et politiques).  
MARDI 31 MAI  
14 h 30, 2, place du Palais-Royal, J.E. Perrin : « Les faïences fines » (L'œuvre des antiquaires).  
19 h 30, 5, Larchère, P. Poulin : « Art et civilisation de la Grèce » (Nouvelle Académie).  
19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachard, H. Biondi : « Chaire Teilhard de Chardin » (Université populaire de Paris).

**OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION**

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne) LE MARDI 31 MAI 1983 à 14 heures

**UNE MAISON située au PLESSIS-CHENET**

Cotisation : COUDRAY-MONTCEAUX (Seine-et-Marne) 15, rue de Paris 77100 Evry

Conservation indispensable pour cashier.

Me Truxillo et Akoun, avocats associés, 11, boulevard de l'Europe à Evry (079-39-45).

### MÉTÉO

## Les oracles sont fatigués

Bulletin de 6 heures : « Comme hier et avant-hier, comme demain et après-demain, hallebardes sur l'ensemble du territoire... » Il est un endroit au Paraguay, à la frontière du Brésil, où le rio Parana se disperse en plus d'une vingtaine de bras, où il pleut sans arrêt. Depuis toujours...

Heureux pays qui vit dans la douceur de son climat ; où les parades de campagne et les meetings politiques, les mariages et les processions des corps constitués sont inégalement détrempés. « Jamais un poil de sac », la devise. Les services de la météo mènent une existence tranquille et n'ont d'autres occupations que de remplacer les pluviomètres qui, sous les tentes, rouillent rapidement.

En but à des précipitations et à des températures hors d'échelle avec ce que nos paysages à éclosion tempérée peuvent supporter, nos oracles perdent plus dans quel sens retourner la page du livre de la météo. Leur a été acquiesce de haute lutte, l'homme risqué, ou frileux, souvent injuste et prompt à faire des pronostics.

Prudence, ne pas trop s'engager dans des prévisions sautes d'écarts, plutôt, rigoler un coup pour faire passer la pluie.

Les gens de la terre ou de la mer, ceux qui se placent de genre de contrariété, de désastre, ont appris à attendre et à lire des prévisions : elles leur sont servies comme une éducation ou un coup de poignard. Le citoyen qui ne réagit rien, qui mangé son porridge au jour le jour et se croit protégé sous l'arc magique de la cité, est un personnage plus ombreux avec le mauvais temps, un client plus résigné.

Il convient de dire qu'on s'est longtemps moqué de lui et qu'il est encore jeune dans l'art de prendre au sérieux des informations qui, pourtant, vont lui coller au corps durant toute la journée.

Les premières véritables approximations du temps futur, celui de lendemain, seront mises en questions durant la première semaine mondiale, au moment de ces réjouissances d'armes dans lesquelles les États-majors faisaient donner du gaz pour en terminer plus rapidement avec l'adversaire. Il ne s'agit pas de qu'un vent rabattant aille vous coince vos propres premières lignes. On s'était mis à

étudier sérieusement les pérégrinations des nuages. On ne s'arrêtera plus.

Aujourd'hui, une formidable mécanique s'agit partout dans le monde pour racheter et désosser les courants d'air qui nous défilent. Les résultats sont de plus en plus fins ; les améliorations seront lentes et minimes. Le grand public assure tout, informé heure après heure s'il le souhaite. Il avait pourtant fallu attendre longtemps avant qu'on le mette dans la confidence, et condamnait à lui faire savoir ce qu'il passait exactement au-dessus de sa tête.

Aux alentours des années 80, la Météorologie nationale avait laissé de son côté les chroniqueurs de radios périphériques dont l'un, Albert Simon, amusera beaucoup le monde en servant de faire-valoir à la gossie de présentateurs qui ne pouvaient pas se vanter de ne pas croire un traître mot aux prévisions avancées par la météo. Le bon peuple suivait, misant sur le contraire de ce qui avait été annoncé... Ce n'est que beaucoup plus tard que l'O.R.T.F. se rendra compte de la ridicule à ne pas informer ses auditeurs, et admettra à l'antenne des professionnels tout expresse dépechés du sanctuaire de l'avenue Rapp (1).

Aujourd'hui, les journalistes sans honte se sont emparés de la rubrique et s'expliquent sur le sujet avec application, même si traîne parfois dans leurs commentaires ce ton gouailleux que seuls les Britanniques (« L'été, l'été, l'été en Angleterre, si peu d'un été, si peu d'un été... ») savent porter au rang du sacré.

Brouille. On sait aujourd'hui, en France, traiter sérieusement du temps et poser les bonnes questions, comme ce M. Alain Gilton-Pérez, qui, dans son billet « Météo, météo » du Journal Libération, nous dit que le 10 mai 1981 il faisait 18 à 20° avec des orages, le 10 mai 1982, 9° maximum à Paris, et le 10 mai 1983, 3 à 5° selon les régions, se demandait récemment : « L'inquiétude me ronge, le spleen me gèle, ma dépression permanente s'accroît : et si le 10 mai 1981 avait correspondu à un changement drastique d'atmosphère ? »

« Atmosphère ? »

JEAN-PIERRE QUELIN.

(1) Siège de la Météorologie nationale.

## Week-end d'un chineur

Portes ouvertes au Carré-Rive gauche pour les « Cinq jours de l'objet extraordinaire », un musée vivant où l'on peut tout acheter chez les meilleurs spécialistes, du quai Voltaire à la rue de l'Université, entre les rues du Bac et des Saints-Pères, en flânant par les rues de Lille, de Beaune et de Vercueil. Étonnante promenade à travers les siècles, où l'objet mis en vedette est, cette année, valorisé par un effort de décoration. De l'archéologie aux curiosités de chaque vitrine, les meubles classiques, les faïences, les émaux, les œuvres d'art d'Extrême-Orient, sont fortement représentés, sans oublier la statuaire Haute-Époque, les objets populaires et le mobilier du XVIIIe, qui connaît actuellement une grande vogue. (Jusqu'au lundi 30 mai de 11 h à 22 h.)

La brocante tend à s'émouvoir la Bastille où elle tient salon jusqu'au 5 juin (de 12 h à 20 h tous les jours de 10 h à 20 h samedi-dimanche). Meubles et objets authentifiés par experts...

A Senlis, dans vos romans de l'église Saint-Pierre, récemment restaurée, trente antiquaires présentent « marchandise » sous contrôle d'experts. Les visiteurs peuvent demander une estimation de leurs propres antiquités, formule originale qui peut favoriser les transactions. (Jusqu'au 5 juin.)

Parmi les ventes aux enchères de ce dimanche 29 mai : tableaux modernes et barbiens à Barbizon, bien sûr, ainsi qu'à Houffleur où prédominent les peintures de l'estuaire (de la Seine). Ventes de mobiliers classiques et d'objets d'art à Fontainebleau, Orléans et Versailles (Palais des congrès).

LOTTO		TIRAGE N°21	
		DU 26 MAI 1983	
6	8	11	32
35	38		
12			
GAGNANTS			
6 BONS	12	1 097 047,80 F	
5 BONS	62	126 582,40 F	
5 BONS	2 776	9 099,90 F	
4 BONS	125 833	156,90 F	
3 BONS	2 580 688	11,00 F	
PROCHAIN TIRAGE LE 1 <sup>er</sup> JUIN 1983			
VALIDATION JUSQU'AU 31 MAI 1983 APRES-MIDI			

**ERRATUM**

Dans la publicité « Être pour la Paix », parue dans nos éditions datées du 28 mai en page 8, ont été omis les signataires suivants :

Michèle Bonnechère (maître assistant en Droit)

André Belleville (syndicaliste enseignant)

d'autre part, il fallait lire :

Henri Cusco (peintre) au lieu de Cuero et

M<sup>me</sup> Edmond Michelet au lieu de M<sup>me</sup> Edmond Michelin.



CARNET

Décès

M. Jean LHOSPÉD

Nous apprenons le décès de M. Jean LHOSPÉD, ancien sénateur de la Nièvre, survenu le mercredi 25 mai, au centre hospitalier de Nevers.

[Né le 11 février 1900 à Préguin-le-Bois (Nièvre), Jean Lhospéd, instituteur, puis directeur d'école, fut mobilisé en 1939 comme pilote de chasse. Résistant actif au sein du mouvement Libération-Nord, il eut des contacts en 1942 comme directeur et rédacteur en chef de l'organe de la résistance nièvre, « la Nièvre Libre ».

En 1944, membre du comité de libération, il s'occupa de la direction du « Journal du Centre » - destiné à remplacer « Paris-Centre » - responsabilité qu'il occupa jusqu'en 1971. En septembre 1971, à l'occasion d'une tournée rendue nécessaire par l'élection de l'Assemblée nationale, en vertu de la même année, de M. Daniel Bénédict, actuel secrétaire d'Etat, Jean Lhospéd (P.S.) n'eut pas sollicité le renouvellement de son mandat en septembre 1974.]

M. Roger Talah, M. et M<sup>me</sup> Jacques Ullmann, M. et M<sup>me</sup> Maurice Brull, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Sa sœur M<sup>me</sup> S. Benmussa, Les familles Brull et Smadja, ont le regret de faire part du décès de M<sup>me</sup> Samuel BRULL, née Idette Smadja, croix de guerre 1939-1945, le 26 mai 1983 dans sa quatre-vingt-huitième année. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Marcel MEHL, géographe honoraire du ministère des relations extérieures, chevalier de la Légion d'honneur, palmes académiques, survenu le 22 mai 1983 à l'âge de soixante-neuf ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le lundi 30 mai 1983, à 10 heures, en l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>, 53, rue Berzée, 75017 Paris.

MÉTÉO

Évolution probable du temps en France entre le samedi 28 mai à 0 h et le dimanche 29 mai à minuit.

La dépression de la mer du Nord dirige toujours sur le nord-est de la France des masses d'air frais, humide et instable. Cette dépression se déplace très lentement vers le nord-est ; de l'air instable et humide se dirige également vers le sud-ouest du pays. Dimanche matin, de la Manche orientale à la Bourgogne, au Jura et à l'Alsace, le ciel sera très nuageux à couvert avec quelques petites ondées locales, mais dans la journée le soleil fera quelques petites apparitions et les précipitations ne seront plus significatives. Sur les autres régions, après la dissipation rapide de bancs de brume ou de brouillard, les périodes ensoleillées prédomineront ; cependant, quelques développements nuageux d'origine maritime pourraient localement d'entraîner à caractère orageux, des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central. Les nuages seront également plus développés après-midi près des côtes atlantiques et sur les Alpes. Les vents d'ouest dominants seront faibles, et les températures maximales, en hausse de 2 à 3 degrés, avoisineront 14 à 22 du nord au sud.

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était à Paris, le 28 mai, à 8 heures, de 1013,1 millibars, soit 759,9 millibars de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 9 degrés ; Amsterdam, 12 et 7 ; Athènes, 24 et 18 ; Berlin, 17 et 10 ; Bonn, 12 et 4 ; Bruxelles, 11 et 7 ; Le Caire, 30 et 18 ; Les Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 15 et 8 ; Dakar, 26 et 22 ; Djakarta, 22 et 18 ; Genève, 12 et 3 ; Jérusalem, 23 et 12 ; Lisbonne, 23 et 10 ; Londres, 15 et 8 ; Luxembourg, 9 et 4 ; Madrid, 26 et 8 ; Moscou, 23 et 14 ; Nairobi, 23 et 14 ; New-York, 15 et 11 ; Palma-de-Majorque, 24 et 10 ; Rome, 22 et 11 ; Stockholm, 16 et 11 ; Téhéran, 30 et 18 ; Tunis, 24 et 14.

[Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.]

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION**  
**HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaires spéciaux sur demande

M. Louis MICHEL, administrateur en chef de la F.O.M., membre libre de l'Académie des sciences d'outre-mer, membre correspondant de l'Académie malgache, officier des palmes académiques, survenu à Marseille le 22 mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mont-de-Marsan. Dax. Poitiers. M. et M<sup>me</sup> Philippe Rouaud et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Jossano et leurs enfants, M<sup>me</sup> Anne Capela, ont le regret de faire part du décès de M. André RENAUD, ingénieur agronome, licencié en sciences, ancien directeur des services agricoles des Landes, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier dans l'ordre des palmes académiques, survenu le 26 mai 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 30 mai 1983, à 16 h 15, en l'église de la Madeleine de Mont-de-Marsan, où l'on se réunira. Condoléances à l'issue de la cérémonie religieuse. L'inhumation se fera dans l'intimité familiale.

M. Charrier, 22, rue Condorcet, 86000 Poitiers.

Le docteur Michel Sempé, Véronique et Jacques Taveau-Sempé, Christine et Christian Lamolinerie, Béatrice Sempé, M<sup>me</sup> Gilles Bardinet, ses enfants et petits-enfants, le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Sempé, leurs enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de M<sup>me</sup> Marie SEMPE, née Bardinet, le 17 mai 1983, dans sa quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse d'adieu a eu lieu en l'église Sainte-Foy, le 19 mai 1983.

69110 Saint-Foy-lès-Lyon. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Weiss, M<sup>me</sup> Claude Weiss.

Francis et Robin Evans, M<sup>me</sup> le docteur Jenny Aubry et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Roudier, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Roudinesco, M<sup>me</sup> Elizabeth Roudinesco, M<sup>me</sup> Jacques Bursaux et ses enfants.

Le docteur et M<sup>me</sup> Dominique Bursaux et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Barriaux et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> François Bursaux et leur fille, M. André Bursaux, M. et M<sup>me</sup> Daniel Bursaux, M. et M<sup>me</sup> Choay et leurs enfants.

Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Weiss et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Bernard Weiss et leurs enfants, Ses frères et sœurs, neveux et nièces, Et sa fidèle servante Lucienne Stauden, ont le regret de faire part du décès de M<sup>me</sup> Louise WEISS, agrégée de lettres, grand officier de la Légion d'honneur, doyen du Parlement européen, survenu à son domicile le 26 mai 1983.

Les obsèques auront lieu le mercredi 1<sup>er</sup> juin, à 10 h 30, à l'église réformée, 19, rue Cortambert, 75116 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Et les membres de la fondation Louise-Weiss, ont la profonde douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Louise WEISS, agrégée de lettres, grand officier de la Légion d'honneur, doyen du Parlement européen, survenue à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 26 mai 1983, à son domicile, 15, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 1<sup>er</sup> juin, à 10 h 30, à l'église réformée, 19, rue Cortambert, 75116 Paris.

Anniversaires

Aujourd'hui Yves MAUVAIS aurait fêté ses trente-cinq ans.

Tous ceux qui ont connu Pierre PARISELLE et qui étaient ses amis auront une pensée pour lui en ce jour qui marque le troisième anniversaire de sa mort.

Services religieux

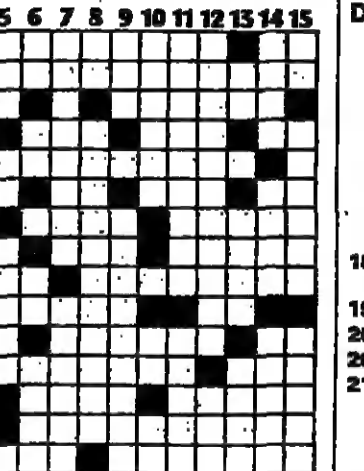
A l'occasion du douzième anniversaire de la mort de l'ingénieur général Louis BONTÉ, un service religieux sera célébré en l'église Saint-Pierre de Brétigny, le mardi 7 juin 1983, à 8 h 30.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3459

HORIZONTALEMENT

I. Feu d'artifices. Symbole de richesse. - II. Disparitions complètes ou absences provisoires. - III. Degré avancé de noirceur. On mise sur lui même s'il est le dernier. - IV. Pi qui n'est pas argent. Période de migrations. Période mais pas prospère. D'un auxiliaire. - V. Rend malade de honte. - VI. Prise à la taille. N<sup>o</sup> certes pas apprécié le changement. Ballo explosive. Personnel. - VII. Renforce un sentiment. Ficelle qui évite de se faire des nœuds. Ses côtes se descendent plus qu'elles ne se montent. - VIII. Un endroit dans le vent pour personne en vogue. Poire avec une pomme. Coule dans une bote. - IX. Dans certains organismes, c'est un secteur à développer. Un Italien pour le « Français ». - X. Son gros intérêt, c'est sa faible usure. Héritage à conserver. - XI. En instance. Mis sur la touche. Ferme. Possessif. - XII. La différence ne le laisse pas indifférent. N'est pas à l'abri d'une prise de bec. - XIII. S'étend pour réfléchir. A une mine à attirer les dragons. Se prend en montant. - XIV. A donc été répété. Attribution de pouvoir. - XV. Peut donc être rencontré. Évoque une loi dont les textes ne sont pas publiés.



VERTICALEMENT  
1. Peut intervenir de manière juste ou horripilante. Se répète pour s'endormir. - 2. Déclat dans ses cellules des innocents en puissance. Extrémités d'une maîtresse branche. - 3. Ont leurs agitateurs dans toutes les manifestations. Arme étrangère. - 4. Adverbe. Sont adoptés par les partisans de la décente. - 5. C'est une pièce lorsqu'il est sans sujets. Personnel employé dans le privé. On y trouve une certaine décente en période de tension. - 6. Mot amical ou méprisant. Sert à l'appel. Abréviation. Tel un air bien connu des marins. - 7. A ses fidèles ainsi que ses honteuses. Ont toutes les faveurs des soupçonnés éblouis. - 8. Tient au corps. N'incite pas à croquer le fruit défendu. - 9. Est

donc faisant ou éteint. Mot qui indique évasivement ce qui affirme avec conviction. - 10. Poète français contemporain. Symbole chimique. Corps étranger. - 11. Fait partie des choses que le temps efface. Peut-être discutables mais pas contestables. - 12. Période où les tailleurs ont commencé à faire des ronds. Route en voie de construction. - 13. Adverbe. S'annonce le plus souvent avec pertes et fracas. Avec lequel il serait inutile d'insister. - 14. Ne peut rouler rideau fermé. Signes de croix. Un girodin qui a dû faire trinquer pas mal de jacobins. - 15. Pratiques. Cafard qui ne dit rien de bon. Les animaux y étaient mieux traités jadis que de nos jours.

Solution du problème n° 3458

Horizontalement  
I. Impératif. - II. Nautique. - III. Superlatif. - IV. Pré. Égout. - V. Isly. Unes. - VI. Ralent. - VII. Adénite. - VIII. Te. Fur. - IX. Iriser. Ou. - X. Oint. Acé. - XI. Néo. Glous.

Verticalement  
1. Inspiration. - 2. Maussaderie. - 3. Pupille. Ino. - 4. Été. Yen. St. - 5. Rire. Niffe. - 6. Al. Gufural. - 7. Tu. Anier. Co. - 8. Issue. ONU. - 9. Exsangne.

GUY BROUTY.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 28 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**Jeux mortels**  
Enquête sur un drôle d'accident d'hélicoptère.  
21 h 25 Droit de réponse.  
Emission de Michel Polac.  
Revue de presse, avec des rédacteurs en chef de la presse quotidienne.  
22 h 50 Étoiles et toilettes : érotisme - cinéma - histoire.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.  
Séances réflexions autour de ce thème avec autant d'exemples. Les provocations du surréalisme (le Chien andalou), la montée du nazisme (l'Angé bien), la bombe maladroite, l'opéra sex-symbol, etc. Quelqu'un peu malade, un magazine toujours passionnant !  
23 h 40 Journal.

20 h 35 Série : Dantes.  
Enquête sur un drôle d'accident d'hélicoptère.  
21 h 25 Droit de réponse.  
Emission de Michel Polac.  
Revue de presse, avec des rédacteurs en chef de la presse quotidienne.  
22 h 50 Étoiles et toilettes : érotisme - cinéma - histoire.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.  
Séances réflexions autour de ce thème avec autant d'exemples. Les provocations du surréalisme (le Chien andalou), la montée du nazisme (l'Angé bien), la bombe maladroite, l'opéra sex-symbol, etc. Quelqu'un peu malade, un magazine toujours passionnant !  
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Sports : Rugby.  
Finals du championnat de France : Béziers-Nice, au Parc des Princes.  
22 h 05 Téléfilm : L'hôpital de Leningrad.  
D'après la nouvelle de V. Serge, réalisation : S. Mal-doré. Avec R. Billa, R. Vogler, V. Garvitar, A. Wisniewski.  
Une ballade dans un hôpital psychiatrique glacé, à l'heure où la Guepou y interne les dissidents soviétiques. Ses images énigmatiques, dialogues littéraires gouachés mis en scène, jeu nerveux des acteurs... où se cache le drame ?  
23 h 05 Journal.  
23 h 25 Gymnastique : championnat d'Europe. A Varsovie (Pologne).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble ou... à chacun son programme.  
● Festival de Nancy : Diffusé en Lorraine, Champagne, Ardennes.  
Les troupes de théâtre universitaires.  
● A deux heures du matin.  
Diff. en Alsace.  
Une pièce en alsacien.  
● Dossiers noirs : Al Capone, star du crime. Diffusé dans les autres régions.  
A travers l'histoire du petit tueur napolitain devenu l'empereur du crime aux U.S.A. et d'Elliot Ness et sa brigade d'incorruptibles, l'épopée de la prohibition.  
21 h 20 Journal.  
21 h 40 Court métrage : Nature Bassari.  
Approche de la vie quotidienne d'une famille Bassari au Sénégal oriental.  
22 h 10 Match de basket.  
Championnat d'Europe : France-Espagne à Limoges.  
23 h 43 Une minute pour une image, d'Agota Varda.  
23 h 45 Muzi-Club.  
Mélodies de Liszt interprétées par Mady Mesplé et Cyprien Katsaris (au piano).

FRANCE-CULTURE

20 h 30, L'Embarcadere, de C. Goldoni avec J. Rochefort, M. Teyssie, R. Clermont, Réal A. Lemaître.  
22 h 00, Ad lib.  
22 h 5, La fugue du samedi : Jazz Avery ; le théâtre en marge du théâtre.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 1<sup>er</sup> juillet 1982 au Grand Théâtre de Genève) : « La Traviata » de Verdi par l'Orchestre de la Suisse romande et les Chœurs du Grand Théâtre, dir. G. Patane, chef des chœurs : F.-A. Gaillard, sol. K. Rostovskii, S. Aranz, W. Borrelli, L. Nucoli, D. Rendall.  
23 h, La nuit sur France-Musique : le club des archives.

Dimanche 29 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h La magazine de la semaine : Sept sur sept.  
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.  
20 h Journal.  
20 h 35 Film : Les quatre fils de Katie Elder.  
Film américain de H. Hathaway (1965), avec J. Wayne, D. Martin, E. Holliman, M. Anderson Jr., M. Hyer.  
Après la mort de leur père, quatre frères (trois évangéliques et un catholique) décident de s'enlever. Il leur faut d'abord pour celui qui a ruiné et assassiné leur père. Le souffle de l'aventure dans les paysages habituels du western. John Wayne en tête des justiciers.  
22 h 40 Bravo.  
Magazine culturel de J. Artur et C. Garbin.  
23 h 30 International de tennis.  
A Roland-Garros. Résumé.  
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**Marie Lavoine**  
JE N'SAIS MÊME PLUS DE QUOI J'AI L'AIR  
PHILIPS 45t : n° 812 085-7

18 h Dimanche magazine.  
Les artistes-écrivains français.  
18 h Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : La chance aux trépassés.  
21 h 40 Série documentaire : Médecins dangereux et spectaculaires : Chasseurs de cyclones. (2<sup>e</sup> partie). Les divers moyens de combattre les cyclones : un ancien médaillé olympique affronte les grandes tempêtes du globe : un documentaire allégre commenté avec humour par A. Gillet-Pérot.  
22 h 30 Chefs-d'œuvre en péril.  
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h Série : Marcel Bernard.  
Le magazine fondé et décliné de Jean-Michel Ribes.  
20 h 35 Boîte aux lettres.  
Magazine littéraire de J. Garbin.  
Avec François Nourissier : un portrait de Nathalie Sarraute et de Mario Praxinos : les rubriques habituelles.  
21 h 35 Aspects du court métrage français.  
Fin de soirée ou nocturne, de L. Gavron. Un sanglant symbole, de G. Courant.  
22 h 5 Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : les Neiges du Kilimandjaro.

Film américain de H. King (1952). Avec G. Peck, S. Hayward, A. Gardner, H. Naff, L.G. Carroll, T. Thatcher (v.a. sous-titré. Rediffusion).  
Un écrivain américain, qui se croit sur le point de mourir, sur un plateau du Kilimandjaro, fait le bilan de son passé, de la recherche qu'il a menée pour donner un sens à sa vie. Excellente adaptation d'un récit plus ou moins autobiographique d'Ernest Hemingway, l'un des grands romanciers de la « génération perdue ». On va des années 20 à la guerre d'Espagne et le film, très bien joué, prend une dimension philosophique.  
0 h 28 Une minute pour une image, d'Agota Varda.  
0 h 30 Prélude à la nuit.  
Festival de Caen : « Deux sonates » de Scarlatti, « Corsica » de R. Gualisti, par S. O. Assad (guitare).

FRANCE-CULTURE

19 h 10, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Albatros.  
20 h 40, Atelier de création radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

19 h, Jazz vivant : Jazz brésilien.  
20 h, Les chants de la terre.  
20 h 30, Concert (donné le 9 septembre 1978 au Royal Albert Hall) : « Symphonie n° 32 », de Mozart ; « Divertissements on a thème », de Britten ; « Symphonie n° 4 », de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique de la B.B.C., dir. G. Rostovskii, sol. V. Postnikov, piano.  
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Les figures du livre ; 23 h, Entre guillemets ; à 0 h 5, Les mots de F. Xenakis.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 28 MAI  
- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est invité au journal de 20 h sur antenne 2.

DIMANCHE 29 MAI  
- M. Edmond Malre, secrétaire général de la C.F.D.T., participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 30 MAI  
M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, est invité à l'émission « Expliquez-vous » sur Europe 1 à 8 h 30.

M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

**Samedi dès 14 heures**  
**prenez le temps...**  
**Téléphonez à moitié prix.**  
Demi-tarif du Samedi 14h 00 au Lundi 8h 00, pour toutes les communications taxées à la durée, échangées en France métropolitaine.  
**PTT**  
Le contact



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Attentisme sur les euro-émissions

La perspective de voir les taux d'intérêt baisser aux Etats-Unis devenant, à nouveau, très problématique, et le déplacement en masse cette semaine, à La Haye, des plaques et courtiers en euro-obligations, qui cette année ont choisi la Hollande pour tenir leur assemblée générale annuelle, ont singulièrement réduit l'activité du marché international des capitaux.

Le secteur des euro-émissions dotées d'un taux d'intérêt fixe et libellé en dollars est resté très incertain. La seule opération nouvelle qui a vu le jour pour le compte d'une banque japonaise s'est immédiatement heurtée à la résistance des investisseurs. Le marché libellé en deutsche-marks, déprimé par la fermeté persistante du dollar sur le marché des changes, n'a guère été plus heureux et ne risque pas de s'améliorer aussi longtemps que cette situation se perpétuera.

La Régie Renault, qui offrait au pair pour 150 millions de deutsche-marks d'obligations sur une durée de sept ans, n'a réussi à placer son papier qu'au prix d'un très rude effort. Malgré un coupon très élevé, puisque de 8 % par an, il a enregistré rapidement une forte dévotion, de plus de deux points. Le Crédit foncier de France qui, sous la garantie de la République française, drainait en même temps 100 millions de deutsche-marks sur une durée de huit ans, avec un coupon annuel également de 8 %, s'en est moins mal sorti, puisque la transaction s'est réalisée dans le cadre d'un placement privé, technique qui évite de laisser apparaître au grand jour les cicatrices éventuelles.

En fin de compte, seuls les euro-emprunts convertibles en actions et ceux libellés en ECU ont parvenus à susciter l'intérêt des investisseurs internationaux. La reprise dont a bénéficié Wall Street a permis à la société américaine I.C. Industries de placer aisément 100 millions de dollars d'euro-obligations à huit ans, qui, au travers de nombreux warrants, permettront aux porteurs d'acquiescer des actions de ce groupe.

dont la diversification s'étend de la production de biens de consommation au transport.

De son côté, Rank Xerox a été chaleureusement accueilli en proposant au pair 50 millions d'ECU sur une durée de sept ans, avec un coupon annuel de 11,375 %. Enfin le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME) a pu augmenter de 5 millions de livres sterling, pour le porter à 35 millions, son emprunt euro-obligataire à douze ans, qui, pendant les cinq premières années, peut être converti en obligations à taux variables libellées en dollars (voir les détails dans la rubrique précédente).

Les eurobanquiers conservent les yeux braqués sur la ligne grise sans horizon précis des taux d'intérêt américains. S'il devient évident qu'ils ont plus de chance de se tenir de baisser au cours des mois à venir, on pourra alors assister à une ruée des emprunteurs américains sur l'euro-marché, qui est moins cher et moins encombré que le marché New-York.

### Des crédits trop courts sur le Brésil

Lorsqu'on voit les difficultés que rencontre le Brésil pour restructurer et rééchelonner une partie de sa formidable dette extérieure, largement supérieure à 80 milliards de dollars, on peut douter des principes qui président à toutes les opérations du même type. Le Fonds monétaire international n'a pas encore autorisé les Brésiliens à tirer la deuxième tranche (411 millions de dollars) de la facilité de 4,9 milliards de dollars qu'il leur a consentie, et a repoussé ce tirage au 10 juillet, parce qu'un certain nombre de préalables n'ont pas été remplis, à savoir l'insuffisance des mesures prises pour réduire l'inflation et le déficit budgétaire.

Du coup, les eurobanquiers se refusent à libérer les capitaux supplémentaires promis parce que leur ver-

sement est précisément soumis au tirage préalable (635 millions de dollars) de la tranche du F.M.I.

Les Brésiliens étant les plus conscients et les mieux organisés de tous les Latino-Américains, on imagine ce que peut être le problème avec les Argentins, les Vénézuéliens, les Péruviens et autres débiteurs du continent sud-américain. L'erreur à l'égard des pays en voie de développement surendettés paraît avoir tout de même été évitée que des rééchelonnements d'échéances trop limités sur des périodes trop courtes. Ce ne sont pas deux, trois, cinq, voire sept ans, dont la plupart de ces pays ont besoin pour retrouver leur souffle épuisé par une expansion économique trop rapide ou mal dirigée, mais au moins dix ou quinze ans, si ce n'est parfois davantage. En poussant les banques internationales à s'engager en Amérique latine dans des restructurations trop restrictives, le F.M.I. a servi ni celles-ci ni les emprunteurs en difficulté.

Il est évident que ce ne sont pas les banques commerciales qui peuvent supporter le fardeau des reports de paiement trop étendus dans le temps. Le F.M.I. n'a, lui, ni les moyens suffisants pour avancer les sommes requises ni la mentalité nécessaire pour traiter avec des pays en voie de développement.

Il serait vraisemblablement plus efficace d'agir à partir d'une entité entièrement nouvelle, capable d'échanger les créances à moyen terme des banques commerciales contre du papier à longue échéance porteur d'un taux d'intérêt relativement faible. Les organismes financiers de ce type regroupent les principales banques et les grandes banques centrales du monde entier devraient pouvoir disposer d'une marge de manœuvre de l'ordre de 200 milliards de dollars. C'est à ce niveau seulement que l'on pourra éviter des cascades de moratoires et apporter les solutions à long terme qui s'imposent.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Montée inexorable du dollar : 7,53 F Grande fermeté de la livre sterling

Par une ironie du sort, la montée du dollar sur les marchés des changes n'est accélérée à la veille du sommet de Williamsburg, véritable « pied de nez » aux chefs d'Etat et aux experts qui vont y discuter gravement de la nécessité de faire baisser ses cours. Le monnaie américaine a même battu tous les records à Paris, dépassant, pour la première fois, 7,50 F. Mais, cette semaine, le champion de la hausse toutes catégories a été la livre sterling, gagnant près de 5 % à la faveur de sondages qui donnent M<sup>rs</sup> Thatcher vainqueur haut la main aux élections législatives britanniques, le 9 juin prochain.

Dès le début de la semaine, le ton était donné à Londres et aux Etats-Unis, les marchés européens étant fermés pour la plupart. L'annonce d'une forte augmentation de la masse monétaire aux Etats-Unis, plus forte que prévue et à un rythme annuel de près de 14 % au lieu de 8 % fixés par les autorités monétaires, faisait craindre aux milieux financiers internationaux au mieux le maintien des taux actuels, au pire un regain de tension. Sur le marché des changes, l'effet était immédiat, le dollar bondissant à Francfort, de 2,4550 DM à plus de 2,49 DM et, à Paris, de 7,4350 F à 7,47 F.

Mardi, après une semaine, une nouvelle poussée de fibres se produisait, le cours du « billet vert » repassant à 2,49 DM et battant son record historique à Paris à 7,4750 F. Vendredi, une poussée des taux d'intérêt américains (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») entraînait le cours du dollar, qui dépassait 2,50 DM pour la première fois depuis six mois et battait

à nouveau son record historique à Paris, franchissant la barre des 7,50 F pour atteindre 7,53 F et même 7,54 F pendant l'après-midi du vendredi. « Catastrophe nationale », a pu dire rétrospectivement M. Michel Rocard à propos de cette envolée, et qui nous fait perdre tout le bénéfice de la baisse du prix du pétrole décidée par l'OPEP en février dernier. Mais, en Europe même, il y a des pays pour qui cette envolée est beaucoup moins catastrophique et ne les empêche pas de dégager d'appréciables excédents de leur balance commerciale et de leur balance des paiements. C'est le cas de l'Allemagne, où le cours du dollar est monté de 47 % seulement depuis trois ans (2,50 DM contre 1,72 DM), alors qu'il a bondi de 87 % à Paris dans le même laps de temps. C'est que, dans l'intervalle, le franc a « décroché » trois fois par rapport au mark, dont le cours, en francs, s'est apprécié d'un peu moins de 30 % (de 2,35 F à 3 F). Comme le cours du dollar à Francfort constitue la référence au sein du Système monétaire européen, toute dérive par rapport à la monnaie allemande ne fait qu'amplifier les effets ravageurs de la hausse du dollar. En clair, si le franc n'avait pas été dévalué au sein du S.M.E., le cours du dollar à Paris serait un peu inférieur à 6 F.

De l'autre côté du Channel, la livre caracolait, prenant même de l'avance par rapport à la monnaie américaine. En pleine remontée, elle s'est élevée à plus de 1,60 dollar contre 1,56 dollar la semaine précédente, ce qui, profitant de l'élan américain, l'a catapultée à Paris de

11,57 F à plus de 12 F (12,08 F dans l'après-midi de vendredi). Faire du shopping à Londres ou, mieux, à Jersey va devenir hors de prix... La raison de cette envolée ? Les sondages d'opinion, qui donnent à M<sup>rs</sup> Thatcher une large majorité aux élections législatives du 9 juin prochain. En cas de succès des Tories, les experts vont jusqu'à prévoir 1,75 dollar pour une livre. Ce qui nous ramènerait à la parité de l'été 1981, mais à une époque où le dollar ne valait que 6 F.

Quant au franc, fort de la faiblesse du mark, il se comporte fort bien, au sein du S.M.E. du moins : la monnaie allemande est retombée au voisinage de son cours plancher à Paris (2,9985 F) et pour tous les jours environ 3 F. Pour l'instant, la spéculation ne s'occupe pas du franc, renforcé par le futur emprunt communautaire de 28 milliards de francs, et lui trouve même des avantages, dans la mesure où les taux de l'eurofranc sont deux fois et demie supérieurs à ceux de l'euromark. Les non-résidents ont donc avantage à quitter la devise allemande et à placer leurs liquidités en franc, à court terme, toutefois : pas plus de trois mois. A six mois, les taux de l'eurofranc passent brutalement de 13 % à près de 16 %, cette légère tension reflétant une certaine inquiétude : c'est que, à l'automne, il peut se passer bien des choses.

FRANÇOIS RENARD.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 27 MAI (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc travaux	Franc solaires	D. mark	Franc belges	Florin	Livre suisse
New-York	1,5990	—	13,2890	46,1347	35,8724	1,9948	35,8725	6,8671
	1,5975	—	13,4544	46,1347	40,4040	2,0242	35,9453	6,8664
Paris	12,0400	7,9250	—	362,21	399,63	10,6228	264,93	3,0554
	11,7561	7,4335	—	368,63	384,33	10,4495	267,16	3,0552
	3,5594	2,9775	17,6882	—	12,1340	1,4163	73,6983	2,7290
Zurich	3,5594	2,9775	17,6918	—	12,1340	1,4163	74,5462	2,7290
	4,0677	2,5583	13,3318	128,72	85,2578	3,0677	—	1,4003
Frankfurt	3,8540	2,4739	23,2996	119,37	—	5,8181	38,9447	1,4003
	10,8778	86,48	6,0321	24,1638	19,5681	—	71,7651	3,3651
Bruxelles	76,9455	—	6,6464	23,8381	19,5695	—	71,7839	3,3651
	4,9447	2,5194	37,4638	135,69	112,48	5,6269	—	1,5942
Amsterdam	4,4339	2,7638	37,4382	134,28	112,48	5,6315	—	1,5932
	2378,14	1468,20	197,76	716,34	593,38	20,7164	827,91	—
Milano	2289,51	1476,25	197,61	705,23	594,84	20,7261	828,46	—
	376,52	237,59	31,5614	114,33	94,6688	4,7234	34,7497	0,2395
Tripoli	364,86	233,75	31,4897	112,75	94,64	4,7337	34,6222	0,2395



BOURSE DE PARIS

**É**COURTÉE d'une séance par les fêtes de la Pentecôte, la semaine boursière n'a pas été mauvaise, l'indice moyen des valeurs françaises progressant de près de 3 % et regagnant donc, même au-delà, le 1,8 % perdu la semaine précédente.

Il est vrai que Wall Street, un peu secoué auparavant, s'était vigoureusement ressaisi, remontant même au voisinage de son plus haut niveau historique du 6 mai dernier.

Dans ces conditions, insensibles à la tension sur les taux d'intérêt mondiaux, à la hausse du dollar et au fléchissement de l'économie française, les opérateurs ont continué à observer leur règle d'or : la sélectivité.

Car en Bourse, aujourd'hui, on n'achète pas tout, loin de là. Pour l'instant, le secteur de la distribution sur lequel plane le spectre d'une éventuelle diminution de la consommation courante, malmené, est toujours frappé d'ostracisme. Dans la mécanique, les graves difficultés de Creusot-Loire (le Monde du 27 mai) rappellent à tout un

Courte mais bonne

chacun que le caravage dû à la crise sidérurgique n'est pas terminé, loin de là, et, dans les pneumatiques, Michelin continue à couvrir les résultats les plus catastrophiques de son histoire.

Mais ailleurs, sursis, les prospecteurs de nouveaux gisements s'en donnent à cœur joie. Parmi les valeurs des sociétés opérant, pour une bonne part, à l'étranger, qui ont brillé de tous leurs feux à la cote ces derniers mois, certaines plafonnent un peu, comme Moët-Hennessy ou L'Oréal, après une très forte progression il est vrai. Mais d'autres se réveillent, comme Lafarge, deuxième producteur de ciment des États-Unis, ou la Générale Occidentale, avec ses chaînes de supermarchés américaines. Ajoutez-y des « découvertes », comme la Lyonnaise des eaux, elle aussi installée outre-Atlantique, et qui tisse patiemment sa toile de spécialiste en distribution d'eau de par le monde.

Semaine du 24 au 27 mai 1983

Cette semaine, toutefois, deux secteurs ont retenu l'attention : l'alimentation et la distribution. À l'alimentation, la Générale Biscuits a donné le ton en bondissant de 17 % : il est vrai qu'elle aussi (voir d'autre part), pousse son implantation aux États-Unis. Pernod-Ricard, installé également de l'autre côté de l'Océan, a repris sa progression de même que Bouygues.

La reprise des cours modeste du sucre a favorisé les valeurs du secteur, Beghin-Say et Saint-Louis-Bouillon. Celle du cours du pétrole, encore très lente mais perceptible des mainteneurs aux États-Unis, a « dopé » le comparatif, où Esso, la Française des Pétroles, les Pétroles R.P. ont fait un bon véritable.

C'est dire qu'autour de la corbeille on n'a pas chômé, passant d'un cheval à l'autre lorsque le poulain précédent semblait avoir fait son temps de galop. Conséquence : l'indice des valeurs françaises s'inscrit au plus haut depuis le début de l'année, près de 30 % de hausse.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

**Nette reprise**  
En repli la semaine précédente, Wall Street a progressé cette semaine, malgré un léger repli à la veille du week-end. L'indice Dow Jones gagnant 26,12 points à 1216,13 : il s'était même hissé au voisinage immédiat de son record absolu, établi le 6 mai dernier à 1232,69.

Initialement en baisse, à l'annonce d'un important gonflement de la masse monétaire, le marché étouffait les observateurs en se reprenant brusquement lundi en fin de séance, puis poursuivait sur sa lancée les deux jours suivants, l'indice gagnant 40 points. Les prévisions faisant état d'une reprise forte et durable et l'afflux de capitaux dans les fonds mutuels de placement (3,5 milliards de dollars en avril) ont stimulé le marché. À partir du jeudi, la réapparition d'une tension sur les taux d'intérêt et l'approche d'un long week-end (la journée de lundi prochain est chômée) faisaient naître une hésitation croissante, avec un ralentissement des transactions. Ces dernières ont, toutefois, porté sur 436 millions de titres contre 412 millions la semaine précédente.

An chapitre des hausses, figurent des valeurs de matières premières (Alcoa), de produits chimiques (DuPont) et Union Carbide), d'automobiles (General Motors, Goodyear), et, par ailleurs, Boeing, A.T.T. et Schlumberger. Parmi les baisses, on relève celles de General Electric.

	Cours 20 mai	Cours 27 mai
Alcoa	38	38 3/8
A.T.T.	62 3/4	64 1/8
Boeing	36 3/4	40 7/8
Chase Man. Bank	57	59 3/4
Du Pont de Nem	45 3/8	48 1/4
Esso	74 3/8	75
Exxon	33 1/2	34 1/4
Ford	48 7/8	48 1/2
General Electric	105 3/8	104 1/8
General Foods	44 1/8	42 7/8
General Motors	65 3/8	66 1/4
Goodyear	32 3/4	34 1/4
I.B.M.	111 1/4	113 3/8
I.T.T.	39	39 5/8
Johnson & Johnson	29 3/4	29 3/4
Pfizer	79 3/8	79 5/8
Schlumberger	46 3/4	46 3/8
Tesoro	34 3/8	34 5/8
U.A.I. Inc.	34 1/4	34 1/4
Union Carbide	68 3/8	72
U.S. Steel	24 7/8	27 1/8
Westinghouse	47	48 1/4
Xerox Corp.	45 1/8	46 5/8

LONDRES

Nouveau record

Stimulée par la perspective d'une victoire électorale de M<sup>rs</sup> Thatcher, que tous les sondages donnent gagnante, et par la fermeté de la livre sterling, la Bourse de Londres a battu, jeudi et vendredi, tous ses records, l'indice du Financial Times s'élevant au niveau historique de 710,2. Les valeurs industrielles ont progressé sur un large front, tandis que les pétroles, initialement déprimés, se raffermirent en fin de séance, sur des rumeurs d'O.P.A. touchant Tricontinent, notamment. Hausse, également, du fonds d'Etat, mais recul des mines d'or en liaison avec celui du métal.

	Cours 20 mai	Cours 27 mai
Beecham	388	396
Bovril	184	184
Brit. Petroleum	380	384
Charter	260	276
Courtauld	95	92
De Beers (*)	17	8,90
Dunlop	68	66
Free State Gold	56	49 1/2
Glaxo	865	868
Gl. Univ. Sugar	558	548
Imp. Chemical	470	470
Shell	504	518
Unilever	700	708
Victory	120	118
War Loan	34 1/2	35 5/8

(\*) En dollars.

FRANCFORT

Déprimé

Les marchés allemands se sont montrés déprimés et léthargiques cette semaine, en raison de la montée des taux d'intérêt et du dollar, qui a touché, également, le marché obligataire. Ont décliné les grands magasins, Siemens et Mannesmann (sur ses résultats médiocres).

	Cours 20 mai	Cours 27 mai
A.E.G.	76	73,70
B.A.S.F.	146,10	146,30
Bayer	137,90	137,70
Commerzbank	174,80	178,80
Deutschebank	327	322
Hoechst	143,90	143,90
Karstadt	268	256
Mannesmann	162,60	153,80
Siemens	336,90	331
Volkswagen	174	172

TOKYO

Hausse modérée

Les cours ont progressé modérément cette semaine à Tokyo, l'indice Dow Jones reprenant 31,45 yens après en avoir perdu 65,66 la semaine précédente, et s'établissant à 8 592,90 yens.

	Cours 20 mai	Cours 27 mai
Akai	555	530
Bridgesto	805	805
Canon	1 370	1 380
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	837	831
Mitsubishi Electric	1 460	1 500
Mitsubishi Heavy	214	215
Sony Corp.	3 610	3 600
Toyota Motors	1 140	1 150

Valeurs à revenu fixe ou indexé

L'emprunt 4 1/2 % 1973 a progressé de 4 % cette semaine, dans un marché nettement plus actif, tandis que le 8,80 % 1977 était bien disposé.

	27-5-83	Diff.
4 1/2 % 1973	2 090	+ 84
7 % 1973	8 940	+ 15
10,30 % 1975	29,40	+ 0,10
P.M.E. 10,6 % 1976	85,60	+ 0,10
8,80 % 1977 (1)	180,30	+ 1,40
10 % 1978 (2)	87,50	+ 0,15
9,80 % 1978	86,30	+ 0,30
8,80 % 1978	88,35	inchangé
9 % 1979	83,40	+ 0,65
10,80 % 1979	89,05	+ 0,65
12 % 1980	97,70	+ 0,20
13,80 % 1980	108,75	+ 0,10
16,75 % 1981	108,25	+ 0,10
16,20 % 1982	108,10	+ 0,11
16 % 1982	106,80	+ 0,10
14,75 % 1982	105,85	inchangé
C.N.E. 3 %	3 235	+ 2
C.N.B. 5 000 F.	101	+ 0,10
C.N.B. Paris	108,30	+ 0,05
5 000 F.	108,25	+ 0,05
C.N.B. 5 000 F.	108,25	+ 0,05
C.N.L. 5 000 F.	108,75	+ 0,15

(1) Compte tenu d'un coupon de 88 F.  
(2) Compte tenu d'un coupon de 100 F.

Bâtiment, travaux publics

Porcher enregistre une baisse de 29,1 % de son bénéfice net pour 1982 : 23,46 millions de francs contre 33,09 millions de francs. Le dividende est fixé à 15,60 francs contre 18 francs.

	27-5-83	Diff.
Auxil. d'entreprises	920	- 6
Bouygues	1 074	inchangé
Ciment Français	192,50	inchangé
Dumez	715	- 15
J. Lefebvre	150	inchangé
G.T.M.	348	inchangé
Lafarge	294	+ 17
Maisons Patin	410	+ 15,10
Poliet et Chausson	335	+ 6
S.C.R.E.G.	128	- 0,50
S.G.E.S.B.	125	- 4

Alimentation

Les Brasseries et Glacières Internationales verseront un dividende net de 30,65 francs (contre 30 francs) pour 1982.

L'Air Liquide, après de longues négociations, a fini par racheter au groupe Fromager Bel sa participation de 50 % dans Configaz dont le principal atout est le contrôle à 92 % de la société Carboxyque française, premier producteur de gaz carbonylé. L'Air Liquide, qui détenait déjà 50 % de Configaz, a payé 208,5 millions de francs pour l'autre moitié.

	27-5-83	Diff.
Beghin-Say	278	+ 30
Bouygues	1 551	+ 66
B.S.N. G.-Dunne	1 800	+ 15
Carrefour	1 319	- 4
Cassio	978	- 4
Céla	539	+ 24
Eurochemie	754	- 25
Guyenne et Gasc.	315	+ 8,80
Leclercq	1 840	inchangé
Martell	99	+ 61
Moët-Hennessy	1 202	+ 28
Mumm	384,80	+ 49,80
Occidentale (Gale)	570	+ 40
Oldo-Caly	399,50	+ 38,50
Pernod-Ricard	573	+ 43
Promodis	908	- 18
Socor Parler	381	+ 2
St-Louis-Bouillon	205	+ 26
S.S. Sempier	253	+ 3
Veuve Clicquot	1 363	+ 14
Viniprix	665	+ 27
Nestlé	188,20	+ 40

Banques, assurances sociétés d'investissement

Le bénéfice net du C.C.F. a baissé de plus de 20 % en 1982 (80,5 millions de francs contre 101,5 millions de francs). Le résultat net du groupe revient à 170,6 millions de francs.

Cette détérioration est principalement due à la constitution d'importantes provisions pour risques. Pour le premier trimestre, les résultats bruts d'exploitation progressent de plus de 13 %.

Le résultat net du Crédit général industriel pour 1982 est en progression de 29 % à 26,1 millions de francs, celui des filiales passant de 7 millions de francs à 18,6 millions de francs. Le dividende global passe de 30 francs à 36 francs. Les financements délivrés par le groupe ont augmenté de 28 % au premier trimestre 1983.

	27-5-83	Diff.
Bed Equipement	212	+ 4,20
B.C.T.	146,90	+ 2,00
Coleman (2)	199	+ 4,50
Chargem S.A.	194	+ 7,50
Banque (Cie) (1)	289	+ 16,50
C.F.P.	561	+ 23
C.F.I.	195	- 20,50
Financière	425	- 1
Hénil (La)	273	- 28
Imm. P.M.Ocean	237	+ 2
Loire (3)	549	+ 6,50
Loire (4)	536	+ 18
Loire (5)	838	- 2
O.P.P. (Omn. Fin. Paris)	897	+ 27
Préfecture de Paris	596	+ 29,50
Préfecture (4 bis)	724	+ 19
Reillon	549	inchangé
Schneider	607	+ 6,50
U.C.B. (5)	149	- 3

(1) Compte tenu d'un droit de 68 F.  
(2) Compte tenu d'un droit de 45,50 F.  
(3) Compte tenu d'un droit de 12,50 F.  
(4) Attribution de 51,50 F.  
(5) Souscription de 15 F.

Métallurgie

construction mécanique

M. André Boisson, président de Vallo, table sur une forte progression des résultats consolidés du groupe pour 1983 (70 millions de francs pour l'exercice écoulé). Déjà, pour les cinq premiers mois, l'activité en volume s'est accrue de 1,7 %. Mais pour l'essentiel, l'amélioration viendra de l'étranger, le P.D.G. du groupe craignant un ralentissement en France.

	27-5-83	Diff.
Alpi	60	+ 6,50
Amrep	721	+ 11
Avions Desmoulin	434	- 4
Chant. For. Dunk.	9,40	+ 0,35
Chant. Châtillon	13,40	+ 1,30
Cresco-Lohr	39	+ 4,50
De Dietrich	328	+ 12
FACOM	706	+ 1,70
Fives-Lille	157,10	+ 1,70
Fonderie (Générale)	19,80	+ 0,80
Marine-Wendel	59	+ 2,70
Pinbols	230	+ 5
Pragor S.A.	184	+ 3
Proclat	88	+ 4
Pompey	117,50	+ 1
Sacilor	1 217	inchangé
Saguen	17	+ 2,10
Sauter-Daval	26	+ 0,50
Unior	1	+ 0,20
Vallo	311	+ 13,90
Valloir	81	- 3,90

Matériel électrique services publics

	27-5-83	Diff.
Alsthom-Atlantique	168	+ 7
C.E.M.	32,50	- 0,60
CAT-Alstom	1 120	+ 4,90
Crescent	140	+ 3,90
Générale des Eaux	299	+ 39,90
Intertechnique	1 150	inchangé
Lagard	2 008	- 41
Lyonnaise des Eaux	533	+ 29
Machines Bull	39,10	- 1,70
Matra	1 290	- 65
Meris-Géris	850	- 30
Mit. Lespère (1)	515	+ 29
Moncloux	91,40	+ 2,40
P.M. Labinal	279	+ 7
Radiorécepteur	388	+ 37,50
S.E.R.	348	+ 2
Sigaux	663	+ 9
Télécom. Électrique	1 018	+ 21
Thomson-C.S.P.	182	+ 1,50
U.B.M.	1 079	+ 54
I.T.T.	379,50	+ 14,50
Schlumberger	445,50	+ 24
Siemens	1 257	- 38

(1) Compte tenu d'un droit de 19 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Les actions « A » Salins du Midi

ouvrent droit pour 1982 à un dividende global de 21,42 F contre 21 F. Les actions « B » rapportent chacune globalement 5,35 F contre 5,25 F. Le bénéfice net de la société pour 1982 s'élève, après moins-values (10,83 millions), à 28,65 millions de francs contre 44,05 millions dont 5,94 millions de moins-values.

L'année écoulée a été un bon cru pour le groupe Talcs de Luzenac dont le bénéfice net comptable a augmenté de 55,7 % pour atteindre 12,3 millions de francs. Le dividende global est majoré : 26,25 F contre 24 F.

Dunlop, le fabricant britannique de pneus, affirme que son principal actionnaire, la société malaisienne Pegi Malaysian Berhad n'a fait aucune démarche auprès de lui pour l'information d'une éventuelle O.P.A. La rumeur d'une telle opération avait circulé à la suite d'une hausse de 50 % des actions Dunlop à la Bourse de Londres, à la suite de quoi le groupe avait récemment fortement accru sa participation dans le capital de la firme en portant de 17 % à 29,6 %, soit le maximum autorisé par la loi en Grande-Bretagne sans procéder à une offre d'achat.

Outre-Atlantique, on affirme que le montage de l'action Dunlop serait dû à d'importants achats faits pour le compte d'une société américaine dont les intérêts dans Dunlop atteindraient maintenant 10 % et qui projeterait de racheter la participation de Pegi.

	27-5-83	Diff.
Géophysique	1 027	+ 42
Indust. Min.	53,40	+ 0,50
Michelin	728	- 1
M.M. Penarroya	43,10	+ 0,50
N.M.C.	46,30	+ 3,70
Orléans	133,25	+ 257 000
R.T.Z.	86	+ 6,30
Z.C.I.	3,35	+ 0,02

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val. en (F)
41/2 % 1973	15 200	37 685 000
Schlumberger	113 275	50 976 980
Matra	30 445	40 093 000
P. pétroles	121 975	23 300 000
Elf-Aquitaine	133 025	12 557 000
Moët-Hennessy (*)	13 000	15 775 000

(\*) Trois séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20 mai	Cours 27 mai
Or fin (libre en barres)	106 200	106 800
« Libé en lingot »	104 900	105 400
Pices françaises (20 gr.)	888	887
Pices françaises (10 gr.)	410	400
Pices suisses (20 gr.)	670	677
Pices italiennes (20 gr.)	680	680
Pices belges (20 gr.)	615	620
Revenant	811	816
Revenant Elizabeth II	805	810
Or d'essai-couronné	390	400
Pices de 20 dollars	3 905	3 905
« 70 dollars »	1 972	1 920
« 8 dollars »	1 085	1 100
« 50 pesos »	4 380	4 37



## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- La tension israélo-syrienne.
  - Le sommet de Williamsburg.
- POLITIQUE**
- Le débat sur l'enseignement supérieur à l'Assemblée nationale.
- SOCIÉTÉ**
- Violence et violence à l'école.
- CULTURE**
- Vente record à New-York.
- RADIO-TÉLÉVISION (21)**  
INFORMATIONS  
SERVICES (21):  
Journal officiel; Météorologie; Mots croisés;  
Carnet (21); Programmes des spectacles (19); Loto (20).

## OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE T.G.V. ATLANTIQUE

L'enquête publique relative au projet de T.G.V. Atlantique a été ouverte le 25 mai, les dossiers ayant été au préalable déposés dans les mairies des communes intéressées (Le Monde du 17 mai).

Le ministre des transports indique dans un communiqué qu'il a pris connaissance de l'attitude adoptée par certains maires du Lot-et-Cher de refus d'ouvrir les dossiers d'enquête et de les présenter aux personnes qui en feraient la demande.

« Par cette initiative, est-il précisé, ces élus font obstacle à la concertation, privent les intéressés de l'information nécessaire et tentent de les empêcher de donner leur avis. Ils prennent la responsabilité de toute non-prise en compte des observations susceptibles d'améliorer le projet. »

« Cette conception du débat politique apparaît contraire aux règles élémentaires de la démocratie, parce que les observations des uns et des autres sont indispensables à la mise au point d'un bon projet et à la sauvegarde des intérêts légitimes des intéressés », conclut le communiqué de M. Charles Fiterman.

## LES INONDATIONS EN FRANCE

- Plan ORSEC dans le Rhône
- Décru dans les Vosges

Le préfet du Rhône a déclenché, le vendredi 27 mai, le plan ORSEC afin de disposer des moyens voulus pour faire face à la montée des eaux de la Saône qui atteindra, dans le département, son niveau maximum, le mardi 31 mai. D'ores et déjà, la situation est considérée comme critique dans vingt-cinq communes.

Le plan ORSEC mobilisera mille cinq cents pompiers et secouristes auxquels s'ajouteront quatre-vingt-dix appels de l'unité spéciale de la protection civile de Brignoles (Var). L'armée mettra à la disposition de la préfecture hommes et matériels. Les trente-cinq embarcations de plaisance du parc de la Tête d'or à Lyon ont été réquisitionnées.

Dans le nord-est, la décrue s'est amorcée. Elle se fait sentir notamment dans le Haut-Rhin et dans le Doubs. En revanche, un millier de personnes ont dû être évacuées, dans la nuit du 27 au 28 mai, en Lorraine et plus particulièrement à Nancy. De nombreuses entreprises ont été contraintes au chômage technique, les eaux ayant envahi leurs locaux; les aciéries de Pompey.

**13<sup>e</sup> BROCANTE**  
**À LA BASTILLE**  
**26 MAI 5 JOURS**  
ouverture de 12 à 20h  
jeudi et dimanche de 10 à 20h  
et Lisez "TROUVAILLES"

A B C D E F G

## LA HAUSSE DES SALAIRES DU PREMIER TRIMESTRE

### « Il n'y a pas lieu de s'affoler » estime le ministre des finances

La hausse probable du salaire horaire de 3 % au cours du premier trimestre, annoncée par le Monde dans son édition du 27 mai, a suscité de nombreuses réactions. En premier lieu celle du ministre de l'économie et des finances, qui précise que le chiffre officiel de l'enquête trimestrielle du ministère du travail ne doit paraître que le 30 ou le 31 mai. On doute, Rue de Rivoli, que les salaires aient pu progresser au rythme de 3 % au cours des trois premiers mois de l'année. Mais, si ce taux d'augmentation était le bon, « il ne remettrait pas en cause la ligne actuelle », à savoir le maintien de la hausse des prix en deçà de 8 % pour 1983.

« Il n'y a aucune raison pour un tour de vis supplémentaire, et il n'y a pas lieu de s'affoler », conclut-on au ministère de l'économie et des finances.

Pour le C.N.P.F. en revanche, il ne fait pas de doute qu'il y ait eu une poussée sur les salaires du fait d'une augmentation de 38,2 % du SMIC en deux ans, augmentation qui « a fait craquer la grille des salaires ». Toutefois, l'organisation patronale considère qu'une hausse de 3 % des salaires — encore qu'il ne s'agisse ici que du salaire horaire — ne condamnerait pas nécessairement la politique de lutte contre l'inflation, les accords de salaire ayant souvent prévu une progression forte en début d'année.

Du côté des syndicats, enfin, on reste prudent, dans l'attente d'une confirmation officielle. « Si ces chiffres se confirment », indique M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la C.F.D.T., « ils ne doivent pas être isolés de la politique salariale globale prônée par le gou-

## Les professionnels de l'automobile s'inquiètent de la détérioration du marché

De notre correspondant

Bayonne. — Sur le thème « Survivre aujourd'hui pour être prêt demain », mille quatre cents agents de la Chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile (C.S.N.C.R.A.) ont participé cette semaine à Biarritz à leur congrès annuel présidé par M. René Bernasconi. La C.S.N.C.R.A. rassemble concessionnaires de marques, mécaniciens, carrossiers, électriciens, démolisseurs, monteurs

de l'auto-école et distributeurs de carburants. Si, en 1982, on avait enregistré une progression du marché, notamment de la vente de véhicules neufs (+ 12 %), les premiers mois de 1983 font apparaître, en revanche, une baisse de plus de deux points. Et ce sur l'ensemble des marques, françaises et étrangères. Une diminution des achats qui n'est pas compensée, comme on aurait pu le penser, par un accroissement des réparations, secteur également en recul.

Dans leur motion de clôture, les délégués rendent le gouvernement responsable de cette détérioration: les prélèvements fiscaux et sociaux « qui amènent les entreprises à travailler un jour sur deux pour l'instant », le blocage des prix, avec pour conséquence des taux horaires hors taxes les moins élevés d'Europe (compensés par une T.V.A. la plus lourde), qui décourage tout investissement dans l'équipement des ateliers; les lois sociales; la réduction des crédits bancaires et la surtaxe des produits pétroliers qui ont un effet dissuasif sur l'achat et l'utilisation des moyens de transport privé.

Les congressistes réclament que soit rapidement mis fin à cette « situation catastrophique », afin de sauver les entreprises, au nombre de cinquante-neuf mille, et de maintenir les emplois, évalués à trois cent quarante-cinq mille.

**SC.PO**  
classe préparatoire  
CEPES

**POUR DORMIR ET  
TRAVAILLER EN SILENCE.**

Il existe aujourd'hui les tampons E.A.R., des petits tampons jaunes, dans une toute nouvelle matière utilisée par les cosmonautes américains.

Parfaitement adaptables à l'oreille, légers et confortables, ils sont très efficaces contre tous les bruits.

**E.A.R.**  
Les nouveaux anti-bruits

En pharmacie ou Renseignements: (0) 27.30.34

## En avril

### LES PRIX ONT AUGMENTÉ EN FRANCE DE 1,3 %

Le calcul définitif de l'indice des prix du mois d'avril fait apparaître une hausse de 1,3 % (alors que l'estimation provisoire était de 1,4 %) contre 0,9 % en mars.

Les calculs de l'INSEE, confirmant, selon le communiqué du ministère des finances, que « les hausses des tarifs publics et la mise en place de la vignette sur les alcools expliquent environ 0,5 % de hausse sur le total de 1,3 % observé ».

Somme toute, considère-t-on au ministère, « le niveau élevé de l'indice d'avril ne fait que refléter la programmation double à la fois pour les tarifs publics et pour les prix-facteurs l'objet d'un accord d'engagement dans le cadre global d'un objectif de 8 % pour l'évolution des prix en 1983. Cette programmation repose ainsi sur une sensible décélération au cours du second semestre ».

## LA J.O.C. PROPOSE UN « MINIMUM JEUNESSE » POUR LES CHOMEURS

Les représentants de la J.O.C. ont proposé le 27 mai à M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, l'instauration d'un « minimum jeunesse » d'un montant de 2 000 F par mois qui permettrait aux jeunes chômeurs « d'avoir des ressources pour vivre » avant de retrouver un emploi. Les responsables de la J.O.C. ont indiqué qu'ils n'avaient pas obtenu d'« assurances précises » de la part de M. Bérégovoy, qui a proposé la mise en place d'un groupe de travail pour étudier leur projet. Ils ont jugé « positif » l'entrevue avec le ministre, à qui ils ont fait part « d'une certaine détérioration de la jeunesse face au changement ».

« Selon le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, 1036 accords sur le droit à l'expression des salariés auraient été conclus, fin avril, dans les quelques 6000 entreprises de plus de 200 salariés à qui les lois Auroux font obligation de négocier sur ce thème. Ces accords ont été signés à 57 % par la C.G.T., 50 % par la C.G.C., 45 % par la C.F.D.T., 37 % par F.O. et 16 % par la C.F.T.C. Les banques, la santé, les constructions mécaniques, le bâtiment, les industries alimentaires, les fonderies, le textile et l'habillement en comptent le plus grand nombre. Dans le secteur public, ces accords font souvent place à une plus large initiative des salariés, les négociateurs ayant anticipé, en quelque sorte, sur les dispositions du projet de loi sur la démocratisation du secteur public, actuellement en discussion en Parlement.

## En Union soviétique

### UNE GRÈVE APPROUVÉE PAR LES AUTORITÉS...

Moscou (A.F.P.). — Les quelque cinq cents Soviétiques employés sur le chantier de la nouvelle ambassade des États-Unis à Moscou se sont mis en grève jeudi 26 mai, après qu'une équipe de spécialistes américains ont entrepris de « tester » le bâtiment aux rayons X, a-t-on appris de bonne source.

Officiellement, cette opération est destinée à vérifier la bonne exécution des travaux de construction de l'immeuble. On croit savoir, cependant, qu'elle a surtout pour but de déstabiliser d'éventuelles installations d'écoutes soviétiques à l'intérieur du bâtiment.

Faisant valoir que leur contrat ne prévoit pas de telles « conditions de travail », les ouvriers soviétiques, — fournis par l'U.P.D.K., organisme qui recrute l'ensemble du personnel soviétique travaillant pour le compte des étrangers, — ont décidé un arrêt de travail de quatre semaines.

Située dans le secteur ouest de Moscou, la nouvelle ambassade des États-Unis devrait être achevée au printemps 1984. Elle occupe un vaste terrain, à proximité de l'ancienne chancellerie, qui sera ultérieurement restituée aux Soviétiques.

En juin 1978, Washington avait révélé la découverte par les services américains de détection d'un souterrain conduisant de l'ambassade à un immeuble voisin, où était installé un centre d'écoutes. Auparavant, les autorités américaines s'étaient plaintes à plusieurs reprises du « bombardement » de leur ambassade par des « micro-ondes » apparemment destinées à espionner les communications de la chancellerie.

Le numéro du « Monde » daté 28 mai 1983 a été tiré à 490 686 exemplaires.

## Le plan de sauvetage de la Chapelle-Darblay

- 600 suppressions d'emplois en cinq ans
- L'État investira 1,2 milliard de francs

Après des mois de discussions, le gouvernement a défini son plan de sauvetage de la Société papetière de la Chapelle-Darblay. Il passe par la suppression, à terme, des trois quarts des 2100 emplois de l'entreprise.

Voilà des années que la Chapelle-Darblay, comme tant d'autres sociétés du secteur bois-papier, connaît de sérieuses difficultés. Premier producteur de papier de presse, la société a été amenée à déposer son bilan en décembre 1980, ses deux actionnaires, Paribas et IFIL, estimant ne plus pouvoir suivre les besoins en capitaux de l'entreprise. Toutefois, l'exploitation de la Chapelle-Darblay continuait. Depuis, on cherche une solution, les pouvoirs publics assurant, au moins le mois, la survie des trois usines.

La solution choisie pour la Chapelle-Darblay s'inscrit dans le cadre du deuxième plan bois-papier que le gouvernement a mis en chantier au début de l'année. Elle comporte trois volets.

Le volet social, tel qu'il a été présenté à l'intersyndicale de l'entreprise vendredi 27 mai, prévoit dès 1983 la suppression de 608 emplois dans les deux usines de production de la région rouennaise, Saint-Étienne-du-Rouvray et Grand-Couronne. En 1987-1988, 435 autres postes seront supprimés et 1988 verra la fermeture de l'unité de Grand-Couronne qui devrait employer alors 505 personnes. En 1989, il ne restera plus que 585 personnes travaillant dans l'unique unité de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Le volet industriel prévoit que la Chapelle-Darblay sera dotée de moyens plus performants, dont une machine nouvelle produisant 160 000 tonnes de papier journal par an et une autre d'une capacité de production de 112 000 tonnes de papier normal destinée aux annuaires. Ces machines seront alimentées par du bois français et par une station de désaquare.

L'État investira 1,2 milliard de francs dans la Chapelle-Darblay, et Paribas, premier producteur européen de papier journal, aura en charge l'exploitation de la société.

Les syndicats de l'entreprise ont manifesté leur inquiétude quant aux conséquences sociales de ce plan, la Fédération C.G.T. du papier-carton le trouvant pour sa part, « inacceptable ».

## Aux États-Unis AGGRAVATION DU DÉFICIT COMMERCIAL

Washington (A.F.P.). — Le déficit commercial des États-Unis s'est fortement aggravé en avril, atteignant 4,6 milliards de dollars, soit le plus important depuis octobre 1982. Les exportations ont baissé de 4 % pour revenir à 16,1 milliards, alors que les importations ont augmenté de 1,4 % pour représenter 20,7 milliards de dollars. En mars, le déficit avait été de 3,6 milliards.

Selon un responsable du département du commerce, le déficit pourrait, cette année, atteindre 60 milliards de dollars, bien au-delà des 42,7 milliards enregistrés l'an dernier. Pour les quatre premiers mois de 1983, le déficit mensuel moyen a été de près de 3,9 milliards de dollars.

**AGRESSIONS  
(1959 à 1983)**

Récit par  
**B. MANGEAU**  
chez l'auteur:  
159, boulevard Bineau  
92090 NEUILLY-sur-Seine

**POUR  
LA FÊTE  
DES MÈRES**

**50 %**  
de votre cadeau

**OFFERT PAR LA  
MAISON DE  
L'IRAN**  
sur  
**tapis**  
et sur artisanat persan  
225-62-90  
65, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>  
ouvert dimanche

du jeudi 1<sup>er</sup>  
au lundi 12  
septembre  
1983  
inclus

**foire  
européenne de  
strasbourg**